

La Jurisprudence et les Usages du Courtage d'Assurances Terrestres

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1937 à 14 heures

PAR

Maurice BILLAUD

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { *MM. HAMEL, professeur*
AMIAUD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^e)

1937

Tous droits réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

La Jurisprudence et les Usages du Courtage d'Assurances Terrestres

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Juin 1937 à 14 heures

PAR

Maurice BILLAUD

JURY DE LA THÈSE

Président : M. Maurice PICARD, professeur

Suffragants { MM. HAMEL, professeur
 AMIAUD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1937

Tous droits réservés

La jurisprudence

et

les Usages du Commerce d'Assurances Maritimes

PAR M. J. VAN DER WOUDE, AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE ROTTERDAM

BRUXELLES, CHEZ M. J. VAN DER WOUDE, AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE ROTTERDAM

MARQUE DÉPOSÉE



REPRODUCED FROM THE ORIGINAL IN THE
UNIVERSITY OF LEIDEN LIBRARY
BY THE UNIVERSITY OF LEIDEN LIBRARY
IN THE YEAR 1914

LA JURISPRUDENCE ET LES USAGES DU COURTAGE D'ASSURANCES TERRESTRES

INTRODUCTION

Le courtier d'assurances terrestres est un commerçant indépendant, libre de tout lien de subordination, qui met en rapport assurés et assureurs, moyennant une rémunération forfaitaire appelée commission.

Pendant tout le cours du contrat qu'il a négocié, il ne doit pas cesser de conseiller l'assuré et de résoudre toutes les difficultés contentieuses que l'application de ce contrat peut soulever ⁽¹⁾.

Le rôle de l'assureur-conseil — a dit M. Daniel Maniet — est « en dehors de l'assurance même, celui d'un juriste, d'un comptable, souvent d'un conseiller, mais toujours d'un défenseur » ⁽²⁾.

Etre un défenseur, c'est en effet le but social qu'a atteint le courtier, dont l'intervention a réussi à rendre moins rigoureuses les conditions générales des polices, moins injustes et moins arbitraires les clau-

(1) Voir : Le rôle du courtier. Lettre de M. GRZYBOWSKI, adressée à M. le Secrétaire Général du Conseil National Economique. *Assureur Conseil*, 1936, p. 96.

(2) *Assureur Conseil*, 1936, p. 191.

ses de déchéance, moins élevé le taux des primes ⁽³⁾.

Si pendant longtemps la situation juridique du courtier est restée imprécise, aujourd'hui il n'est plus contesté, que sa situation est celle d'un commerçant ordinaire, soumis à toutes les charges du commerce: puisque, aux termes des articles 1^{er} et 632 du Code de Commerce, l'exercice habituel et professionnel du courtage fait de son auteur un commerçant.

Le courtage d'assurances terrestres est une profession libre, ouverte à tous, sous réserves des dispositions de la loi du 10 février 1931 que nous étudierons au cours de notre travail.

Actuellement, et en l'absence de tout statut juridique du courtage, il est possible à tout commerçant inscrit au registre du commerce, de présenter une proposition munie du numéro de son inscription et de toucher ainsi une commission.

Les courtiers professionnels déplorent cet état de chose et soutiennent que si la profession est ouverte à tous il importe néanmoins qu'elle soit réservée à ceux dont la compétence technique est garante des intérêts de l'assuré.

Ils font remarquer qu'il est choquant de voir un courtier occasionnel négociier auprès d'une Compagnie d'assurances une police de plusieurs millions. alors qu'un risque maritime d'une centaine de francs ne peut être couvert que par l'intermédiaire d'un courtier juré d'assurances maritimes.

Aussi certains courtiers, estimant qu'une loi est

(3) Voir : Sur le rôle du courtier : Voir HÉMAR, *Assurances terrestre*, tome I, p. 479.

indispensable pour réglementer la profession de courtier d'assurances terrestres, demandent qu'un diplôme d'assureur-conseil soit créé, dont les titulaires auraient seuls le droit de prendre le titre d'assureur-conseil et se différencieraient ainsi du courtier pur et simple (4).

Enfin de nombreux pays étrangers bénéficient déjà d'une réglementation de la profession de courtiers d'assurances terrestres (5).

Pour remédier à cet état de choses le Syndicat National des Courtiers d'Assurances terrestres impose, depuis de longues années, à ses membres, une réglementation sévère et n'accepte aucune admission sans une enquête très stricte.

Dans ces conditions, nous avons cru inutile ou prématuré d'étudier, soit les caractères généraux du courtage d'assurances terrestres qui sont ceux du commerce en général, soit le statut du courtage qui reste entièrement à définir et à édifier.

Nous nous sommes donc bornés à étudier et à décrire ce qui est proprement original dans le courtage d'assurances terrestres, ce qui constitue l'essence même de cette profession, qui tend à devenir une « insti-

(4) Voir : J. GRZYBOWSKI, « Garanties de Capacité ». *Assureur Conseil*, 1936, p. 93.

(5) Voir : *Assureur Conseil*, 1936, p. 191 : Loi Argentine.
— — — p. 216 : Loi Américaine.
— — — p. 228 : Loi Espagnole.
— — — p. 245 : Décret Polonais.

Voir : Le statut professionnel des courtiers d'assurances terrestres. Etude de législation comparée, par Robert BARBIER, Docteur en Droit. *Assureur Conseil*, 1936, p. 241.

tution » au sens que donnent à ce mot M. le Professeur Rouast et M. le Professeur Capitant ⁽⁶⁾.

En effet, le courtage d'assurances terrestres, plus que toute autre corporation, a son droit intérieur constitué par l'usage, consacré par la jurisprudence et que nous nous proposons d'exposer en son état actuel.

C'est pourquoi, en l'absence de textes particuliers, les usages de la profession et la jurisprudence qui les consacre, sont les deux sources du droit professionnel que nous étudions. Il appartenait aux juges de tous ordres d'interroger les réalités sociales, les besoins et les intérêts du courtage, pour les confronter avec les principes généraux du Droit et de la Justice, et c'est le résultat de cet effort qui fait l'objet de notre travail.

Enfin notre étude sera divisée en deux parties, la première consacrée aux rapports du courtier et de sa clientèle et la seconde aux rapports du courtier avec les Compagnies d'assurances.

(6) 1° ROUAST, Cours de Doctorat. *Droit civil approfondi*, 1933-1934 : « C'est un état de choses (l'Institution) et c'est un état de choses qui correspond à l'adaptation des individus à leur rôle social. »

L'existence de l'Institution ajoute M. le Professeur ROUAST, permet de concilier le bien individuel avec le bien de la Société.

2° Voir : *Vocabulaire juridique*, publié sous la direction de M. CAPITANT, Professeur de Droit à la Faculté de Droit de Paris, au mot « Institution » : « L'Institution est un ensemble de règles établies, soit par le législateur, soit par les particuliers, en vue de la satisfaction d'intérêts collectifs ou privés. »

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LES GARANTIES D'HONORABILITE

LA LOI DU 10 FEVRIER 1931 ⁽¹⁾.

1. — La loi du 10 février 1931 a pour objet de renforcer la défense de l'épargne, en modifiant et en complétant la réglementation des entreprises d'assurances et d'épargne. Elle comprend deux titres, seul le titre premier s'applique indistinctement aux entreprises d'assurances de toute nature, de capitalisation et d'épargne. Le second titre est spécial aux entreprises de capitalisation et n'intéresse pas les courtiers d'assurances terrestres.

Malheureusement elle présente la lacune considérable de ne pas exiger du courtier, à côté des conditions d'honorabilité, les mêmes conditions de compétence professionnelle, qui sont, à notre avis, aussi indispensables au but poursuivi.

⁽¹⁾ Loi relative aux entreprises d'assurances, de capitalisation et d'épargne. *Dalloz*, 1931, 4^e partie, p. 273.

GARANTIES EXIGÉES DES DEMARCHEURS OU COURTIERES.

2. — Article Premier. — Les entreprises d'assurance, de toute nature, terrestres et maritimes, de capitalisation et d'épargne et leurs agences, ne peuvent à un titre quelconque, être fondées, dirigées, administrées, gérées, et *leurs opérations ne peuvent être présentées au public que par des personnes* n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation pour crime de droit commun, pour vol, pour escroquerie, ou pour délit puni par les lois des peines de l'escroquerie, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion de fonds ou valeurs, pour émission de mauvaise foi de chèques sans provision, pour atteinte au crédit de l'Etat pour recel des choses obtenues à l'aide de ces infractions ; toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus entraînera la même incapacité.

La même interdiction est encourue par les faillis non réhabilités.

« Tout agent démarcheur ou courtier professionnel d'assurances, de capitalisation ou d'épargne, est tenu de justifier, soit de son inscription au registre du commerce, soit d'un titre de nomination d'agent, soit de la possession d'une carte d'identité établie par l'entreprise pour le compte de laquelle il opère ; il est tenu de restituer cette carte à l'entreprise qui la lui a délivrée, sur simple demande de cette dernière.

Le nom de l'agent, démarcheur ou courtier, par l'intermédiaire duquel le contrat a été souscrit, doit figurer sur l'exemplaire de la police remis à l'assuré ou à l'adhérent.

Un décret rendu après avis d'une commission spéciale, instituée par le Ministre du Travail, déterminera les condi-

tions d'application des dispositions contenues dans les deux alinéas précédents, qui n'entreront en vigueur qu'un mois après la publication dudit décret.

Toute infraction commise aux prescriptions du présent article sera punie d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus ou de l'une de ces deux peines seulement, le tout sous réserve de l'application de l'article 463 du Code Pénal. »

3. — Le projet primitif ne prévoyait pas l'application de l'article 463 du Code Pénal. Le Sénat a tenu à compléter sur ce point le projet initial, qui permet au Tribunal de tenir compte des circonstances atténuantes et d'abaisser ainsi l'amende à 16 francs.

LA LOI S'APPLIQUE-T-ELLE AUX COURTIERST D'ASSURANCES OCCASIONNELS ?

4. — Sur ce point les opinions paraissent diverger. Deux questions ont été posées à M. le Ministre du Travail et deux réponses différentes ont été faites.

A la question posée par M. Louis Dubois, le 26 mars 1931 ⁽²⁾, M. le Ministre du Travail a répondu :

« Ces dispositions ne s'appliquent pas aux intermédiaires occasionnels qui ne sont ni courtiers professionnels, ni agents, ni démarcheurs de Sociétés. La question de savoir si un intermédiaire doit être considéré ou non comme un occasionnel ne peut être tranchée que par espèces. »

(2) *Journal Officiel*, Chambre, 16 avril 1931, Déb. Parl., p. 2568.

Sur une autre question de M. Lerolle ⁽³⁾, le Ministre du Travail a déclaré :

« Les dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 10 février 1931 étant d'ordre public supérieur s'appliquent aussi bien aux courtiers occasionnels qu'aux courtiers professionnels. »

Enfin à une troisième question posée par M. Pic ⁽⁴⁾ le Ministre du Travail déclare :

« Qu'à l'encontre des courtiers occasionnels visés par les dispositions de la loi du 10 février 1931 il sera fait usage de l'avertissement préalable dans toute la mesure compatible avec l'application de la loi. »

Il semble que le législateur n'ait voulu appliquer la loi du 10 février 1931 qu'aux assureurs professionnels.

On considère en effet que le courtier occasionnel qui a accompli accidentellement une opération de courtage échappera toujours à toute espèce de contrôle, et il serait vain d'essayer de lui imposer soit l'immatriculation au Registre du Commerce, soit le port d'une carte d'identité.

DISTINCTION ENTRE LE COURTIER INSCRIT AU REGISTRE DU COMMERCE ET LE COURTIER POSSESSEUR DE LA CARTE D'IDENTITÉ.

5. — Cette distinction devrait être très aisée à faire.

En effet, le courtier d'assurances professionnel astreint à l'immatriculation au Registre du Commerce

(3) *Chambre des Débats Parl.*, 3 juillet 1931, p. 3692.

(4) *Chambre des Débats Parl.*, 30 juillet 1931.

conserve la liberté de choisir parmi les Compagnies, il agit pour son compte personnel et il exerce une profession nettement commerciale.

Au contraire, le courtier astreint simplement à la carte d'identité est lié par un contrat de louage de services à une seule agence de Compagnie exploitant une ou plusieurs branches.

Ce courtier ne peut alors traiter qu'avec cette agence à laquelle il est lié par un contrat, et s'il manque à cette règle il doit être considéré comme exerçant pour son compte personnel et astreint à l'immatriculation.

Nous passons sur la question des agents généraux, puisque notre travail consiste à étudier seulement la profession des courtiers d'assurances, mais il convient d'ajouter que de nombreux agents généraux, notamment dans les centres importants, sont en même temps courtiers d'assurances terrestres.

L'agent général, dans ce cas, doit être considéré, pour les risques qu'il place au dehors de sa propre Compagnie, comme un courtier d'assurances terrestres et astreint aux mêmes obligations.

La loi du 10 février 1931 s'appliquera donc à lui de deux manières différentes, comme agent général l'obligeant à la possession d'un titre de nomination, et comme courtier, en l'astreignant à l'immatriculation.

PREMIERE PARTIE

LE COURTIER

DANS SES RAPPORTS AVEC L'ASSURÉ

A son rôle d'intermédiaire, purement professionnel, le courtier a ajouté une fonction nouvelle, aux formes très diverses, qui prend une importance de plus en plus grande.

Il est en effet devenu à la fois le conseil de ses clients, leur mandataire et, dans certains cas, leur gérant d'affaires et le dépositaire de leurs deniers.

L'exercice de ces diverses fonctions, extra-professionnelles, a donné naissance à des questions multiples, qui restent régies par les règles habituelles du droit.

Aussi avons-nous borné notre étude aux seuls problèmes du courtage d'assurances terrestres, nés du louage d'industrie et de la responsabilité professionnelle.

Après avoir montré que le courtier n'est pas plus le mandataire de ses clients qu'il n'est celui de la Compagnie, nous étudierons dans le second chapitre

la nature particulière du contrat d'entreprise qui unit le courtier et les assurés (1).

Dans le troisième chapitre nous verrons quelles sont les conséquences que peut entraîner le refus injustifié de signer la police préparée par le courtier, et nous terminerons par l'exposé de la responsabilité professionnelle du courtier.

(1) « On désigne sous le nom de *louage d'industrie*, contrat d'entreprise, un contrat synallagmatique par lequel une des parties s'oblige à faire un travail d'ordre quelconque, comme défendre en justice, donner des soins à un malade, etc..., moyennant une rémunération déterminée. » COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit Civil Français*, n° 701, édition 1932.

CHAPITRE PREMIER

LE COURTIER N'EST PAS LE MANDATAIRE DE L'ASSURE

6. — En 1906, au cours de son étude sur les courtiers, M. Saintelette remarquait que malgré l'ancienneté du courtage la nature juridique des actes accomplis par les courtiers est restée assez mal définie.

Il constatait notamment que d'après une opinion courante dans le monde des affaires le courtier serait un mandataire, mais que là s'arrêtait la précision, puisque, suivant l'intérêt en jeu et le litige, assureurs et assurés soutenaient la thèse inverse.

7. — Le courtier d'assurances terrestres n'est pas le mandataire de son client, tout au moins dans le sens que donnent à ce mot les articles 1984 et suivants du Code Civil ⁽¹⁾, puisque dans ses fonctions générales

(1) En sens contraire :

De nombreuses décisions judiciaires très anciennes et certains auteurs emploient pour définir les rapports du courtier et de son client, les termes de mandat et mandataire, pris dans le sens que leur donnent les articles 1984 et suivants du Code Civil.

Aussi MM. PLANIOL et RIPERT écrivent dans leur *Traité Général de Droit Civil*, tome XI, page 774 : « Les courtiers d'assurances qui reçoivent des mandats non des Compagnies, mais des Assurés », et citent un arrêt de la Cour de Paris, du 5 juillet 1892. D. P., 93, 2, 407.

il n'est qu'un intermédiaire qui ne représente juridiquement ni la Compagnie, ni l'assuré, et qui n'accomplit pas d'actes juridiques pour le compte des personnes qui lui accordent leur confiance.

Rappelons que les deux traits essentiels du mandat sont :

1° La représentation du mandant par le mandataire ;

2° L'accomplissement d'un acte juridique, qui a pour effet d'engager le mandant vis-à-vis des tiers ou les tiers vis-à-vis du mandant, ou de les engager réciproquement les uns vis-à-vis des autres en cas de contrats synallagmatiques.

Nous verrons, lorsque nous nous demanderons si le courtier peut être le mandataire de la Compagnie, qu'il ne remplit aucune des deux conditions ci-dessus dans ses rapports ordinaires avec les assureurs.

8. Certes, on peut admettre que le courtier, dans ses négociations avec la Compagnie d'assurances, représente son mandant, mais la seconde condition d'existence du mandat fait défaut, car les démarches du courtier restent préparatoires, elles ne peuvent engager le futur assuré, qui s'oblige seulement par sa signature.

Telle est l'opinion exprimée par M. Lefort dans un article du 1^{er} avril 1923 ⁽²⁾, dont nous extrayons le passage suivant :

« Le courtier fait des actes d'ordre purement maté-

(2) *La Semaine*, 1^{er} avril 1923. Le courtier d'assurance est-il un mandataire ?

riel, mais aucun acte juridique, il ne lie pas la personne qui a recours à lui, c'est cette personne et elle seule qui se lie en signant le contrat. Que l'on dise que le courtier prépare le contrat, c'est exact dans la grande majorité des cas, mais préparer un acte ce n'est pas rendre cet acte parfait, ce n'est pas lui donner un caractère obligatoire. »

En définitive le courtier n'est, vis-à-vis de l'assuré, qu'un intermédiaire qui met les parties en présence, puisqu'il ne traite pas en leur nom et leur laisse le soin de contracter elles-mêmes, après qu'il les a rapprochées.

Ainsi jugé par le Tribunal Civil de la Seine le 30 avril 1912 ⁽³⁾ et la Cour d'Appel de Caen le 7 juillet 1928 ⁽⁴⁾ qui a repris les motifs du jugement du Tribunal Civil de la Seine.

9. Du reste les décisions jurisprudentielles ne confirment pas la thèse du mandat, pour autant qu'elles emploient dans leur attendus les termes de mandat ou de mandataire.

Ainsi, dans un jugement du Tribunal civil de la Seine du 17 janvier 1925, les termes du mandat et de mission peuvent être interpolés sans aucun dommage pour le sens.

(3) *Journal des Assurances*, 1913, p. 53.

(4) *Rec. Pér.*, 1928, p. 435 ; *D. H.*, 1928, p. 487.

LE COURTIER N'EST PAS UN GÉRANT D'AFFAIRES

10. — On a pu se demander si le courtier n'était pas plutôt un gérant d'affaires ?

D'après M. le Professeur Rouast ⁽⁵⁾ « il y a gestion d'affaires quand un individu se comporte en représentant des intérêts d'autrui ».

M. Rouast a précisé sa pensée en disant qu'il faut entendre ce mot de représentation dans un sens large, et en parlant de représentation il entend le fait d'agir pour le compte d'autrui, que ce soit par des actes juridiques ou par des actes matériels.

D'après cette définition, pour qu'il y ait gestion d'affaires, il faut toujours la réunion de deux éléments : l'élément matériel, qui est le fait de se mêler des affaires d'autrui, et l'élément intentionnel qui est l'intention de se comporter en représentant d'autrui, avec la possibilité d'ailleurs d'y avoir un intérêt personnel.

Certes, en présence d'une telle définition on peut croire que le courtier est un gérant d'affaires, comme lui il s'efface devant le maître de l'affaire ou l'assuré.

Pourtant l'application de la théorie de la gestion d'affaires au courtage d'assurances est sans intérêt et ne peut aboutir qu'à des solutions sans issues et sans rapports avec les problèmes réels que pose la pratique du courtage.

Par exemple nous verrons qu'il n'est pas contesté

(5) *Cours de Doctorat. Gestion d'affaires, 1933-1934.*

que le courtier puisse demander des dommages et intérêts importants au client qui refuse de signer la police qu'il a préparée, alors que dans la théorie de la gestion d'affaires le maître n'est tenu de rembourser au gérant que les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites (articles 1375 du Code Civil).

L'ASSUREUR-CONSEIL.

11. — Les courtiers préfèrent généralement à leur titre celui d'assureur-conseil, qui se retrouve quelquefois dans des décisions ⁽⁶⁾, et qui indique mieux leur rôle et la nature du contrat, qui lie l'assuré et son courtier.

Le rôle du courtier est, en effet, comparable à celui de l'avocat, comme lui il met ses connaissances techniques et juridiques au service de son client, comme lui il assiste et ne représente pas.

Enfin ni les courtiers, ni les avocats, ni les notaires ne sont des mandataires.

(6) Cour d'Appel de Caen, 7 juillet 1928.

DEUXIEME CHAPITRE

NATURE DU CONTRAT QUI INTERVIENT ENTRE LE COURTIER ET L'ASSURE

12. — La thèse du mandat et de la gestion d'affaires étant ainsi écartée, quelle est la nature de la convention qui unit le courtier et son client ?

C'est tantôt une convention synallagmatique *sui generis*, tantôt un contrat d'entreprise, suivant que le client signe ou ne signe pas la police.

En effet, le courtier a toujours l'obligation de soumettre au futur assuré un projet de police qui lui donnera le maximum de sécurité pour le minimum de frais.

De son côté le client doit exécuter l'une des deux obligations alternatives suivantes : signer la police ou rembourser au courtier ses frais et démarches et lui payer le bénéfice escompté, évalué forfaitairement.

Dans le premier cas on peut dire qu'il y a eu exécution par les deux parties d'une convention comprenant deux obligations de faire, et dans le second cas d'un louage de service, ou plus exactement d'un louage d'industrie.

C'est donc en définitive le client suivant qu'il choisira d'exécuter l'une ou l'autre des obligations qu'il a acceptées, qui orientera la convention de courtage dans un sens ou dans l'autre.

Premier cas : Le Client signe la Police

13. — Lorsque le client signe la police, c'est que le courtier lui a présenté des polices bien rédigées et acceptées par des assureurs présentant toutes les garanties d'usage.

Voici comment la première Chambre de la Cour d'Appel de Paris a analysé, le 28 mai 1927, la convention qui prend naissance lorsque l'assuré éventuel requiert les services d'un assureur-conseil.

Après avoir constaté « que la correspondance échan-
« gée entre les courtiers et la Société... établit nette-
« ment l'existence des accords intervenus entre eux
« en vue du but à atteindre », elle ajoute « qu'à partir
« de septembre 1923, tout au moins, les courtiers
« n'étaient plus simplement autorisés à étudier sans
« aucun principe d'engagement de la part de la
« Société les chances de réussite de l'affaire envisa-
« gée, mais qu'ils avaient au contraire la mission
« ferme de rechercher pour ladite Société des Compa-
« gnies d'assurances à la fois solvables et disposées
« à traiter à certaines conditions déterminées, que,
« sans doute, la Société n'avait pas donné à Casanova
« et Gribaumont le pouvoir de signer en leur nom les
« polices d'assurances, et qu'elle ne s'était pas inter-
« dit de procéder par elle-même aux vérifications

« utiles avant sa décision définitive, mais qu'en chargeant, cette fois, les courtiers d'une mission positive et bien délimitée, elle s'était engagée au moins implicitement à ne pas rejeter sans raison plausible les résultats à obtenir par des démarches longues et pénibles ».

14. — Dans la première hypothèse il est inutile de faire intervenir d'autres notions que celles d'obligations réciproques.

Tout s'est passé normalement. Le courtier a rempli sa mission et le client, satisfait, a, comme il s'y était engagé « *au moins implicitement* », pour reprendre la formule de la Cour d'Appel de Paris, signé la police.

Il nous apparaît qu'il n'y a pas dans ce cas des éléments suffisants pour dire qu'il y a eu exécution d'un contrat d'entreprise, et du reste le dire serait sans intérêt. Que le courtier touche une commission, c'est là, certes, le but qu'il a poursuivi en préparant le contrat, mais c'est affaire entre lui et la Compagnie.

Ce que la Compagnie donne au courtier, sous forme de commission, c'est l'évaluation forfaitaire d'un bénéfice, ce qu'elle rémunère ce n'est pas le travail du courtier, c'est tout au plus le choix qu'il a fait et le bénéfice qui en résultera.

Deuxième cas : Le Client ne signe pas la police

15. — Si le client ne signe pas la police, il empêche l'opération d'atteindre son but, but qui est son engagement avec la Compagnie d'assurance.

Dans ces conditions la Compagnie ne doit rien au courtier qui ne lui a procuré aucun bénéfice.

Le client du courtier doit donc exécuter la seconde obligation alternative, qui consiste à fournir au courtier la contre-partie du service qu'il a reçu.

Tout récemment, le 28 février 1935, le Tribunal Civil d'Épernay a dit à tort que le contrat formé entre la personne qui veut s'assurer et le courtier est un *louage de service* par lequel cette personne demande à l'intermédiaire qui accepte de lui faire établir une police dans des conditions déterminées (1).

Ce n'est pas un louage de service, c'est un louage d'industrie, puisque la rémunération sous forme de commission est forfaitaire, et puisqu'il n'y a pas de lien de subordination entre le courtier et son client.

16. — Cette discussion n'est pas absolument théorique, bien que les tribunaux se contentent le plus souvent d'examiner d'abord si le courtier a été chargé d'une mission exclusive par l'assuré. Puis dans l'affirmative et lorsque le courtier, après avoir exécuté sa mission, se trouve en présence d'un refus de l'assuré de signer la police, les décisions jurisprudentielles font simplement état de ce qu'il a été chargé d'un travail

(1) « Attendu que le contrat formé entre le proposant et le « courtier ou l'agent d'assurance doit être considéré comme un « contrat de louage de service aux termes de l'article 1780 du « Code Civil, le proposant demandant à l'intermédiaire qui « accepte, de lui faire établir une police d'assurance dans des « conditions déterminées, que la résiliation par la volonté d'un « seul des contractants, pourra donner lieu à une action en dom- « mages-intérêts qui ne saurait être confondue avec le recouvre- « ment de la prime elle-même. » Tribunal Civil d'Épernay, 28 février 1935. *La Prime*, 1^{er} septembre 1935.

qui a été exécuté et lui accordent réparation en raison du temps consacré des frais engagés et du préjudice subi.

Tantôt le refus de signer la police est considéré comme une faute au sens de l'article 1382 du Code Civil, tantôt comme la résiliation du contrat de louage de service au sens de l'article 1780 du Code Civil, qui stipule notamment :

« *Le louage du service, fait sans détermination de*
« *durée, peut toujours cesser par la volonté d'une*
« *des parties contractantes. Néanmoins la résiliation*
« *du contrat par la volonté d'un seul des contractants*
« *peut donner lieu à des dommages et intérêts.* »

« *Pour la fixation de l'indemnité à allouer le cas*
« *échéant il est tenu compte des usages, de la nature*
« *du service engagé, du temps écoulé, des retenues*
« *opérées et des versements effectués en vue d'une*
« *pension de retraite, et en général de toutes les cir-*
« *constances qui peuvent justifier l'existence et déter-*
« *miner l'étendue du préjudice causé.* »

Le préjudice, qu'il résulte de l'application de l'article 1382 ou de l'article 1780, étant lui-même évalué, soit jusqu'à concurrence des commissions que le courtier aurait touchées, soit à une quote-part de cette somme, suivant l'opinion des juges.

La distinction entre le mandat et le louage d'ouvrage ou « *locatio operis* », reste difficile à faire, le mandataire comme le « *locator operis* » conservant son indépendance dans l'accomplissement de son travail ou de sa mission.

Il faut donc constamment s'attacher à l'idée de re-

présentation judirique, absente du contrat de courtage.

Du reste l'analyse du mandat salarié nous ramène à la même idée ; en effet, d'après M. Planiol, le mandat salarié comprend l'idée de louage de service et de mandat ; supprimons le mandat, il ne reste que le louage de service ou le louage d'industrie dans le cas du courtier.

Le Contrat de Vérification de Polices

17. — On appelle contrat de vérification de polices, d'abonnement ou de contre-assurance la convention par laquelle le courtier s'engage envers l'assuré à vérifier ses polices, à les gérer et à l'assister en cas de sinistre. De son côté l'assuré accepte de passer exclusivement par l'intermédiaire du courtier pendant une certaine durée pour les modifications et les renouvellements de ses polices d'assurance.

Ce contrat particulier est parfaitement valable et doit être appliqué intégralement, aussi l'assuré ne peut rompre ses engagements avant le terme prévu.

S'il contrevient aux dispositions du contrat de contre-assurance, s'il fait renouveler ses polices sans passer par l'intermédiaire du courtier, il peut être condamné à lui verser des dommages et intérêts égaux aux commissions dont ce dernier est privé. Si une clause pénale a été prévue, elle s'impose aux juges qui ne peuvent la réduire (2).

(2) Cour de Paris, 8 novembre 1928, *Rec. Pér.*, 1929, p. 15.
Voir aussi : CÉSAR ANCEY, *Le courtage des assurances*, p. 73.

Ce contrat ne saurait être considéré comme un mandat.

C'est un contrat de louage d'ouvrage puisqu'il en revêt tous les caractères, et toutes les dispositions du Code civil relatives à ce contrat lui sont applicables.

La jurisprudence a constamment déclaré licite ce contrat, qu'elle qualifie tantôt de contrat synallagmatique « *sui generis* », tantôt de contrat de louage d'ouvrage (3).

Le Courtier, mandataire commun

18. — Il peut arriver que le courtier soit le mandataire commun de l'assuré et de la Compagnie.

Par exemple, quand il paie la prime pour l'assuré et l'encaisse pour la Compagnie. Il n'y a là qu'une seule personne physique qui intervient dans cette double opération.

Parmi les théories qui peuvent expliquer cette dualité, la seule qui la rend juridiquement possible est celle de la représentation qui conduit à la théorie technique du contrat avec soi-même ou plus exactement du contrat par personne unique.

La jurisprudence valide depuis longtemps et sans difficulté cette opération.

(3) Dans le sens d'un contrat synallagmatique :

Trib. Com. Seine, 3 avril 1891, *Rec. Pér.*, 1891, p. 354 ; Cour de Paris, 14 décembre 1911, *Rec. Pér.*, 1912, p. 175 ; Cour de Paris, 25 février 1922, *Rec. Pér.*, 1922, p. 188 et s. ; Cour de Paris, 8 novembre 1928, *Rec. Pér.*, 1929, p. 15.

Dans le sens d'un contrat de louage d'ouvrage :

Cour de Paris, 1^{er} décembre 1913, *Jour. des Ass.*, 1913, p. 246 ; Trib. Civ. de Bordeaux, 3 juillet 1911, *Rec. Pér.*, 1912, p. 255, Cour de Paris, 24 avril 1925, *Rec. Pér.*, 1925, p. 141.

Ainsi un arrêt rendu par la Chambre Civile le 11 avril 1860 nous dit que la loi ne prononce pas la nullité de plein droit de l'assurance faite par celui qui est à la fois mandataire de l'assurance et le commissionnaire de l'assuré, l'usage du commerce autorise cette opération quand elle est de bonne foi, et en la maintenant pour le motif qu'il n'y avait ni vol, ni fraude, l'arrêt attaqué n'a contrevenu ni à l'article 1101, ni à l'article 1984 du Code Civil.

Il nous faut signaler que dans l'espèce il s'agissait d'assurance maritime où l'assuré est engagé vis-à-vis de la Compagnie dans les termes de la police préparée, par le courtier juré, et sans qu'il ait à donner de signatures comme dans l'assurance terrestre.

Par conséquent, le rôle du courtier d'assurance terrestre étant singulièrement plus limité, on admet encore plus facilement qu'il puisse, à condition qu'il y ait ni dol, ni fraude, être le mandataire commun de la Compagnie et de l'assuré, à l'effet de payer et d'encaisser les primes ⁽⁴⁾.

Le mandat du Courtier

19. — Après avoir bien spécifié que le courtier n'est pas le mandataire de son client, pas plus qu'il n'est celui de la Compagnie, nous continuerons pourtant à parler, pour la commodité et conformément à l'habitude prise dans la profession, du mandat du courtier.

Bien entendu, ce mot employé ainsi sera dépouillé

(4) Trib. Comm. St-Etienne, 20 octobre 1933. Voir *supra*, n° 62.

de toute substance juridique et ne signifiera pas autre chose que la mission du courtier, ses démarches matérielles, son travail... et sera pris dans le sens de contrat particulier de louage d'ouvrage intervenu entre courtier et assuré.

Les usages de la profession donnent aussi le nom de mandat à l'écrit rédigé par l'assuré, qui définit la mission confiée au courtier, c'est du reste cet écrit qui constitue, dans la plupart des cas, la seule preuve de l'existence de la convention intervenue entre l'assuré éventuel et son assureur-conseil.

TROISIEME CHAPITRE

CONSEQUENCES DU REFUS DE SIGNER LA POLICE

20. — La jurisprudence a toujours considéré que celui qui refusait sans motifs légitimes de signer la police préparée par le courtier, devait l'indemniser de ses peines et soins.

Après quelques hésitations elle n'a pas tardé à relever dans cette attitude l'existence d'une faute lourde entraînant des dommages-intérêts.

Les décisions importantes qui ont consacré, d'une manière aujourd'hui absolue, le droit du courtier à recevoir des dommages-intérêts très élevés lorsqu'il est victime d'une incorrection de la part de son client, sont aussi nombreuses que variées ⁽¹⁾.

(1) Cour d'Appel de Paris, 25 mai 1892, *Jour. Ass.*, 1892, p. 469 ; Trib. Civ. Seine, 26 octobre 1896, *Rec. Pér.*, 1897, p. 543 ; Trib. Com. Seine, 23 décembre 1903, *Rec. Pér.*, 1907, p. 133 ; Trib. Com. Seine, 19 mai 1905, *Rec. Pér.*, 1907, p. 535 ; Trib. Com. Seine, 3 mai 1907, *Rec. Pér.*, 1907, p. 340 ; Cour d'Appel de Paris, 1^{er} février 1913, *Rec. Pér.*, 1913, p. 197 ; Trib. Com. Seine, 25 juin 1913, *La Prime*, 1^{er} septembre 1913 ; Cour d'Appel de Paris, 9 mai 1914, *Rec. Pér.*, 1914, p. 263 ; Trib. Civ. Seine, 2 décembre 1913, *Rec. Pér.*, 1913, p. 261 ; Justice de Paix Paris, 1921, *Jour. Ass.*, 1922, p. 213, voir note p. 216 ; Trib. Com. Seine, 1^{er} mars 1924, *Rec. Pér.*, 1924, p. 204 ; Trib. Com. Seine, 17 janvier 1925, *Assureur Conseil, Droit et Ass.*, n° 250 ; Cour de Paris, 28 mai 1927, *La Prime*, 15 juin 1928 ; Trib. Com. Seine, 29 novembre 1929, *Rec. Pér.*, 1930, p. 48 ; Justice de Paix Paris, 29 avril 1932 ; Justice de Paix Castres, 21 février 1933, *La Prime*, 15 mars 1933 ; Trib. Civ. Seine, 22 décembre 1933, *Ass. Conseil, Droit et Ass.*, n° 700 ; Trib. Civil Epernay, 28 février 1935, *La Prime*, 1^{er} septembre 1935 ; Justice de Paix Fanjeaux, 25 avril 1936, *Argus*, 31 mai 1936.

21. — Mais on ne peut parler de rupture abusive de la mission confiée au courtier que lorsque celle-ci possède un caractère très net d'exclusivité.

Ainsi la convention suivant laquelle un industriel autorise un courtier à se mettre en rapport avec les Compagnies d'assurances pour traiter aux meilleures conditions possibles, laisse à celui-ci la liberté de choisir parmi les différents contrats proposés.

Le futur assuré pourra traiter avec l'intermédiaire de son choix sans encourir pour cela la moindre responsabilité envers le courtier évincé ⁽²⁾.

En pareil cas l'assureur-conseil agira prudemment en stipulant par avance une rémunération de ses démarches, tout au moins dans le cas où elles resteraient inutiles.

Cette rémunération n'a rien que de très légitime, et le 15 octobre 1913 le Tribunal de Commerce de Bordeaux a jugé :

« Qu'un agent qui, à la demande d'une personne
« voulant souscrire une assurance, a préparé un projet
« de police, a droit à la rémunération de son travail
« alors même que l'assurance n'a pas été réalisée par
« lui. »

22. — Enfin, et c'est là une recommandation superflue, le courtier ne doit pas négliger les indications de ses clients, afin de préparer des polices conformes à leurs instructions.

(2) Cour d'Appel de Paris, 17 avril 1912, *Jour. des Assurances*, 1913, p. 1 ; Trib. Com. de Seine, 7 décembre 1906, *Jour. des Assurances*, 1907, p. 308 ; Trib. Com. Seine, 24 novembre 1904, *Jour. des Assurances*, 1905, p. 540.

Il a été jugé que le courtier d'assurances qui s'engage à faire couvrir tout ou partie des risques courus par un industriel, doit tenir compte des désirs de ce dernier quant au choix des assureurs avec lesquels il contractera.

Si donc le courtier, malgré ses efforts, ne réussit pas à donner satisfaction à ces légitimes exigences, la rupture des accords qui lui garantissaient une rémunération pendant un nombre déterminé d'années, lui est imputable, et il est irrecevable à demander de ce chef des dommages-intérêts à son cocontractant ⁽³⁾.

RUPTURE DE LA MISSION CONFIEE AU COURTIER

23. — Le refus sans motifs légitimes de signer la police, n'entraîne la rupture du contrat de louage d'ouvrage, que si la mission confiée au courtier lui assurait l'exclusivité de placement du risque.

Les différentes thèses de la Jurisprudence.

24. — La Jurisprudence moderne délaissant l'article 1794 du Code Civil considère le refus de signer la police soit comme la rupture abusive d'un mandat, soit comme la résiliation d'un contrat de louage de service, ou encore comme une faute génératrice de responsabilité civile.

(3) Trib. Com. Marseille, 20 janvier 1932, *Rec. Marseille*, 1932, p. 84.

1° LA RUPTURE DE MANDAT.

25. — De nombreuses décisions, et notamment les plus anciennes semblent adopter la thèse de la rupture de mandat, encore qu'il faille être extrêmement prudent sur la valeur à accorder au mot mandat lorsqu'il est appliqué au courtier.

Quoi qu'il en soit, lorsque la thèse du mandat est adoptée, il faut appliquer l'article 1999 du Code Civil, qui stipule :

« Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis. »

Dans l'absence de fautes imputables au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursements et paiements, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances, sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

Les juges qui voient dans la convention que nous étudions un mandat révocable, sont enclins à n'accorder au courtier qu'une indemnité représentant ses débours et le prix de ses peines et démarches.

26. — Mais très souvent, ils retiennent l'élément faute qui résulte de la révocation abusive du mandataire, et s'autorisent ainsi à allouer au courtier, en vertu de l'article 1382 du Code Civil, des dommages-intérêts comprenant la totalité du préjudice subi.

L'arrêt du 28 mai 1927 rendu par la Cour d'Appel de Paris, déjà cité, fait le tour de la question, et indi-

que que si même on considérait la convention de courtage comme un mandat révocable, le refus non motivé de signer la police entraînerait l'allocation de dommages-intérêts (4).

2° LA RÉSILIATION D'UN CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICE.

27. — Dans l'évaluation des dommages-intérêts les tribunaux, ici encore, estiment que la résiliation du contrat intervenu constitue une faute et que cette faute engage la responsabilité du client du courtier, dans les termes de l'article 1382 du Code Civil, ou encore de l'article 1780 (5).

3° LA FAUTE GÉNÉRATRICE DE RESPONSABILITÉ CIVILE.

28. — Très souvent les tribunaux, ayant à examiner le conflit créé par suite du refus du client de signer la police convenablement préparée par le courtier, négligeant d'examiner la situation juridique des parties, se contentent de constater un préjudice résultant

(4) « Que le refus des actes préparés sur les démarches des courtiers n'était motivé par aucune raison légitime, ni même aucun prétexte plausible ; que ce refus de pur caprice constituerait un abus de droit générateur d'une dette de dommages et intérêts dans le cas même où l'accord intervenu entre la Société, pour la recherche des assureurs et la négociation avec eux devrait être considéré comme un *mandat*, c'est-à-dire comme un contrat révocable à la volonté du maître de l'affaire »

(5) Trib. Civ. d'Epernay, 28 février 1935.

du refus de signer, et accordent au demandeur des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 du Code Civil.

CAS PARTICULIER DE L'ASSURANCE-VIE.

29. — Il existe un certain nombre de décisions qualifiant de faute lourde le fait de celui qui, après avoir signé la proposition d'un courtier et subi la visite médicale, refuse de signer la police établie par la Compagnie.

Dans l'Assurance-Vie, on voit souvent le client fautif exciper de l'article 75 de la loi du 13 juillet 1930, qui refuse toute action à l'assureur pour le paiement de la prime.

Mais les décisions sont unanimes à reconnaître que ce texte ne concerne nullement les courtiers, dont le droit est tout différent et résulte de l'article 1382 du Code civil.

Voici un jugement très bien rédigé par M. le Juge de paix de Castres et prononcé le 21 février 1933.

« Attendu que c'est en toute connaissance de cause, quand il connaissait déjà les conditions qui lui étaient faites, telles qu'elles étaient clairement énoncées et chiffrées dans les propositions d'assurance qu'il avait signées, que W... a demandé par écrit aux demandeurs de lui faire passer la visite médicale.

Attendu que c'est seulement après avoir reçu la lettre que les demandeurs ont fait procéder à la visite médicale demandée par W...

Attendu que dans ces conditions, qu'il est certain que si les demandeurs pouvaient s'attendre à ce que toutes leurs

démarches pour aboutir seulement à la signature par W... des deux propositions d'assurances demeuraient sans résultat pécuniaire, il ne pouvait plus en être de même quand, ensuite, W... leur a eu demandé par écrit de lui faire passer la visite médicale ; que de ce fait l'intention de contracter de W... ne paraissait pas douteuse et semblait acquise.

Attendu qu'en agissant ainsi W... laissait croire les demandeurs à la réalisation du contrat, ce qui leur permettait dès ce moment de considérer à bon droit que les peines, démarches et frais de toute nature qu'ils allaient faire et exposer jusqu'à la signature des contrats recevraient de la part de la Compagnie X... la juste rémunération qui leur était due.

Attendu qu'ils convient, dès lors, de décider que W... en demandant de passer la visite médicale et en se prêtant à cette visite, a commis une faute lourde puisqu'il n'a pas donné suite aux contrats en refusant de les signer et d'en acquitter la première prime, que la plus élémentaire loyauté aurait dû le détourner d'agir ainsi ;

Et attendu que la faute que W... a commise de ce fait, engage sa responsabilité aux termes de l'article 1382 du Code Civil et que, par cette faute, il a causé un préjudice aux demandeurs, qui n'ont pu, dès lors, bénéficier de la commission que la Compagnie X... leur aurait allouée...

Attendu qu'il est de jurisprudence constante en matière d'assurances terrestres que comme tout intermédiaire, le courtier d'assurances a le droit de se faire indemniser lorsque son client l'a chargé, même verbalement de démarches tendant à conclure un contrat ou un renouvellement de police, que cette jurisprudence doit également s'appliquer à l'Assurance-Vie. »

30. — Cette solution avait été adoptée déjà par un jugement du Tribunal de Paix du 4^e Arrondissement de Paris, qui avait décidé le 29 avril 1932 que « Commet une faute dont il doit réparation, l'assuré qui expose le courtier à des

pertes de temps et des démarches, en lui laissant croire qu'il acceptera le contrat d'assurance sur la vie, qu'il l'a chargé de négocier et refuse de payer la première prime. »

Le Tribunal civil d'Épernay a, lui aussi, en son audience du 28 février 1935, repoussé l'exception de l'article 75 de la loi de 1930 et condamné à de forts dommages et intérêts la personne qui sollicite une assurance sur la vie, passe la visite médicale, et refuse finalement de souscrire définitivement la police.

LE MONTANT DES DOMMAGES INTÉRÊTS.

31. — Les nombreuses décisions que nous avons citées ou reproduites, consacrent d'une façon définitive les droits du courtier à des dommages-intérêts lorsque son client refuse sans motifs légitimes de signer la police.

Mais la jurisprudence reste encore divisée sur l'appréciation des dommages-intérêts, qui peuvent être évalués suivant l'un des trois systèmes suivants :

Premier Système

32. — Le montant des dommages-intérêts ne dépasserait pas les frais et débours du courtier, et le remboursement de ses peines et soins.

Cette opinion est à rejeter, car elle ne correspond nullement à la nature juridique des relations entre courtiers et clients, et ne tient aucun compte de la faute commise par le futur assuré.

Deuxième Système

33. — Pour évaluer les dommages et intérêts, il faudrait après avoir établi le chiffre des Commissions, que le courtier pouvait espérer, tenir compte de tous les aléas qui peuvent pendant le cours de l'assurance entraîner la résiliation totale ou partielle des contrats, et diminuer le montant des Commissions du fait que les dommages-intérêts sont payés en une fois, tandis que les Commissions sont payables sur des périodes échelonnées, enfin du fait qu'en cas de révocation le courtier cesse d'être exposé à toute responsabilité.

34. — Ce système qui avait été exposé pour la première fois par un arrêt de la Cour de Paris, du 3 août 1892, confirmant un jugement du Tribunal de la Seine du 18 janvier 1892, a été repris par la première Chambre de la même Cour le 28 mai 1927, qui a confirmé en ce qui concerne le principe des dommages et intérêts un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 17 janvier 1925, mais l'a, en ce qui concerne l'évaluation du préjudice, modifié dans les termes suivants :

« En ce qui concerne le chiffre des dommages-intérêts.

Considérant que le seul préjudice éprouvé par les courtiers à raison de la faute de la Société consiste dans la privation des commissions qu'ils auraient touchées des Compagnies d'assurances, en cas de réussite de l'affaire, que dans une note de réclamation par eux adressée à la Société, Casanova et Gribaumont chiffrèrent à 55.226 fr. 45, le montant des commissions perdues pour eux.

Mais, considérant que les commissions des courtiers d'assu-

rances ne leur sont pas versées en bloc au moment de la signature des polices, que le seul droit de ces intermédiaires, est, au contraire, d'après les usages, de percevoir un tant pour cent sur le montant des primes encaissées par les Compagnies, au fur et à mesure de leur encaissement, qu'en cas de résiliation des polices, soit pour cause de disparition des choses assurées, soit pour tout autre motif, le droit des courtiers à la commission disparaît, en même temps que le droit des Compagnies à la prime, qu'ainsi le total des commissions que Casanova et Gribaumont auraient à encaisser pendant la longue suite d'années pour lesquelles les assurances eussent été conclues se trouvait conditionnée par bien des événements susceptibles d'entraîner la résiliation totale ou partielle des contrats, avant l'achèvement de cette période, qu'il convient de tenir compte pour la fixation de l'indemnité de tous les aléas qui pouvaient pendant le cours de l'assurance, diminuer le montant des commissions des demandeurs intimés.

Considérant, d'autre part, que les courtiers réaliseraient un bénéfice en sus du montant réel de leur perte, s'il leur était attribué en une fois et dès maintenant, une indemnité égale à la somme de toutes les commissions fragmentaires qui auraient du leur revenir normalement, en une longue suite de temps, qu'il y a lieu, en conséquence, de diminuer le chiffre de l'indemnité du montant des intérêts que les courtiers retireront de la somme payée, non plus par échelons, mais d'un seul coup.

Considérant, enfin, que l'intervention des courtiers intermédiaires entre assureurs et assurés est de nature à engager leur responsabilité en cas de faute prouvée à leur charge, que la possibilité d'un recours de la part de ceux qui ont traité, sur leurs conseils ou renseignements, constitue pour eux un risque qui a justement sa contre-partie dans leurs salaires élevés, que l'affaire projetée par la Société des Spécialités Alimentaires n'ayant pas été réalisée Casanova et Gribaumont sont à l'abri de tout recours possible et qu'ils n'ont pas droit à la partie de la commission qui aurait compensé

leur responsabilité éventuelle ; que compte tenu de tous ces éléments d'appréciation, la Cour fera une exacte évaluation des droits des parties en fixant à 25.000 francs le montant de l'indemnité que la Société Industrielle de Spécialités Alimentaires devra payer à Casanova et Gribaumont.

Par ces motifs confirme le jugement entrepris en tant qu'il a admis le principe de droit de Casanova et Gribaumont à des dommages-intérêts, réduit toutefois à 25.000 francs le montant de l'indemnité que la Société Industrielle de Spécialités Alimentaires est condamnée à payer à Casanova et Gribaumont ; dit que les intérêts de cette somme courus depuis le commandement du 19 mars 1925 seront capitalisés à partir du 10 mai 1926, date des conclusions déposées à cette fin par les courtiers, et qu'à partir de ladite date ils produiront eux-mêmes intérêts au taux égal ; dit n'y avoir lieu à l'amen-de d'appel : condamne la Société Industrielle en tous les dépens. »

Plaidant pour les Courtiers : M^e Saintelette.

35. — Le Tribunal de commerce de la Seine a lui aussi adopté ce second système dans une affaire qu'il a jugée le 29 novembre 1929.

« Attendu, a-t-il dit, que faisant état du chiffre des commissions que X... aurait du toucher, que tenant compte toutefois de ce que le paiement de ces commissions aurait été échelonné sur plusieurs années ;

Que la police aurait pu être résiliée avant la date prévue pour son expiration, le Tribunal trouve dans les faits de la cause, etc... »

36. — Ce système qui dans son principe peut apparaître comme très juste, appelle cependant des réserves si nombreuses qu'elles nous inclinent à penser qu'il est au contraire très arbitraire.

Certes, comme l'a fait remarquer la Cour de Paris, il faut tenir compte des aléas de toutes sortes qui peuvent influencer sur le cours de la commission.

Mais tous ces aléas se neutralisent, il y a autant de chances de voir la Commission augmentée que réduite.

Si le contrat refusé aurait pu être résilié, il aurait pu de la même façon être renouvelé par tacite reconduction, remplacé ou développé par suite de ses clauses.

Dans toutes ces hypothèses le courtier aurait touché non pas la commission prévue, mais une commission très supérieure par suite de l'application de ses droits d'apporteur.

Aussi le second système doit être lui aussi rejeté.

Troisième Système

37. — L'indemnité allouée au courtier révoqué injustement doit être fixée *forfaitairement* au montant des commissions qu'aurait touchées le courtier pendant toute la durée prévue du contrat.

Ce système a été adopté notamment par le Tribunal civil de la Seine.

C'est certainement le plus satisfaisant parce qu'il tient compte de tous les événements qui peuvent influencer sur le calcul de la commission.

Dans l'espèce jugée le 17 janvier 1925 ⁽⁷⁾ le Tribunal de commerce de la Seine avait non seulement alloué aux courtiers dont la demande était présentée par

(7) *Rec. Pér.*, 1925, p. 73.

M^e G.-L. Saintelette, *la totalité des commissions prévues*, mais encore une indemnité supplémentaire pour le trouble apporté dans leurs affaires, et l'atteinte à leur réputation professionnelle par l'abus de droit commis par leur client.

La décision importante la plus récente est celle du Tribunal civil de la Seine du 22 décembre 1933 ⁽⁸⁾ qui s'est rallié lui aussi à ce système forfaitaire, en accordant aux courtiers, toutes les commissions qu'ils auraient touchées pendant toute la durée du contrat.

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1794

DU CODE CIVIL

38. — L'application de l'article 1794 du Code civil doit mettre fin aux errements de la jurisprudence. Cet article qui envisage la rupture du louage d'industrie du fait du maître, s'applique donc à la rétractation de l'assuré refusant de signer la police.

En effet, l'article 1794 stipule que « le maître peut résilier, par sa simple volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans l'entreprise ».

Cette dérogation à l'article 1134 suivant lequel « les

(8) *Rec. Pér.*, 1933, p. 518.

Attendu que Lazarus et Fizellin ayant intégralement rempli leur mission et Mellac ayant ultérieurement révoqué sans motif plausible l'ordre ferme qu'il avait donné, Mellac doit être condamné à réparer le *préjudice subi par les demandeurs du fait de la perte de commissions sur lesquelles ils étaient en droit de compter pendant la durée du contrat.*

conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites » est traditionnelle et vient de l'ancien droit.

Pourtant d'après certains auteurs modernes, qui négligent de se reporter aux sources, cet article ne viserait que les entreprises de construction. Mais la Cour de Cassation est d'un avis tout à fait opposé et elle a même permis l'application de cette disposition aux marchés de fourniture à faire à l'Etat ⁽⁹⁾.

Malheureusement ce texte est un des plus délaissé du Code civil, bien que sa généralisation utile soit possible.

Il est emprunté à Pothier (*Traité du Louage d'Ouvrage*, N° 440), qui se demande « si le contrat de louage d'ouvrage peut se résoudre par la volonté d'une des parties » ; et cet auteur estime que « le locataire (le maître), s'il ne juge plus à propos de faire faire l'ouvrage qu'il a donné à faire, peut résoudre le marché en avertissant le conducteur et en l'indemnisant ».

Les rédacteurs du Code civil qui ont placé l'article 1794 sous la rubrique des « Devis et Marchés » ont eu le tort de le mettre à la suite de l'article 1793 qui s'applique exclusivement à l'architecte et à l'entrepreneur chargés de la construction d'un bâtiment, créant ainsi une confusion regrettable qui dure encore, malgré les travaux des premiers commentateurs du Code civil.

Mais sa place et ses termes généraux indiquent qu'il doit s'appliquer à tous les contrats dont il est parlé dans les articles précédents relatifs au louage d'industrie ⁽¹⁰⁾.

(9) Civ., 5 janvier 1897, *D. P.*, 97, 1, 89 ; note de M. PLANIOL.

(10) BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, *Droit Civil*, t. 22, n° 4092.

Son principe est facile à justifier puisque celui contre la volonté duquel la résiliation a lieu, est indemnisé non seulement de toute perte, mais encore de tout le bénéfice que lui aurait procuré l'exécution du contrat ⁽¹¹⁾. Ainsi le courtier, comme l'architecte, tous les deux chargés de conseiller et de surveiller l'exécution d'un contrat, ne peuvent être révoqués sans indemnité. Le contraire n'a pu être soutenu, qu'en considérant, faussement comme nous l'avons vu, le courtier comme un mandataire salarié.

De la même façon l'article 1794 est applicable aux journalistes, qui sont liés en vertu d'un contrat d'entreprise, lorsqu'ils sont payés suivant le nombre d'articles fournis ⁽¹²⁾.

39. — Nous avons vu que si la jurisprudence est unanime pour condamner l'assuré qui abandonne la police préparée par le courtier, elle reste partagée pour qualifier juridiquement la situation de courtier lorsqu'il se trouve en présence d'un client qui change d'avis, qui ne court plus les risques qu'il voulait assurer, ou encore qui considère la charge de la prime comme trop onéreuse, et qui en définitive refuse de signer la police.

C'est l'article 1794, et lui seul, qui nous apporte la solution parfaite de cette difficulté ; le maître ou l'assuré dédommagera le courtier de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner en lui payant forfaitairement le montant des commissions prévues ; alors même qu'une rémunération n'a pas été stipulée.

(11) GUILLOUARD, *Droit Civil*, t. 11, n° 803.

(12) BAUDRY LACANTINERIE et WAHL, n° 4098.

C'est la solution admise pour tous les louages d'ouvrage, et il n'est pas contesté que le courtier soit un locateur d'ouvrage, pas plus qu'il n'est contesté que sa rémunération forfaitaire s'élève au montant des commissions.

Enfin cette somme ne peut être réduite puisque encore une fois il ne s'agit pas d'un mandat mais d'une convention synallagmatique, d'un louage d'ouvrage librement consentie.

L'indemnité ne peut pas non plus être réduite en considération de ce que le courtier déchargé d'un certain travail, peut réaliser d'autres bénéfices dans d'autres entreprises ⁽¹³⁾.

Bien plus elle peut être majorée en considération du préjudice moral lorsque la rétractation de l'assuré est injuste.

40. — Ainsi l'article 1794 du Code civil, fournit une excellente base juridique au principe qui consacre le droit du courtier à une indemnité au moins égale au montant des commissions prévues, lorsqu'il est victime de la résiliation du contrat de louage d'ouvrage que constitue le contrat de courtage, tel que nous l'avons défini.

TOUTE PERSONNE CAPABLE DE SIGNER LA POLICE PRÉPARÉE PEUT ÊTRE CONDAMNÉE.

41. — La souscription de police d'assurance est un acte d'administration, qui rentre dans les pouvoirs

(13) Huc, *Droit Civil*, t. X, n° 430.

d'un gérant d'immeuble, a décidé la cinquième Chambre du Tribunal civil de la Seine, le 22 décembre 1933.

Aussi le gérant qui, après avoir chargé des courtiers du renouvellement des polices incendie d'un immeuble placé sous son administration, refuse de signer les polices, sous le fallacieux prétexte qu'elles concernent personnellement le propriétaire de l'immeuble, doit être de ce fait condamné à des dommages-intérêt.

Nous extrayons de cet intéressant jugement l'attendu suivant :

« Attendu qu'il est constant que Lazarus et Fizellier savaient que M... était le gérant de l'immeuble, que le gérant d'immeubles est le mandataire du propriétaire et que dans son mandat est compris, sauf conventions contraires, le pouvoir de faire tous actes d'administration. Que le renouvellement de polices constitue un acte d'administration ; qu'en conséquence ce renouvellement, a été valablement fait dès l'instant où M... a prescrit, en termes formels, aux courtiers de rédiger les polices suivant les chiffres proposés sans que la validité de cet ordre ait été subordonné à l'approbation de la dame B... »

LA DÉONTOLOGIE DES COURTIER.

42. — Si les courtiers étaient plus soucieux des règles de la bonne confraternité, les procès de ce genre ne seraient pas aussi nombreux.

Il serait souhaitable que les courtiers, comme les avocats, n'acceptent pas la confiance d'un client avant de s'assurer qu'il n'y a pas un autre courtier.

En effet, d'après l'article 25 du règlement intérieur

du Barreau de Paris « *Tout avocat qui reçoit l'offre d'une clientèle ou d'un dossier doit s'assurer, avant d'accepter cette offre, qu'aucun confrère n'a été préalablement chargé des intérêts dont la défense lui est proposée. S'il succède à un confrère il doit s'assurer que celui-ci a été complètement désintéressé* ».

De la même façon que l'avocat le courtier pourrait écrire au courtier délaissé :

Mon cher Confrère,

J'ai reçu la visite de M. X..., qui m'a demandé de négocier une police pour lui. Sachant que vous avez été son courtier, je viens vous demander si vous n'y voyez aucun inconvénient.

Votre bien dévoué Confrère...

Car paraphrasant Cresson ⁽¹⁴⁾ nous pouvons écrire : Le courtier est exposé à l'ingratitude du client. Il doit être défendu contre elle par son confrère, qui sera menacé de la subir à son tour. Un courtier ne se charge donc des affaires d'une clientèle qu'après avoir rempli envers son confrère tous les devoirs possibles.

(14) CRESSON : *Les usages du Barreau de Paris*, page 117.

QUATRIEME CHAPITRE

RESPONSABILITE DU COURTIER

Quelle est la responsabilité du courtier du fait de ses actes de courtage et de ses obligations.

LA REGLE GENERALE.

43. — Le courtier est un intermédiaire non responsable de ses contrats à moins qu'il n'ait commis dans l'accomplissement de sa mission une faute, une négligence ou une imprudence dans les termes des articles 1382 et 1383 du Code civil ⁽¹⁾.

Le caractère de la responsabilité professionnelle du courtier a été exposé le 30 avril 1912 par la première Chambre du Tribunal civil de la Seine ⁽²⁾.

L'espèce était la suivante :

Le courtier peut-il être condamné à des dommages intérêts envers ses clients, lorsque ceux-ci sont assurés par son entremise, auprès d'une Compagnie. qui après avoir exécuté ses obligations pendant un certain temps, tombe en déconfiture et ne peut régler un grand nombre de sinistres laissés en souffrance.

(1) V. César ANCEY, *Le Courtage des Assurances*, p. 79.

(2) *Jour. des Ass.*, 1913, p. 53.

Le Tribunal a répondu aux clients mécontents dans les termes suivants :

« Attendu, a-t-il dit, que le courtier n'est qu'un intermédiaire qui met les parties en présence, ne traite pas en leur nom et leur laissant le soin de contracter elles-mêmes après qu'il les a rapprochées ; qu'il n'est point par conséquent responsable des contrats traités à la suite de son entremise, qu'il n'est point davantage responsable de l'insolvabilité des parties mises en présence, à moins qu'il n'ait commis dans l'accomplissement de sa mission de rapprochement des parties une négligence, ou une imprudence dans les termes des articles 1382 et 1383 du Code civil. »

La Jurisprudence

44. — La jurisprudence postérieure a consacré d'une façon indiscutable que le courtier doit répondre de ses fautes conformément au droit commun, tel qu'il est défini par les articles 1382 et 1383 du Code civil.

En effet, le courtier du fait de la convention synallagmatique, qui le lie à son client, ne contracte aucune responsabilité spéciale.

Il n'est pas garant de l'exécution du contrat pour lequel il est intervenu, mais il commettrait une faute s'il rédigeait des polices inefficaces, en dehors même de toute considération sur la solvabilité des assureurs ou la capacité de contracter des assurés ; car « aux

qualités d'un mandataire ordinaire il doit joindre celle d'un guide sûr et d'un conseiller expérimenté » (3).

Premier cas. — PRIMES TROP ÉLEVÉES.

45. — Si le courtier a, de bonne foi, fait souscrire des polices à des primes trop élevées, il n'encourt aucune responsabilité (4) mais il en serait autrement s'il avait commis des fautes et des négligences de nature à faire payer à ses clients des primes manifestement exagérées sans aucun avantage pour eux.

Le 10 février 1923 le Tribunal de Commerce de la Seine a condamné dans les termes suivants le courtier coupable de fautes et de négligences professionnelles.

« Attendu qu'il appert des débats, des documents soumis et de l'instruction ordonnée que le sieur A... aux droits duquel se trouvent régulièrement substitués ses veuve et héritiers, demandeurs actuels au procès, a dans le courant de l'année 1893, contracté des polices d'assurances contre l'incendie aux diverses Compagnies, notamment la Compagnie P... pour garantir un immeuble qu'il possédait à Paris, dans lequel est exploité son fonds de commerce constitué sous forme de Société et ayant pour dénomination Société A... et Fils.

Que ces polices ont été souscrites par A..., sous l'indication et les conseils de P... qui exerça successivement la profession de courtier d'assurances, sous le nom de P... et C^{ie} et sous la dénomination de Société Y...

Attendu, que dans le dernier état de la procédure, les héritiers A... et la Société A... et Fils demandent à P... et C^{ie}

(3) Trib. Com. de la Seine, 10 février 1923.

(4) Trib. Com. de Bayonne, 24 mars 1905, *Jour. des Ass.*, 1905, p. 521.

paiement d'une somme de 73.486 fr. 55 à titre de dommages-intérêts pour fautes de mandat que ceux-ci ont pu commettre et qu'ils doivent être tenus de réparer.

Attendu qu'il convient de remarquer tout d'abord que P... sous quelque nom qu'il ait agi, a rempli les fonctions d'un courtier d'assurances. Qu'il a du ainsi, aux qualités d'un mandataire ordinaire, joindre celles d'un guide sûr et d'un conseiller expérimenté de l'assuré.

Que c'est à raison de faits dans l'exercice de ce mandat uniquement et non pour dol et collusion ainsi que le soutient par erreur P... en ses conclusions que celui-ci se trouve recherché au procès actuel.

Attendu qu'il appert des pièces produites et de l'instruction ordonnée que de nombreux griefs peuvent être relevés à la charge de P...

Qu'il est établi notamment que P... a introduit dans les polices qu'il a fait signer par A... certaines clauses inutiles, par exemple, une clause forfaitaire relative à une dispense de déclaration des voisinages dangereux, qui, en réalité lui a fait payer à forfait et perpétuellement le maximum de ce qui aurait pu lui être réclamé au cas où des voisins dangereux se seraient installés à ses côtés, ou encore une clause transitoire qui avait pour but de masquer des majorations injustifiées sur les primes des polices.

Attendu que les héritiers A... justifient, en outre, que P... en évaluant faussement les primes que payaient les voisins de A... lui a fait payer des primes exagérées sur le recours des voisins, primes dépassant même celles payées par les usines contiguës.

Qu'ils prouvent que, dans des polices d'assurances globales, l'assurance des modèles attachés au fonds de commerce a été supprimée alors que ces modèles ne payaient pas de surprimes et que les héritiers A... auraient pu profiter pendant vingt ans de ces conditions de faveur, si on ne leur avait pas fait souscrire de continuelles modifications à leurs contrats d'assurances.

Que ces renouvellements fréquents des polices, inutiles d'ailleurs, ont privé les bénéficiaires de conditions avantageuses signées à l'origine.

Attendu que, réprouvant ces divers griefs ; P... essaie dans ses conclusions déposées à la barre le 30 décembre 1922 de les réfuter et de les détruire,

Que toutefois à l'appui de ses allégations, il n'apporte aucune justification précise de nature à en établir le bien fondé,

Et attendu que P... mandataire de A... sous quelque nom qu'il ait agi, est responsable des fautes qu'il a commises dans sa gestion ;

Qu'à raison de ces fautes relevées plus haut ; il doit donc être tenu de réparer le préjudice qui en est résulté pour A... et ses héritiers. Que tenant compte des suppléments de primes payées sans raison, des frais de procédure et des frais de résiliation qu'ont du payer les héritiers A... à certaines Compagnies pour se dégager de contrats onéreux souscrits avec elles sur le conseil erroné de P... tenant compte aussi des primes inutiles, que les demandeurs seront tenus de payer pendant de nombreuses années encore à la Compagnie P..., à l'encontre de laquelle la résiliation n'a pu être encourue, ainsi que du trouble commercial que ceux-ci ont eu à souffrir, le Tribunal trouve, dans les faits et documents de la cause, des éléments d'appréciation suffisants pour fixer à la somme de 40.000 francs le montant de ce préjudice. Qu'il échet dès lors, d'obliger P..., P... et C^e et la Société Y... au paiement de cette somme, ce toutefois à titre de dommages-intérêts et non avec intérêts tels que requis, en accueillant la demande à due concurrence et sans qu'il y ait lieu de répondre plus complètement aux conclusions des défendeurs. »

46. — Ce jugement a été confirmé par la Cour d'ap-

pel de Paris, le 20 juillet 1925 ⁽⁵⁾ qui a insisté sur le fait que le courtier avait accepté de prendre entièrement les lieu et place du client, qui avait en lui toute confiance.

Aussi la Cour a estimé que dans ces conditions le courtier avait des obligations très strictes de fidélité et de compétence.

Deuxième cas. — COMPAGNIES INSOLVABLES.

47. — Le courtier engagerait sa responsabilité s'il négociait une police auprès d'une Compagnie notoirement insolvable au moment de la signature du contrat.

Mais il ne saurait en être ainsi, lorsque la Compagnie après avoir distribué d'importants dividendes à ses actionnaires, se trouve en déconfiture par suite de la faillite de plusieurs autres Compagnies d'assurances ⁽⁶⁾.

(5) « Considérant que P... ne s'est pas borné à donner des « conseils à A... que A... qui se sentait incompetent pour apprécier, négocier et arrêter les termes d'une assurnace, s'est adressé à P... qu'il savait depuis longtemps expérimenté en la « matière pour le charger de vérifier ses contrats déjà existants, « et de négocier avec les Compagnies les modifications qui lui « paraîtraient utiles. Qu'il s'en est entièrement remis à sa fidélité et à sa bonne foi pour parvenir à la conclusion de contrats, « au mieux de ses intérêts. Que P... est entré en négociations « avec les Compagnies au nom et comme représentant de A. ., « sans que celui-ci soit jamais intervenu autrement que pour « signer les polices que P... avait rédigées d'accord avec les dites « Compagnies, que dès lors, en négociant avec les Compagnies « P... agissait aux lieu et place de A... en vue de la conclusion « d'un acte juridique. Qu'il s'est donc trouvé ainsi dans les circonstances constitutives d'un mandat. Adoptant au surplus les « motifs des premiers juges qui font une exacte appréciation des « faits de la cause et des droits des parties et rejetant toutes « autres conclusions comme inutiles ou mal fondées. Par ces « motifs confirme le jugement dont est appel. »

(6) Cour d'Appel de Lyon, 17 décembre 1924, *Sirey*, 1927, 2, 67

Troisième cas. — INSTRUCTIONS MAL SUIVIES.

48. — La Cour d'appel de Paris a décidé le 11 janvier 1926 ⁽⁷⁾ que le courtier par l'intermédiaire de qui l'assurance a été souscrite et qui n'a pas suivi les instructions de son client en ce qui concerne les clauses à insérer dans la police, est responsable du préjudice causé à l'assuré par l'absence des clauses qu'il a omis de rédiger.

Quatrième cas. — IMPRUDENCE DU COURTIER.

49. — D'après un jugement en date du 8 juillet 1930, rendu par le Tribunal de commerce de Marseille ⁽⁸⁾, le courtier d'assurance qui avise son client que la Compagnie d'assurance avec laquelle il est en rapport a accepté de le couvrir contre les risques de vol, est responsable des conséquences du sinistre survenu sans pouvoir exiger ni du changement de décision de la Compagnie qu'il n'a pas fait connaître à l'assuré, ni du défaut de remise de la police.

Cinquième cas. — NÉGLIGENCE DU COURTIER.

50. — Dans la pratique le courtier ne voit pas son rôle terminé une fois que la police est signée, et il intervient dans le règlement des primes et dans les déclarations de sinistre.

Ainsi les assurés ont l'habitude d'adresser à leur courtier les déclarations de sinistres pour les transmettre aux Compagnies.

(7) *Gazette du Palais*, 1926, 1, 535.

(8) *Rec. Pér.*, 1933, p. 573.

Le courtier qui accepte, ainsi cette fonction gratuite doit la remplir avec soins et diligence, et il est responsable vis-à-vis de son client de ses négligences et de ses omissions.

La Cour de Paris, a déclaré le 17 juillet 1928 que le courtier chargé de transmettre les déclarations d'accidents de son client, et qui a apporté dans l'exécution de sa mission des retards qui exposent l'assuré à la déchéance, est responsable du dommage causé par sa négligence (9).

Evaluation du préjudice

51. — Pour obtenir réparation l'assuré doit justifier d'un préjudice actuel et certain, comme dans le droit commun.

Aussi le jugement du 10 février 1923 rendu par le Tribunal de commerce de la Seine, avait tenu compte pour fixer l'importance des dommages-intérêts, des suppléments de primes payés sans raison, des frais de résiliation nécessaires pour se dégager de contrats onéreux, des primes inutiles que l'assuré sera tenu de payer lorsque la résiliation ne peut être encourue, du trouble commercial.

Enfin, le courtier qui, dans la négociation d'un contrat commet des fautes professionnelles qui exposent l'assuré à une déchéance, cause à cet assuré un dommage certain et actuel, qui consiste à lui faire payer des primes pour une garantie illusoire (10).

(9) *Rec. Pér.*, 1930, p. 294.

(10) M^e SAINDÉLLERIE, Note, *Rec. Pér.*, 1930, p. 533

Serait susceptible d'être cassé l'arrêt qui ne tiendrait pas compte de ce préjudice actuel, et qui après avoir constaté les fautes du courtier, ne viserait que l'hypothèse d'un préjudice éventuel, subordonné à l'arrivée d'événements non encore réalisés ⁽¹¹⁾.

(11) Civ., 30 janvier 1930, *Rec. Pér.*, 1930, p. 531.

DEUXIEME PARTIE

LE COURTIER DANS SES RAPPORTS AVEC LA COMPAGNIE D'ASSURANCES

52. — Après avoir défini le rôle tenu par le courtier dans ses rapports avec la Compagnie d'Assurances, nous montrerons que contrairement à une opinion trop répandue, il n'est pas un mandataire, sauf dans le cas très particulier où il se livre à l'encaissement des quittances.

Nous étudierons ensuite la commission, son fondement et ses modalités.

Les principes posés dans l'étude de la commission, nous guideront pour déterminer les limites de la liberté qui préside aux relations juridiques des compagnies et des courtiers, ainsi que la neutralité qu'observent les compagnies en face des courtiers concurrents.

Nous aborderons ensuite l'exposé des obligations imposées aux compagnies pour sauvegarder les droits du courtier, tels qu'ils sont définis par le principe même de la commission.

Enfin, nous terminerons l'étude des relations entre courtier et compagnie par celle des droits du courtier créateur, ou suivant l'expression plus pittoresque de la profession, des droits du courtier apporteur sur les fruits de l'affaire.

Les usages généraux du courtage

53. — L'Assureur Conseil, organe mensuel du Syndicat National des Courtiers d'Assurances terrestres, a publié dans son numéro de juillet 1935, les Usages Généraux du Courtage.

Cet excellent exposé des usages les plus courants de la profession est destiné à rendre les plus grands services aux courtiers et aux compagnies ainsi qu'à leurs agents généraux.

L'initiative de ce travail revient à M. Grzybowski, Président du Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres, qui s'est entouré des plus hautes compétences professionnelles et juridiques.

Aussi nous sommes-nous constamment reportés à cet exposé, et la seconde partie de notre étude peut être considérée comme le commentaire général de cette codification de la coutume du courtage.

Pourtant nous n'avons pas cru devoir suivre l'ordre dans lequel les diverses règles étaient rédigées, afin d'adopter un plan plus analytique.

54. — Le texte des usages

« PRÉFACE »

Le Comité de direction du Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres est souvent consulté sur les usages de notre profession ayant force de règle.

Les tribunaux, les membres du barreau, les arbi-

tres, les experts, les plaideurs ont besoin de s'y reporter fréquemment.

« D'autre part, il est des cas où certains fonctionnaires de Compagnies d'assurances en rapport avec des courtiers hésitent sur la conduite à tenir et risquent, faute d'être bien fixés sur les usages, de commettre des erreurs graves ; et il y a des cas plus nombreux peut-être où des collègues encore inexpérimentés ont à s'éclairer sur leurs droits et leurs devoirs.

« Il nous a semblé que pour aider à la solution des différends et mieux encore pour empêcher des contestations de naître, nous ferions œuvre utile en constatant et groupant dans un texte les usages du courtage d'assurances terrestres actuellement en vigueur.

« Nous n'avions pas à indiquer les règles qui résultent des textes législatifs, ni à faire un exposé de jurisprudence. Nous nous en sommes abstenus.

« Ce n'était pas de celà qu'il s'agissait ; nous avons à définir la coutume.

« Il fallait, d'autre part, ne pas se laisser aller à la tentation de donner notre avis sur les usages constatés. Et de fait, nous nous sommes bornés à énoncer ce qui est, sans dire ce qui devrait être.

« Formuler de nouvelles règles était au-dessus de notre pouvoir. Emettre des vœux nous a paru prématuré, au demeurant, notre but n'était autre que de dresser purement et simplement l'inventaire, pour quiconque aurait à s'y référer, « *des usages en la matière* », présentement et généralement reconnus.

« Certes tous les usages que nous avons constatés ne méritent pas égale approbation.

« Ne pouvant pas entreprendre unilatéralement le redressement de ceux qui paraissent critiquables, nous verrons par la suite s'il est possible de le préparer d'accord avec les autres parties intéressées.

« Notre formulaire tire une autorité particulière de la qualité des collaborations dont notre Commission s'est entourée.

« Nous remercions ici maître Saintelette et M. César Ancey, nos Conseils juridiques ; M. Paul Sumien, directeur honoraire des assurances et de la prévoyance sociale au Ministère du Travail, et les anciens présidents du Syndicat : MM. Mouillot, Soudeillette, Huet de Barochez, Bouyer, Anselme Girard et René Henry, du concours éclairé qu'ils ont bien voulu nous prêter.

Le Comité de Direction. »

Constatation des usages du courtage d'assurances terrestres

1° Lorsqu'une Compagnie est saisie d'une proposition d'affaire nouvelle par un courtier, elle ne peut accepter les propositions d'un autre apporteur pour la même assurance, que si ce dernier est muni d'un ordre écrit de l'assuré.

En cas de pluralité d'apporteurs elle les traite sur un pied d'égalité absolue et ne peut consentir à l'un d'eux des conditions d'assurance plus avantageuses qu'à l'autre.

Par application de ce principe, un assureur qui a fixé un tarif pour une affaire à un courtier, ne peut pas,

pour la même assurance, accorder une tarification inférieure à l'un de ses agents. Cette règle s'applique en sens inverse.

2° Une Compagnie peut toujours refuser d'entrer en négociations avec un courtier.

Lorsqu'une Compagnie refuse, après en avoir pris connaissance, une proposition présentée par un courtier, elle ne peut accepter la même proposition d'un autre courtier. Elle ne peut accepter d'un autre courtier l'assurance des mêmes risques que si les conditions de la proposition de cet autre courtier affectant la tarification, ou la matérialité des risques, ou la nature des garanties, sont assez différentes pour que l'on puisse considérer qu'il ne s'agit pas de la même proposition.

3° Le courtier apporteur d'une police a droit à la commission non seulement sur la prime initiale, mais encore sur toutes les primes qui sont la conséquence des clauses de cette police.

Le droit à la commission dure aussi longtemps que l'assurance elle-même, notamment lorsque la police se continue par reconduction tacite ou expresse, ou lorsqu'elle est renouvelée ou remplacée directement par l'assuré auprès de la Compagnie.

Lorsque le remplacement est accordé à un nouveau courtier investi par l'assuré d'un ordre exclusif de remplacement accompagné de dénonciation régulière de la police pour sa date d'expiration ou pour l'échéance à laquelle elle peut être résiliée, le courtier créateur de la police a droit à la commission sur les primes

apportées par lui jusqu'à l'époque pour laquelle la police est dûment dénoncée.

Lorsque le remplacement est accordé à un nouveau courtier porteur d'un ordre de remplacement non accompagné d'une dénonciation régulière de la police à remplacer le courtier créateur conserve son droit à la commission sur toutes les primes du nouveau contrat, à concurrence du chiffre de celles qu'il a apportées.

Ces règles s'appliquent aussi bien dans le cas où la police apportée par le courtier a été placée dans le portefeuille de l'administration centrale de la Compagnie, que dans celui où elle a été placée dans le portefeuille d'une de ses agences.

4° Pendant le cours d'une police apportée par un courtier, la Compagnie ne peut, soit par elle-même, soit par un de ses préposés, inspecteurs ou agents, solliciter l'assuré en vue de modifier, remplacer ou renouveler la police.

Si l'assureur est requis par l'assuré lui-même de modifier le contrat, il ne peut le faire qu'en prévenant le courtier créateur.

« 5° La Compagnie doit, pendant le cours de l'assurance ou au moment du renouvellement de la police, donner communication, en ses bureaux, de la police et de ses avenants, au courtier créateur ou au courtier muni d'une autorisation écrite de l'assuré, mais ne peut donner cette communication à d'autres.

« 6° La Compagnie saisie, en cours de contrat, d'une demande de réduction du taux de la prime,

doit, avant d'y donner suite, aviser le courtier créateur.

« Lorsqu'un courtier a procuré à une Compagnie le bénéfice d'une police pour plusieurs années consécutives, la Compagnie peut toujours, en cours de contrat et en dehors de cas prévus par les Conditions générales, réduire de son propre gré sa participation dans cette assurance, si l'assuré y consent ; mais elle doit continuer à commissionner le courtier sur les primes totales que celui-ci a apportées, à moins qu'elle ne prouve que ledit courtier a fait garantir par un autre assureur la part de risques dont elle s'est allégée.

« 7° La Compagnie ne peut accepter de remplacer une police en cours qu'à la demande de l'assuré ou sur la proposition d'un courtier muni d'un ordre exclusif l'habilitant à cet effet.

« Quand l'ordre de remplacement contient dénonciation de la police pour son échéance, la Compagnie en prévient le courtier créateur sans délai, et en tout cas avant la délivrance de la police nouvelle.

« 8° La Compagnie peut délivrer des avenants à la demande d'un courtier autre que le courtier créateur de la police, et sans que le courtier qui les demande ait à produire un ordre de l'assuré.

« 9° Six mois au moins avant la date de l'expiration d'une police la Compagnie avise le courtier de cette expiration.

« 10° Dans tous les cas où la police est dénoncée

par l'assuré pour sa prochaine échéance, la Compagnie en avise sans délai le courtier créateur.

« Toute Compagnie d'assurance qui résilie une police de son propre chef, pour quelque cause que ce soit, ou en reçoit dénonciation de l'assuré, avertit sans délai le courtier créateur.

« 11° Lorsqu'un courtier a apporté une affaire à l'agent général d'une Compagnie, les obligations de l'agent à l'égard de ce courtier sont les mêmes que celles de la Compagnie qu'il représente, et cela sans qu'il y ait à distinguer si l'agent a pris le risque en totalité ou s'il en a pris seulement une partie.

« 12° En cas de cession par un courtier de son portefeuille, la Compagnie est tenue à l'égard du cessionnaire aux mêmes obligations qu'à l'égard du cédant. »

CHAPITRE PREMIER

LE COURTIER N'EST PAS LE MANDATAIRE DE LA COMPAGNIE

LE ROLE DU COURTIER

55. — C'est une opinion couramment répandue que le courtier est un mandataire.

Dans son activité générale, peut-on dire que le courtier soit spécialement le mandataire des Compagnies d'assurances avec lesquelles il est en rapport ? Certainement pas. En effet, d'après l'article 1984 du Code Civil, le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom ; d'après cette définition les deux traits essentiels du mandat sont donc :

1° la représentation du mandant par le mandataire ;

2° l'accomplissement d'un acte juridique.

Dans leur traité classique MM. Baudry, Lacantine-rie et Wahl précisent le sens de l'article 1984 du Code Civil, en définissant le mandat : « *un contrat par lequel une partie donne à l'autre, qui l'accepte, le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement d'un ou plusieurs actes juridiques* ».

Il s'agit donc maintenant de rechercher si la double condition de validité se trouve remplie dans l'accomplissement de la mission du courtier.

On ne peut pas dire que le courtier représente la Compagnie, pas plus qu'il oblige celle-ci vis-à-vis de l'assuré ; en effet, considérée dans son ensemble, la mission du courtier, qui est de rapprocher l'assuré et l'assureur, est sans rapport avec le mandat puisque chacune des parties s'oblige personnellement par sa signature.

La jurisprudence, de par la confusion qui règne dans le vocabulaire de cette matière, pourrait nous induire en erreur, car elle emploie indistinctement les mots de mission, de mandat, de représentation, etc...

Aussi, dans cette étude, devons-nous nous efforcer de serrer de très près la réalité juridique, sans nous laisser abuser par des impropriétés de termes.

D'après l'opinion traditionnelle, et c'est celle qu'exprime M. Saintelette dans sa remarquable étude sur les courtiers ⁽¹⁾, celui-ci n'est pas en principe un mandataire. Son rôle consiste à mettre les parties en présence, en leur laissant le soin de s'engager personnellement par leur signature, ces négociations ont pour objet de préparer le contrat, et non de le rendre parfait et définitif. Le rôle spécial du courtier que nous envisageons actuellement peut comprendre quatre phases. En présence des désirs de son client il recherche une Compagnie, puis prend part, dans une

(1) Les Courtiers. *Recueil Périodique des Ass.*, 1906.

certaine mesure, à l'établissement du contrat ; souvent la Compagnie le charge de recevoir le paiement de la première prime ; enfin, s'il y a lieu, il reçoit des déclarations de l'assuré qu'il doit transmettre aux assureurs.

Ces opérations accomplies par le courtier sont très différentes, elles n'ont qu'un trait commun ; *dans chacune d'elles le courtier est un intermédiaire plus ou moins actif.*

C'est donc en isolant chacun de ces cas et en étudiant dans son domaine dans quelle mesure le courtier représente les parties et peut les engager que nous pourrions déterminer les différentes missions confiées au courtier et spécialement dans quelle hypothèse le courtier peut être qualifié de mandataire de la Compagnie.

METTRE LES PARTIES EN PRÉSENCE

56. — Dans son rôle essentiel, qui est de mettre les parties en présence, la jurisprudence décide que le courtier n'est qu'un intermédiaire puisqu'il ne traite pas en leur nom et leur laisse le soin de contracter elles-mêmes après les avoir rapprochées ⁽²⁾.

La jurisprudence s'attache au fait que dans la conclusion du contrat d'assurance le courtier ne joue qu'un rôle *préparatoire*, consistant dans des actes matériels, qui permettront à l'assureur et à l'assuré de

(2) Trib. Civil Seine, 30 avril 1912, *Jour. des Ass.*, 1913, p. 53 ; Cour d'Appel de Bruxelles, 1^{er} avril 1913, *Jour. des Ass.*, 1914, p. 23 ; Cour d'Appel de Paris, 27 mars 1914, *Jour. des Ass.*, 1915, p. 87 ; Cour de Paris, 14 novembre 1922, *Recueil Pér.*, 1922, p. 435 ; Cour de Paris, 28 mai 1927, *Rec. Pér.*, 1927, p. 328 ; Trib. Commerce du Havre, 7 février 1928, *Rec. Pér.*, 1928, p. 42.

s'engager directement par l'échange de leur signature.

C'est ce qu'a constaté récemment la Cour d'Appel de Caen en son arrêt du 7 juillet 1928 : « Attendu, en effet, dit-elle, que les assureurs-conseils ne sont que des courtiers professionnels, mettant en rapport, moyennant le versement d'une commission, les assurés avec les Compagnies d'assurances, en laissant aux parties intéressés le soin de s'engager personnellement et en se bornant, ainsi que le démontrent les documents versés aux débats, à envoyer aux Compagnies des propositions de contrats soumis à l'examen et à l'approbation des dites Compagnies, seules tenues d'établir elles-mêmes les polices » (3).

Si l'opération de courtage consiste **uniquement à** établir des relations entre la Compagnie et l'assuré, nous pouvons affirmer qu'il n'y a jusqu'ici aucun mandat confié par l'assureur au courtier. C'est seulement au sujet d'une proposition faite dans le cadre d'une affaire qu'on peut rencontrer les éléments isolés ou complets d'un mandat confié au courtier par la Compagnie.

TERMINER L'AFFAIRE

57. — Très souvent l'assureur en possession d'une proposition d'assurance, transmise par le courtier, remet à celui-ci une police rédigée et déjà signée par lui, tout en conservant, malgré tout, la quittance de

(3) *Rec. Pér. des Ass.*, 1928, p. 435.

la première prime ; en agissant ainsi la Compagnie « *accrédite* » le courtier pour terminer l'affaire et recueillir la signature de l'assuré ⁽⁴⁾.

Aussi dans un arrêt du 16 avril 1902 la Cour de Paris exprime l'opinion : que la communication de la police signée au courtier peut seule accréditer le courtier auprès de la clientèle.

Dans cette hypothèse le courtier serait donc un représentant accrédité de la Compagnie d'assurance ⁽⁵⁾, mais, à notre sens, il n'est pas douteux que si, dans ce cas, l'intermédiaire est spécialement accrédité pour terminer l'affaire, il ne s'ensuit pas que l'assureur a confié un véritable mandat au courtier. C'est plutôt une marque de confiance qu'un acte juridique, c'est la reconnaissance par la Compagnie du rôle assumé par le courtier.

58. — Le courtier en possession d'une police signée par l'assureur ne saurait ni le représenter, ni l'obliger, n'étant ni préposé ⁽⁶⁾, ni mandataire ⁽⁷⁾.

Mais il reste qu'étant, dans ces conditions, officiellement accrédité par la Compagnie auprès du public, la jurisprudence en tire certaines conséquences ; d'abord au point de vue de la validité des déclarations faites par l'assuré au courtier, et ensuite dans le cas de paiement de la première prime entre les mains du

(4) Tribunal de Commerce de la Seine, 18 janvier 1916, *Journal des Ass.*, 1916, p. 185.

(5) Cour d'Appel de Paris, 16 avril 1902, *Rec. Pér. des Ass.*, 1902, p. 432.

(6) Cour de Douai, 11 novembre 1903, *Jour. des Ass.*, p. 241.

(7) Trib. Commerce du Havre, 7 février 1928.

courtier, sans que celui-ci possède de quittance signée par la Compagnie.

Ainsi il a été jugé que dans ce dernier cas, la Compagnie est mal venue :

« A prétendre que l'assuré, en payant la première prime entre les mains du courtier et contre un reçu provisoire de ce dernier, ne s'est pas libéré valablement à son égard, et, par suite, qu'un sinistre postérieur au paiement ne lui incombe point, parce que le contrat aux termes des conditions générales de la police, n'avait pas encore pris effet au moment où s'est produit ledit sinistre ⁽⁸⁾.

« Les clauses mêmes de la police n'avertissaient pas l'assuré, qu'il ne pouvait pas se libérer entre les mains du courtier » ⁽⁹⁾.

Le *Journal des Assurances*, qui les rapporte, combat vivement ces deux décisions.

D'après lui, en effet, le courtier ne serait en aucun cas le mandataire général de la Compagnie.

D'autre part, cette jurisprudence, si elle était confirmée — et jusqu'à présent elle ne l'a pas été — permettrait de graves abus et donnerait lieu à des indélicatesses.

C'est ainsi que le Tribunal de Commerce de Marseille a jugé, le 20 février 1933, que lorsque la Compagnie n'a pas remis au courtier la quittance datée et signée, l'assuré ne se trouve pas libéré s'il a réglé la première prime au courtier contre quittance établie et signée par celui-ci, alors que le courtier n'a pas effectué le règlement aux caisses de la Compagnie.

(8) Trib. de Commerce de la Seine, 18 janvier 1916, *Jour. des Ass.*, 1916, p. 185.

(9) Cour de Paris, 20 juillet 1909, *Jour. des Ass.*, p. 181.

Il n'est pas douteux que dans cette espèce le courtier n'a été que le mandataire infidèle de l'assuré.

INEFFICACITÉ DES DÉCLARATIONS FAITES PAR L'ASSURÉ
AU COURTIER ET NON TRANSMISES RÉGULIÈREMENT
A LA COMPAGNIE

59. — Le courtier, n'ayant aucun mandat général, ne peut engager les assureurs en recevant les déclarations que les assurés sont tenus de faire aux Compagnies ou à leur agent.

Toutes les déclarations faites n'auront d'effet qu'à partir du moment où elles seront parvenues à l'assureur ou à ses préposés régulièrement mandatés.

Sur cette question il existe une jurisprudence très ancienne et du reste sans grande portée générale, consacrant le principe de l'inefficacité des déclarations faites au courtier.

Il y a d'abord un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 17 janvier 1867 décidant que le courtier d'assurance même porteur de l'estampille de l'assureur ne représente pas celui-ci et que les déclarations faites à ce courtier par l'assuré restent sans effet à l'égard de l'assureur.

Le même arrêt ajoute, et c'est un argument à retenir, qu'il appartient à l'assuré de vérifier la qualité véritable de l'intermédiaire qui s'est présenté à lui ⁽¹⁰⁾.

C'est en vain, a décidé aussi la Cour d'Appel de Chambéry le 31 janvier 1898, « qu'un assuré, pour

(10) BONNEVILLE DE MARSANGY, *Jurisprudence des Assurances*, II, p. 329.

échapper à une déchéance, soutiendrait qu'il a fait les déclarations dont l'absence lui est reprochée, si la personne à qui les déclarations ont été faites n'était pas le représentant de la Compagnie, mais un simple courtier, s'entremettant entre les assurés et les agents de diverses Compagnies d'assurances et n'ayant aucun mandat l'autorisant à traiter directement au nom et pour le compte de la Compagnie » ⁽¹¹⁾.

Dans le même sens on peut citer plusieurs décisions analogues, mais malheureusement très anciennes, dans une matière qui évolue très vite ⁽¹²⁾ et une plus récente de la Cour d'Appel de Bruxelles du 1^{er} avril 1913.

60. — Cependant, « la déclaration faite au courtier par l'assuré engage la Compagnie lorsque les tiers ont pu légitimement croire qu'ils s'adressaient à un agent de la Compagnie », écrit M. Sainctelette ⁽¹³⁾ et il en est ainsi, ajoute-t-il, alors même « que ce courtier ne serait qu'un intermédiaire libre, indépendant, un simple remisier lui procurant des affaires ou encaissant les quittances moyennant rémunération sans aucun diplôme, lorsque la Compagnie a commis la faute de lui fournir les moyens de se donner au public comme ayant reçu d'elle le mandat de la représenter, le pourvoyant d'imprimés dont il devait se servir au fur et à mesure de ses besoins, le munissant de nombreux almanachs dont la couverture contenant des blancs que le courtier a pu remplir en y inscrivant son

(11) 31 janvier 1898, *Rec. Pér.*, p. 351.

(12) Trib. Civil de Lyon, 16 mars 1888, *Rec. Pér.*, 1889, p. 537 ; Cour d'Appel de Paris, 18 mai 1887, *Rec. Pér.*, 1888, p. 144 ; Cour d'Appel de Paris, 15 février 1894, *Rec. Pér.*, 1894, p. 689 ; Cour d'Appel de Bruxelles, 1^{er} avril 1913, *Jour. des Ass.*, 1914, p. 23.

(13) M. SAINCTELETTE, *Les Courtiers*. *Rec. Pér.*, 1906, pp. 406 et 55.

nom avec la qualité d'agent général et son domicile.

« En présence de tels faits la Compagnie ne peut s'en prendre qu'à elle-même de ce qu'un assuré a cru agir régulièrement en faisant à ce courtier les déclarations prescrites par la police », a décidé la Cour d'Appel de Paris le 27 juillet 1901 ⁽¹⁴⁾.

Au sujet de cet arrêt, M. Henri Seguin écrit : « C'est par la faute de la Compagnie, à cause de sa négligence que le courtier en question a pu paraître, au regard de ses assurés, investi de son mandat ; il eût été injuste que les assurés en souffrissent et ceux-ci pouvaient donc se dégager valablement de leurs obligations à l'égard de la Compagnie en faisant leur déclaration au courtier, son mandataire supposé. Mais il n'y aura de mandat de courtier ou plutôt ce mandat n'existera vis-à-vis et au profit des assurés que dans la mesure de leur erreur, dans les limites des conséquences de la faute de la Compagnie. Le mandat tient à la faute de l'assureur, il en résulte qu'il est spécial à cette faute et à ses effets » ⁽¹⁵⁾.

L'arrêt est à retenir, car malgré sa date il pourrait prendre place parmi les décisions les plus récentes.

Il constitue une application de la loi moderne d'équité : « là où est le profit, là est la charge », qui complète les dispositions de l'article 1382 ⁽¹⁶⁾.

C'est parce que la Compagnie a commis une faute en permettant au courtier d'induire le public en

(14) *Rec. Pér.*, 1901, p. 574 ; même sol., Cassation Ch. Civile, 25 avril 1914, *Journ. des Ass.*, 1914, p. 294.

(15) SEGUIN, *Le Courtier d'Assurances terrestres*.

(16) Voir ROUAST, *Droit Civil Approfondi*. Cours de Doctorat, 1933-1934.

erreur, c'est parce qu'elle tire profit d'une activité qui paraît dirigée par elle que cette même activité l'engage et qu'elle doit supporter les conséquences de la faute qu'elle a commise conformément à l'article 1382.

ENCAISSEMENT DE LA PRIME

Les Compagnies désireuses de donner une marque de confiance aux courtiers, avec lesquels elles sont habituellement en rapport, ont pour usage de remettre au courtier les exemplaires signés de la police et la quittance, afin que celui-ci fasse signer à son client l'exemplaire destiné à la Compagnie et procède à l'encaissement de la première prime pour le compte de la Compagnie.

Sans aucun doute il y a là un mandat, car quiconque charge un tiers de toucher pour son compte une créance, le constitue son mandataire pour « l'opération envisagée ».

Premier cas : Remise de la quittance datée

62. — Il ressort d'une jurisprudence très ancienne et sans cesse affirmée, que le courtier à qui la Compagnie a remis une quittance de prime pour en effectuer l'encaissement, remplit à cet égard un véritable mandat, et le paiement de la prime entre les mains du courtier contre remise de cette quittance datée engage la Compagnie ⁽¹⁷⁾.

(17) Cour d'Appel de Lyon, 16 juillet 1890 : SIMONIN, *Jurisprudence des Ass.*, 2, 233.

Aussi, lorsque l'assuré fait un paiement entre les mains du mandataire choisi par la Compagnie aux fins d'encaissement, on considère que ce paiement est libératoire et produit les mêmes effets que s'il avait été effectué directement à la caisse de la Compagnie.

Il importe peu que le courtier n'ait pas transmis les fonds avant le sinistre, car le débiteur n'a pas à supporter les conséquences du retard apporté par le mandataire à terminer sa mission ⁽¹⁸⁾.

Ainsi, dans cette hypothèse la Compagnie n'est pas admise à décliner la responsabilité d'un sinistre en prétendant que les fonds n'avaient pas encore été versés dans ses caisses au moment où il est survenu.

Par un arrêt du 14 novembre 1922 ⁽¹⁹⁾ la Cour d'Appel de Paris a jugé que « l'assuré ne pouvait être responsable de l'encaisseur choisi par la Compagnie pour l'encaissement de la prime » et que « porteur de la quittance de la Compagnie c'était bien en qualité de *mandataire* de celle-ci que le courtier agit ».

Il faut donc décider que si la Compagnie indique sur la quittance la date du contrat, cette date fait foi contre l'assureur, jusqu'à ce qu'il prouve son inexactitude, ce qu'il ne peut faire que par écrit dans la plupart des cas ⁽²⁰⁾.

Ainsi, en son audience du 20 octobre 1933 le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne ⁽²¹⁾ a examiné

(18) Voir sur ce sujet les observations et références au *Rec. Pér.*, 1923, p. 229 et au *Rec. Pér.*, 1924, p. 199.

(19) Cour d'Appel de Paris, 14 novembre 1922, *Ass. Cons.*, avril 1932, in extenso n° 272 et *Rec. Pér.*, 1922, p. 435 ; même sol., Cour d'Aix, 9 novembre 1910, *Rec. Pér.*, 1911, p. 197.

(20) R. DEMOGUE, *Rev. Trim. Droit Civil*, 1934, p. 177.

(21) *Gaz. Pal.*, 1934, I, p. 37.

la délicate question de la validité des actes accomplis par le mandataire commun à deux contractants, peu étudié en droit français ⁽²²⁾ et a déclaré que l'assuré ayant une quittance datée du jour du contrat pouvait s'en prévaloir.

La jurisprudence est formelle, la Compagnie se trouve engagée du jour indiqué par la quittance, quand bien même l'assuré n'aurait payé sa prime que postérieurement et quand bien même le courtier n'aurait lui-même réglé la Compagnie que très tardivement ou pas du tout.

Enfin la Compagnie ne peut repousser un sinistre lorsque l'assuré peut établir qu'il n'a pas payé sa prime au courtier, parce que celui-ci, pour des raisons de commodité personnelles, ou autres, avait remis à plus tard la présentation de la quittance.

Le Tribunal de Commerce de la Seine a appliqué ce principe dans un jugement du 18 février 1936 ⁽²³⁾ qui présente la plus grande importance au point de vue de la jurisprudence et du courtage.

Dans l'espèce, la police que l'assuré devait signer avait été remise au courtier, accompagnée de la quittance, mais l'exemplaire portant la signature de l'assuré n'avait pas été retourné à la Compagnie, et celle-ci soutenait que le courtier avait agi, non comme son mandataire, mais au contraire, en vertu d'un mandat de l'assuré.

(22) Voir FLANJOL, RIPERT et SAVATIER, Mandats n°s 1446-1483, *Traité du Mandat*; BAUDRY, LACANTINERIE et WAHL, N° 602; NIBOYET, *Droit Civil comparé*, Cours de Doctorat, 1933-1934.

(23) Prime du 15 novembre 1936, *Revue Générale des Ass.*, 1936, p. 758.

Cette question présente d'autant plus d'intérêt qu'il est malheureusement trop fréquent de voir des Compagnies remettre les pièces à signer à des intermédiaires qui sont loin de présenter les garanties que l'on devrait exiger des professionnels de l'assurance.

Le Tribunal a repoussé les prétentions de la Compagnie en décidant :

« Que conformément à une jurisprudence ancienne et constante, le courtier d'assurances doit être considéré avant tout comme un intermédiaire dont le rôle est d'opérer le rapprochement entre l'assuré et l'assureur ; que, toutefois dans la plupart des cas, il peut devenir, suivant l'espèce, mandataire de l'assuré ou de l'assureur ; qu'il convient donc d'examiner si, en l'occurrence, le sieur A... a été mandaté par demoiselle B... ou a, au contraire agi comme mandataire de la Compagnie.

Attendu qu'il n'est pas douteux que le fait par un courtier de déposer une proposition d'assurance ne peut à aucun titre, résulter d'un mandat, à moins que ce mandat ne lui ait été donné expressément ;

Attendu que cette preuve n'est point rapportée par la Compagnie ;

Attendu, par contre, qu'il est également et très nettement établi par la jurisprudence que lorsqu'une Compagnie d'assurances, sur la proposition d'un courtier, a fait établir les contrats et remis à ce courtier les deux exemplaires de la police revêtus de la signature du directeur de la Compagnie, elle l'a ainsi accrédité pour traiter l'affaire et l'a accepté pour son mandataire ; que cette qualité est encore mieux établie lorsque la Compagnie lui a, en outre, remis la *quittance* de la prime dont il doit ainsi assurer le recouvrement. »

Deuxième cas : Remise de la quittance non datée

63. — Si l'assureur remet au courtier une quittance avec la date en blanc, le courtier reste toujours un mandataire, mais il ne s'agit là que d'une simple pièce à transmettre à l'assuré, et le paiement ne produira effet qu'au moment de la remise des espèces au courtier.

Spécialement lorsque la police expose que la garantie de la Compagnie ne commence que le lendemain à midi du paiement de la première prime, ce délai doit être calculé du jour où l'assuré a payé entre les mains du courtier, et non du jour où le courtier a remis les fonds à la Compagnie, car encore une fois, chaque fois que le courtier encaisse les primes conformément au désir de la Compagnie, qui lui a remis la quittance, il agit comme mandataire des assureurs, et jamais comme mandataire de l'assuré.

C'est ce qu'a décidé la Cour d'Appel de Paris dans un arrêt du 14 novembre 1927, dont voici une des parties :

« Attendu que si la Société Lloyd de France soutient dans ses conclusions qu'aux termes de la police souscrite par la Parfumerie Ramsès, la garantie de la Compagnie ne commence que le lendemain à midi du payement de la première prime, quelle que soit la date indiquée aux conditions particulières pour la prise d'effet ; il y a lieu d'observer que c'est le 13 juin 1919 que la Société Ramsès a payé la première prime en vertu du reçu délivré par la Compagnie Le Lloyd de France elle-même et qui porte le numéro 8/036 ; que c'est donc à partir du lendemain à midi, soit le 14 juin que l'assurance a pris effet, qu'en vain Le Lloyd de France

soutient que le courtier n'aurait pas versé dans ses caisses le montant de la prime, à la date du 14 juin ; que si ce fait, qui n'est pas démontré, était exact, la garantie aurait cependant commencée à courir, l'assuré ne pouvant être responsable de l'encaisseur choisi par la Compagnie pour le recouvrement de la prime ».

Situation juridique du Courtier

64. — Il n'y a pas de mandat général confié par la Compagnie, et réglant toute l'activité du courtier, et cela en dehors de tout lien juridique.

Il n'y a pas non plus, ainsi que nous l'avons vu, de mandat comprenant la totalité des opérations de courtage d'une seule affaire.

Il ne peut exister qu'un mandat très spécial, très limité, celui d'encaisser la prime, opération qui se place d'ailleurs après les opérations essentielles du courtage.

On considère donc que le paiement effectué aux caisses du courtier contre remise de la quittance établie par la Compagnie est libératoire et produit les mêmes effets, en distinguant toutefois, si la quittance est datée ou non ; dans le premier cas, l'effet du paiement se place à la date indiquée, dans le second au jour du paiement ⁽²⁴⁾.

(24) *Réglementation relative à l'Encaissement des quittances et à la prise d'effet automatique des contrats :*

Le Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres a pris l'initiative de rédiger le texte d'une réglementation relative à l'encaissement des quittances et à la prise d'effet automatique des contrats.

Ce texte en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1937, modifié par la suite en avril 1937, a été adopté par l'Assemblée plénière

des Compagnies d'Assurances contre l'Incendie les 28 mai, 28 juin, 2 juillet et 18 novembre 1935, et il ne pourra s'appliquer que dans les rapports des Compagnies et des Courtiers qui auront pris l'engagement écrit de s'y conformer, et il présente l'avantage de supprimer toutes contestations sur la prise d'effet automatique des contrats, et permet ainsi de donner date certaine du commencement de la couverture du risque.

Cette réglementation a obtenu le plus grand succès auprès des courtiers et des Compagnies, et nous souhaitons que la plupart des problèmes posés par le courtage, trouvent dans le cadre d'accords semblables, leurs solutions ; première étape vers la réalisation définitive du statut du courtage. (Voir ce texte : Appendice I).

CHAPITRE II

LA COMMISSION

Naissance du droit à la Commission

65. — Aussitôt que la police est signée par le client la Compagnie doit une commission au courtier.

Cette signature, donnée par le client, rend immédiatement le courtier créancier de la commission, en même temps, du reste, que la Compagnie est créancière de la prime afférente au contrat. Sans entrer dans le calcul de cette commission, rappelons qu'il est effectué suivant un principe général, et que le montant de la commission est proportionnel à celui de la prime.

Il se peut qu'au cours du contrat les parties abaissent ou relèvent le chiffre de la prime, la commission s'abaisse ou s'élève proportionnellement ; même si le courtier est étranger à ces variations, sauf dans des cas particuliers que nous étudierons.

Prime et commission sont étroitement unies, l'une ne va pas sans l'autre, et ce lien qui existe entre le courtier et la Compagnie a été très exactement défini par un jugement déjà ancien puisqu'il date du 25 mai

1894, mais dont l'importance et l'actualité n'ont subi nulle atteinte ⁽¹⁾.

« La commisison promise par une Compagnie d'assurances à l'agent qui obtient la souscription d'une police d'assurance est due aussitôt que le contrat d'assurance est définitivement conclu. Dans le cas où cette commission consiste dans une quote-part de la prime, elle est due à l'agent *dès que la Compagnie est devenue créancière de cette prime*, quels que soient les délais accordés au stipulant, soit par le contrat, soit par une convention ultérieure pour en effectuer le paiement. »

C'est ce qu'exprime Seguin ⁽²⁾ : « Il est évident, écrit-il, que le droit du courtier à sa commission est créé par le contrat de courtage dont il est issu, dépendant du contrat d'assurances intervenu entre l'assureur et l'assuré. D'abord quant à leur existence, le contrat de courtage naît et s'établit parallèlement au contrat d'assurance. L'un et l'autre sont parfaits et le droit à la commission est acquis au moment même où le contrat d'assurance est réalisé, lorsque l'assuré a signé la police. Cette signature de la police donne en même temps à la Compagnie le droit de percevoir ses primes et au courtier celui de toucher sa commission ».

66. — De tout ceci il résulte que la commission est intégralement due quelle que soit la suite de la police, que la prime soit payée tardivement ou que la police

(1) Trib. Civ. de la Seine, 25 mai 1894, *Jour. des Ass.*, 1895, p. 267.

(2) SEGUIN, n° 78, p. 126.

soit résiliée au bout de trois mois. Le courtier apporteur de l'affaire peut réclamer sa commission sans tenir compte des délais de paiement, quoique la Cour d'Appel de Paris ait décidé, le 19 octobre 1935, que la commission n'est due qu'après le paiement de la première prime ⁽³⁾.

Enfin le droit à la commission n'a pas besoin d'être confirmé par un acte quelconque, il est acquis au courtier, en dehors de tout bon de commission, si en entamant les négociations avec les personnes présentées par le courtier le client a implicitement agréé son concours, et peu importe que le taux de la commission n'ait pas été précisé, puisque ce taux est fixé, à défaut de convention, par l'usage. Ceci d'après les usages et le jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Nantes le 3 décembre 1923 ⁽⁴⁾.

Cause de la Commission

67. — C'est dans le bénéfice procuré à la Compagnie qu'il faut chercher la cause de la commission, et non pas dans les peines ou démarches du courtier.

Aussi cette rémunération ne doit cesser que si le bénéfice cesse lui-même, pour des raisons tirées des conventions ou de la loi, et qui mettent fin aux obligations des parties ⁽⁵⁾.

Toutefois l'expression bénéfice ne doit pas être en-

(3) *Rec. Jur. Ass.*, 1936, p. 24.

(4) *Rec. de Nantes*, 1924, 1, 42.

(5) Voir. CÉSAR-ANCEY, *Le Courtage des Assurances Terrestres*, p. 30, *Argus*, 21 octobre 1933, pp. 1462 à 1464 et *Argus*, 29 octobre 1933, pp. 1908 à 1912.

tendue dans le sens de profit spécial pouvant résulter du contrat apporté à la Compagnie, étant donné le caractère aléatoire de celui-ci ; le mot bénéfice ne signifiant ici que l'avantage particulier procuré aux assureurs du fait de l'accroissement de volume des primes encaissées.

La Jurisprudence

68. — La jurisprudence, en ce qui concerne cette question, est particulièrement abondante et demeure constante depuis un arrêt de la Cour de Lyon du 28 décembre 1910, qui a formulé ce principe dans des termes particulièrement clairs et énergiques ⁽⁶⁾.

Ainsi le Tribunal de Commerce de la Seine, à l'audience du 11 décembre 1919, constate « que la jurisprudence a adopté cette thèse : « La commission consentie au courtier trouve sa cause moins dans les démarches mêmes de celui-ci, que dans le bénéfice qu'il a procuré à la Compagnie à qui il a conduit un nouveau client, en conséquence cette rémunération ne doit cesser que si le bénéfice cesse lui-même pour une des raisons tirées des conventions ou de la loi qui mettent fin aux obligations » ⁽⁷⁾.

Cet attendu se retrouve, presque identique, dans un jugement célèbre du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 12 mars 1925 ⁽⁸⁾, qui estime aussi

(6) *Jour. des Ass.*, 1912, p. 193 ; même sens, Trib. Commerce de la Seine, 1914, *Rec. Pér.*, 1916, p. 330.

(7) *Rec. Pér. Ass.*, 1920, p. 235 ; même jour, Cour de Lyon, 19 juin 1920, *Rec. Pér.*, 1920, p. 317.

(8) *Rec. Pér. Ass.*, 1925, p. 139.

« que la commission d'un courtier d'assurance puise sa source dans le bénéfice par lui apporté à la Compagnie d'assurances ; qu'il s'ensuit que la commission est due tant que le bénéfice continue à être assuré à ladite Compagnie et qu'elle cesse d'être exigible dès que le contrat vient à son terme, soit par son expiration normale, soit pour toute autre cause tirée soit des lois, soit d'une stipulation du contrat lui-même ».

69. — A son tour le Tribunal Civil de Tarascon a fait, après avoir rappelé la cause de la commission, telle qu'une jurisprudence certaine l'a définie, une très exacte application des principes, dans un jugement rendu à son audience du 6 mars 1931, confirmé par la suite purement et simplement par un arrêt de la Cour d'Appel d'Aix, du 3 juin 1932 ⁽⁹⁾.

« Attendu qu'il est de principe admis par une jurisprudence certaine », a-t-il reconnu, « que la commission d'un courtier d'assurance trouve sa cause moins dans les démarches de celui-ci que dans le bénéfice qu'il a procuré à la Compagnie à qui il conduit un nouveau client, il s'ensuit que la commission lui est due tant que le bénéfice continue d'être assuré à ladite Compagnie et qu'elle ne doit cesser que lorsque le contrat vient à son terme, soit par son expiration normale, soit pour toute autre cause tirée de la loi ou d'une stipulation du contrat lui-même ».

(9) Trib. de Tarascon, 6 mars 1931, *La Prime*, 15 mai 1931 ; Cour d'Aix, 3 juin 1932, *Assureur-Conseil, Droit et l'Assurance*, n° 467 ; même sens, Trib. Commerce de Bruxelles, 27 novembre 1931.

Enfin le Tribunal de Commerce de la Seine ⁽¹⁰⁾ a estimé dans une affaire semblable qu'il n'y avait là rien de choquant, et « qu'il le serait bien plus que R... (second intermédiaire) bénéficiât sans bourse délier du travail antérieur de Roseron ».

Mais, par contre, si le service rendu par un agent d'affaires ou un courtier s'avère inutile pour la Compagnie, aucune commission n'est due, a décidé le Tribunal de la Seine le 26 décembre 1922 ⁽¹¹⁾, appliquant ainsi très logiquement le principe posé par les décisions antérieures. Mais le contrat d'assurance étant aléatoire, il importe peu que l'affaire apportée par le courtier laisse finalement aucun bénéfice à la Compagnie. Ce que celle-ci paie sous forme d'une commission, c'est le prix d'une marchandise « *sui generis* », c'est l'apport d'un nouveau contrat, c'est l'augmentation du chiffre d'encaissement de primes qui en résultera.

Le fondement de la Commission

70. — La consécration de ce principe par la jurisprudence est un fait unique dans notre droit commercial ; elle a permis au courtier d'assurances et à lui seulement, d'affirmer avec autant de vigueur l'existence de ses droits sur les bénéfices futurs procurés à la Compagnie par la fidélité de sa clientèle.

C'est donc en partant de ce principe et en l'appli-

(10) Commerce Seine, 25 février 1933. Confirmé par la Cour d'Appel de Paris, le 10 avril 1935.

(11) *Jour. des Ass.*, 1923, p. 89.

quant dans ses conséquences les plus extrêmes que les droits du courtier ont pu être assez développés pour constituer aujourd'hui un système très complet et très précis.

Le paiement de la Commission

71. — Le bon de commission étant nominatif ne peut être payé qu'au créancier sur le vu de sa signature, aussi son paiement est soumis aux règles générales du Code Civil, et spécialement à l'article 1239 du Code Civil.

« Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir pour lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi, à recevoir pour lui. » (Art. 1239, § 1.)

Si le paiement n'est pas fait dans ces conditions, il ne libère pas le débiteur, à moins que le créancier ait commis une *faute* pouvant induire les débiteurs en erreur sur son identité, ou sur la sincérité d'un mandat apocryphe ou inexistant. C'est ce qu'a établi un arrêt de la Cour de Cassation du 22 mars 1921.

En conséquence la Cour d'Appel de Paris a décidé, le 5 février 1926, que la Compagnie est tenue de payer à un courtier d'assurances la commission qui lui est due, bien qu'ayant déjà effectué ce paiement, si elle a commis la faute, en l'occurrence de ne point vérifier l'authenticité de la signature du courtier, signature qu'elle connaissait cependant par de nombreuses quittances antérieures, et qui, sur les quittances indûment présentées, contenait plusieurs détails prouvant

son caractère apocryphe. A cet égard le juge peut, lorsqu'il a des éléments suffisants d'information, procéder d'office à la vérification d'écritures demandée par le créancier, sans que celui-ci soit tenu de recourir à la procédure d'inscription de faux ⁽¹²⁾.

L'escompte de la Commission

72. — Actuellement il ne semble pas, dans le cas d'une police d'une durée de vingt ans, que la commission puisse être immédiatement exigible.

Antérieurement au 13 juillet 1930, cet escompte se faisait sans aucune difficulté, tout au moins pour les courtiers honorablement connus.

Mais en introduisant un certain nombre de cas permettant la résiliation, les articles 17, 19, 20 de la loi du 13 juillet 1930 ont peut-être exagérément alarmé les Compagnies.

Aussi a-t-il été jugé le 6 juin 1935 par la Cour d'Appel de Paris ⁽¹³⁾ que le courtier qui se prévaut d'un usage pratiqué à Paris, dans les relations existant entre la plupart des Compagnies d'assurances et les courtiers qui leur apportent des contrats, *ne saurait revendiquer comme un droit incommutable le maintien du bénéfice de l'escompte des commissions.*

C'est à bon droit, décide l'arrêt du 6 juin 1935, qu'une Compagnie d'assurances, après avoir précompté au courtier apporteur d'un contrat de vingt ans, ses commissions sur la première période décennale expirant en 1930, les lui refuse pour la seconde

(12) *La Prime*, 1^{er} mars 1926.

(13) Cour de Paris, 6 juin 1935, *Rec. Jur. de l'Ass.*, 1935, p. 605.

période allant de 1930 à 1940 ; ce refus est motivé par l'application de la loi du 13 juillet 1930, qui a apporté des modifications importantes aux rapports existant entre assureur et assuré, et cette situation n'aurait pu être prévue par les parties au moment où les contrats avaient été apportés.

C'est ce qu'explique cet arrêt dans les termes suivants :

« L'octroi de commissions escomptées au courtier sur toute la durée du contrat, fût-elle supérieure à dix ans, avait, avant la loi du 13 juillet 1930, sa justification et sa raison d'être dans ce fait que le recouvrement des primes à échoir n'offrait aucun aléa, et que, par suite, les commissions payées par anticipation au courtier constituaient une avance d'une récupération certaine pour la Compagnie ; mais l'intervention de la loi du 13 juillet 1930 a apporté des modifications importantes aux rapports existant précédemment entre les Compagnies d'assurances et les assurés, notamment les articles 17, 19 et 20 ont permis aux assurés de résilier, sous certaines conditions et dans les circonstances qu'ils énumèrent, les polices souscrites par eux, et au cas où ces résiliations interviennent, le montant des primes, dont le recouvrement était escompté, peut se trouver diminué dans des proportions notables, sans que la Compagnie puisse récupérer les commissions par elle avancées au courtier ; c'est donc à bon droit qu'une Compagnie, après avoir précompté au courtier d'un contrat de vingt ans ses commissions sur la première période décennale expirant en 1930, se refuse à en faire de même pour la

deuxième période allant de 1930 à 1940, étant donné la situation créée par la loi nouvelle, dont l'application s'imposait par les parties au moment où les contrats avaient été apportés ».

73. — Cette solution indiquée par l'arrêt du 6 juin 1935 est d'une grande importance, puisqu'elle condamne la pratique des commissions escomptées. Du reste, malgré la loi de 1930, les Compagnies escomptent toujours les commissions afférentes au contrat de risques simples.

M. le Professeur Maurice Picard fait deux remarques au sujet de cette importante décision ⁽¹⁴⁾ :

1° avant 1930 le contrat pouvait bien n'être pas maintenu ;

2° le droit civil n'a jamais admis la théorie de l'imprévision.

Et puis, enfin, les usages sont formels :

Le courtier a droit à sa commission quand la police se continue par *tacite reconduction*.

Par conséquent il n'y a aucune raison pour qu'une police, dont la seconde période décennale est arrivée à échéance, après la mise en application de la loi, et qui doit donc être assimilée à un contrat nouveau, puisse être l'objet d'un régime différent.

La majorité des courtiers professionnels est du reste disposée à renoncer à l'escompte des commissions, à condition que les assureurs renoncent eux-mêmes à insérer dans les polices des clauses imposant à l'assuré, en cas de réduction de la garantie ou de suppres-

(14) *Revue Générale des Assurances Terrestres*, p. 1058, 1935.

sion de risque, le paiement d'une indemnité de réduction ou de résiliation.

La remise des Commissions

74. — La lutte que se livrent les « Producteurs » d'assurances explique la pratique détestable qui consiste, pour les courtiers et Compagnies, à abandonner une partie de la commission ou de la prime aux assurés.

Dans le domaine de l'assurance-vie l'abandon des commissions, ainsi que les ristournes sur les primes grevaient lourdement le budget des Compagnies d'assurances, sans aucun profit pour personne.

L'hostilité que montraient à l'encontre de cet usage les organismes corporatifs des courtiers devait attirer l'attention des Pouvoirs publics, désireux de limiter en ces matières la liberté des contractants.

LA JURISPRUDENCE

75. — La jurisprudence des tribunaux civils s'était refusée à condamner et à poursuivre les abandons de commissions, suivant en cela la grande tradition individualiste du Code Civil.

Voici un exemple de cette attitude prise par le Tribunal Civil de la Seine ⁽¹⁵⁾, devant lequel un courtier évincé introduisit une demande en dommages-intérêts contre un industriel qui avait subordonné la sous-

(15) 15 mai 1916 ; *La Prime*, 25 mai 1920.

cription d'une assurance à l'abandon d'une partie de la commission et qui, effectivement, avait obtenu cette remise par un autre courtier.

Le Tribunal rejeta la demande pour ce motif que le courtier évincé « n'avait subi que l'aléa inhérent à sa profession et à la nature des affaires qui en font l'objet ».

Dans le même esprit, la Cour de Lyon, dans son audience du 19 décembre 1919, a décidé qu'un Syndicat d'Agents généraux n'avait pas le droit d'interdire à un courtier libre d'abandonner tout ou partie de ses commissions, sous peine d'être privé de toute rémunération dans les affaires ainsi apportées, « estimant que ce fait (l'abandon de commission), envisagé en lui-même, ne présente aucun caractère blâmable, qu'on ne voit pas en quoi la délicatesse la plus scrupuleuse pourrait être offensée parce qu'un agent intermédiaire, réduisant sa part de bénéfice dans une opération, consente à partager avec un client la juste rémunération qu'il a reçue ».

La Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par les Syndicats des Agents généraux, sans faire connaître son opinion puisqu'elle a simplement estimé que les Agents généraux ne faisaient pas la preuve des faits qu'ils reprochaient au courtier ⁽¹⁶⁾.

LE DÉCRET DU 6 AVRIL 1930

76. — Déjà dans l'intérêt bien compris des assurés

(16) Chambre des Requêtes, 12 juillet 1921, *Rec. Pér. des Ass.*, 1921, p. 421.

et des Compagnies la loi du 17 mars 1905 ⁽¹⁷⁾ était intervenue. En réglementant ensuite les tarifs des primes ou cotisations, lesquelles, on le sait, ne peuvent être inférieures à celles du tarif minimum établi par le décret du 20 janvier 1906; modifié par divers autres, et en particulier par le décret du 6 avril 1930 ⁽¹⁸⁾, l'Etat a voulu empêcher la concurrence entre les Compagnies par le rabais des primes, procédé qui risquait de conduire les Compagnies à la ruine. Ce décret du 6 avril 1930 permet d'appliquer les sanctions de la loi de 1905 ⁽¹⁹⁾ à toute Société ou intermédiaire qui, directement ou indirectement, abandonne au souscripteur d'une assurance tout ou partie de la commission d'acquisition, ou qui consent à une réduction sur la prime, ce qui équivaut à un abandon d'encaissement.

En effet le texte ne fait aucune différence ni distinction entre les commissions d'acquisition et les commissions d'encaissement. Ceci résulte notamment

(17) *Dalloz périodique*, 1905, 4, 119.

(18) Décret du 6 avril 1930 :

Vue la loi du 17 mars 1905 ;

Article Premier. — L'article premier du décret du 20 janvier 1906, rendu en exécution de l'article 9, § 0, de la loi du 7 mars 1905, modifié par les décrets des 24 juin 1916, 22 juin 1921 et 23 mai 1929, est complété « *in fine* » par les dispositions suivantes :

« Les primes ou cotisations brutes, calculées d'après les bases suivantes, constituent des minima au-dessous desquels ne peuvent être réalisées les opérations d'assurance sur la vie. En conséquence, il est interdit aux Sociétés, ainsi qu'à tous intermédiaires, d'abandonner au souscripteur, directement ou indirectement, tout ou partie de la commission d'acquisition et de consentir une réduction quelconque sur les primes, taxes et impôts compris. » *D. P.*, 1930, 4, 153.

(19) En effet, le décret du 6 avril 1930 ne fait que se référer à cette loi, pour la peine à appliquer, un décret n'étant pas susceptible de prévoir l'application d'une peine.

d'un jugement du Tribunal Correctionnel de Lyon en date du 6 octobre 1931 ⁽²⁰⁾ qui applique au courtier abandonnant un pourcentage sur sa commission les peines prévues par l'article 15 de la loi du 17 mars 1905.

D'autres décisions correctionnelles condamnent aussi le courtier coupable d'avoir abandonné une partie de sa commission ⁽²¹⁾.

Enfin, plus récemment, le 6 avril 1932, le Tribunal Correctionnel de Cambrai a condamné un courtier pour abandon de commission en assurance-vie. Cette décision est à retenir parce qu'elle se fonde sur les paragraphes 5 à 16 de la loi du 17 mars 1905.

(20) Le jugement est ainsi conçu : le Tribunal « Attendu qu'il résulte de l'information et des débats la preuve, que sollicités par G..., inspecteur et agent de la Compagnie d'Assurances « La Confiance », Monsieur et Madame S... signaient le 10 décembre 1929, avec la Compagnie, une police d'assurance aux termes de laquelle, en cas de survie au 10 décembre 1954, la Compagnie s'engageait à leur verser un capital de 25.000 francs, moyennant paiement pour eux d'une prime mensuelle de 85 fr. 05 jusqu'au 10 décembre 1953. Attendu que, le 19 mai 1930, par bon de commission portant sa signature, G... reconnaissait devoir à Monsieur et Madame S... une commission de 2 % sur la prime d'assurance sur la vie souscrite par eux à la Compagnie « La Confiance », qu'un pareil engagement souscrit en contravention aux dispositions du décret du 6 avril 1930, fait encourir à G... les peines prévues par l'article 15 de la loi du 17 mars 1905 ; qu'en vain G... a tenté de faire une distinction entre l'abandon de la commission d'acquisition et celle d'encaissement qu'il soutient également à tort, qu'un décret du 6 avril 1930 ne peut viser une police du 10 décembre 1929, cherchant ainsi à créer une confusion entre la date de la police et celle du bon de commission qui est du 19 mai 1930, c'est-à-dire postérieure au décret. Attendu que ces faits constituent le délit prévu et puni par l'article premier du décret du 6 avril 1930, complétant le décret du 20 janvier 1906, modifié par les décrets des 24 juin 1916, 22 juin 1921 et 23 mai 1929, et par les articles 9, §§ 3 à 8, et 15 de la loi du 17 mars 1905.

« Par ces motifs, déclare G... coupable du délit ci-dessus spécifié, le condamne à 50 francs d'amende et aux dépens. »

(21) Cour d'Appel de Lyon, 14 octobre 1931 ; Trib. Cor. de Saint-Malo, 11 juillet 1931, *Assureur-Conseil*, décembre 1931, *Le Droit et l'Assurance*, n° 185 et 186.

CHAPITRE III

LA LIBERTE ET LA NEUTRALITE DE LA COMPAGNIE

Courtiers et Compagnies sont absolument libres et indépendants. Des obligations réciproques ne peuvent naître entre eux qu'à l'occasion du courtage d'un ou plusieurs contrats.

Mais courtiers et Compagnies ne peuvent abuser de cette liberté, qui n'est ni absolue, ni illimitée, et dont nous étudierons les modalités.

Enfin, une Compagnie d'assurances doit conserver la plus stricte neutralité entre les différents courtiers d'une même affaire et ne peut se mettre directement en rapport avec les assurés sans commettre un détournement de clientèle.

La liberté de la Compagnie

77. — En dehors d'une convention spéciale, une Compagnie ne peut être obligée d'accepter tous les risques qu'un courtier pourrait lui proposer, car elle *peut toujours refuser d'entrer en négociations avec un courtier* (2^e usage, § 1^{er}).

Mais elle ne peut pas non plus imposer à sa clien-

tèle un courtier particulier et elle doit se borner à verser une commission à celui qui lui remet, signée par l'assuré, la police définitivement conclue (1).

Mais pourtant si une Compagnie est libre de sa décision, si elle peut toujours refuser de négocier une affaire présentée par un courtier avec qui elle ne veut pas entrer en rapport, elle ne peut le faire dans des conditions telles qu'elle laisserait suspecter l'honorabilité et l'habileté technique du courtier (2^e usage).

En effet, le refus de contracter ne doit pas causer d'autres torts au courtier que ceux résultant de la perte de la commission dans l'affaire projetée (2).

Enfin il semble que la Compagnie ne puisse rejeter l'affaire sans motif, cela résulterait d'une décision du Tribunal Civil de la Seine du 30 juin 1919 (3), quoique le Tribunal de Commerce de la Seine ait décidé, le 16 janvier 1913 (4) qu'elle demeurerait seule juge d'acceptation ou de refus des polices.

La liberté du Courtier

78. — De son côté le courtier peut orienter sa clientèle vers la Compagnie de son choix, et il peut comparer entre elles les polices proposées.

A ce sujet la Cour d'Appel de Bruxelles a rendu, le 11 février 1933, un arrêt selon lequel la profession

(1) Trib. de Commerce de la Seine, 7 décembre 1906, *Jour. des Ass.*, 1907, p. 308.

(2) Cour d'Appel de Chambéry, 22 juillet 1912, *Gaz. Trib.*, 1912, 2, 311).

(3) *Sirey*, 1920 ; 2, suj. 1.

(4) *Jour. des Ass.*, 1913, p. 546 ; même sens, Cour de Paris, 24 décembre 1915, *Jour. des Ass.*, 1916, p. 174.

de courtier-assureur-conseil consiste à donner aux personnes qui s'adressent à lui toutes indications utiles pour contracter une police d'assurances au mieux de leurs intérêts, dans le cas spécial qui les amène à consulter le courtier. Pour pouvoir éclairer le choix des clients qui ont recours à ses conseils, le courtier ne peut s'abstenir de faire une comparaison entre les conditions des polices au sujet desquelles il est consulté et notamment de signaler les avantages des autres. En ce faisant le courtier exerce strictement sa profession d'assureur-conseil, et il n'apparaît pas qu'il commette une faute engageant sa responsabilité à l'égard de la Compagnie dont il n'avait pas cru pouvoir recommander la police d'assurances (5).

La neutralité de la Compagnie

79. — Le devoir de neutralité n'est pas discuté, car il n'est que l'expression de la probité commerciale qui

(5) *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1935, p. 903.

Au sujet de cet arrêt la *Revue Générale des Assurances Terrestres*, après l'avoir reproduit fait les observations suivantes :

« La Société d'Assurances, Caisse Patronale, réclamait judiciairement réparation du préjudice qu'elle prétendait avoir souffert du fait qu'un courtier, consulté par deux de ses clients, avait, en présence de ceux-ci, formulé certaines critiques contre les polices d'assurances de responsabilité civile délivrées par cette Compagnie. Or, la Cour examine en fait si le courtier a commis une faute de nature à engager sa responsabilité. Elle constate, que, dès l'instant où l'on admet la licéité de la profession d'assureur-conseil, il faut également considérer comme licites tous les procédés normaux permettant l'exercice de cette profession. L'assureur-conseil ne peut être un guide pour ses clients, que tout autant qu'il a la faculté de comparer les polices des différentes sociétés d'assurances, et de formuler une opinion sur la valeur respective de chacune d'elles. Du moment que le courtier restreint son droit de critique aux nécessités de sa profession il ne peut commettre de faute. »

règne dans les rapports des Compagnies et des courtiers ; ainsi la Compagnie qui favoriserait un courtier pourrait être condamnée à payer au courtier évincé des dommages-intérêts égaux à la commission de l'affaire proposée, et c'est peut-être là le premier principe qui se soit imposé en matière de courtage d'assurance.

Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 18 janvier 1892 a constaté qu'il est d'usage, dans les relations entre courtiers et assureurs, que la Compagnie ou les agents de son bureau de Paris informent le courtier qu'une proposition antérieure a été déposée par un autre courtier. Dans ce cas, poursuit le Tribunal, la Compagnie ou ses agents *ont l'étroit et rigoureux devoir de conserver, en face de cette compétition des deux producteurs différents, une neutralité absolue* (6).

Si, manquant à cette neutralité, la Compagnie favorise l'un des courtiers, évinçant ainsi l'autre, celui-ci a le droit de réclamer à la Compagnie réparation du préjudice qui lui a été causé, et ce préjudice est égal à la commission.

Appel ayant été interjeté la Cour d'Appel de Paris, a rendu le 9 août 1892, un arrêt confirmatif aussi formel que le jugement.

Après avoir constaté « qu'il résulte des usages commerciaux que les Compagnies d'assurances doivent conserver une neutralité absolue vis-à-vis des courtiers qui viennent leur soumettre leur propositions — la Cour ajoute — « que les Compagnies ne peuvent pas

(6) *Jour. des Ass.*, 1892, p. 438.

profiter des renseignements qui leur sont fournis par des courtiers apporteurs d'affaires pour conclure celles-ci directement ou par l'intermédiaire de personnes les représentant ou agissant pour elles ».

80. — Ce devoir de neutralité impose à la Compagnie un certain nombre d'obligations dont le but est de permettre au courtier la réalisation des affaires qui lui ont été confiées, et de surveiller ses propres intérêts, afin de ne pas être par la suite dépouillé injustement du fruit de son travail.

Un certain nombre d'usages pratiques, qui découlent de ce devoir de neutralité et de correction, ont été constatés par les soins du Syndicat National des Courtiers. Ils précisent utilement les règles que doivent suivre les Compagnies au cours de la vie du contrat et même après sa disparition.

LES OBLIGATIONS DE LA COMPAGNIE

81. — Nous allons donc étudier maintenant les trois obligations qui résultent de l'application de la Neutralité. Les deux premières imposent aux Compagnies de traiter les courtiers concurrents sur un pied d'égalité absolue, et de les prévenir de tout événement susceptible de modifier le cours du contrat.

Enfin après ces deux obligations de faire, nous verrons que les Compagnies doivent s'abstenir de toute entremise directe avec la clientèle des courtiers.

1° TRAITER LES COURTIER D'UNE MÊME AFFAIRE DANS LES MÊMES CONDITIONS.

82. — Par application du principe général de neutralité, un assureur ne peut pas consentir à l'un quelconque des apporteurs des conditions plus avantageuses qu'à l'autre ; et cette règle doit aussi s'appliquer lorsque la même affaire est proposée en même temps par l'agent de la Compagnie et un courtier.

Mais le dépôt par un courtier d'une proposition ne saurait lui créer un droit de priorité, car la concurrence peut et doit rester libre. C'est l'assuré, qui par un ordre écrit départagera les compétiteurs, puisque l'assureur traitera avec celui des courtiers ou agents qui justifiera du mandat le plus récent, excluant tout autre mandataire.

PLURALITÉ D'APPORTEURS

83. — Le premier usage exprime sous quelle forme doit se traduire la neutralité que la Compagnie s'impose en face des différents apporteurs d'une même affaire

Premier Usage

« Lorsqu'une Compagnie est saisie d'une proposition d'affaire nouvelle par un courtier, elle ne peut accepter les propositions d'un autre apporteur pour la même assurance, que si ce dernier est muni d'un ordre écrit de l'assuré.

« En cas de pluralité d'apporteurs, elle les traite sur

un pied d'égalité absolue et ne peut consentir à l'une des conditions d'assurance plus avantageuses qu'à l'autre.

« Par application de ce principe, un assureur qui a fixé un tarif pour une affaire à un courtier ne peut pas, pour la même assurance accorder une tarification inférieure à l'un de ses agents. Cette règle s'applique en sens inverse. »

Pour que leurs propositions soient prises en considération, les courtiers concurrents doivent être munis d'un ordre écrit de l'assuré; en effet sans cette précaution, n'importe quel courtier au courant des négociations entreprises, pourrait se mettre sur les rangs et avec un peu de chance, profiter de l'affaire prospectée par le premier courtier.

La Compagnie ne peut donc se trouver en face de plusieurs courtiers qu'à la suite d'une initiative de l'assuré, dont la volonté se manifeste par la production des différents mandats écrits.

Mais cette attitude de l'assuré, ne lui procurera aucun avantage résultant de la concurrence qu'il aura provoquée puisque la Compagnie traitera les différents courtiers ou son agent sur un « *pied d'égalité absolue* » (usage premier).

En effet, la Compagnie qui a fixé un tarif pour une affaire ne peut pas, pour la même assurance établir par la suite des tarifs différents pour chacun des courtiers mandatés par l'assuré, pas plus qu'elle ne peut favoriser son agent.

D'autre part la Compagnie d'assurances déjà saisie

doit prévenir tous les courtiers intervenant ultérieurement de l'existence des propositions antérieures.

Manquer à cette obligation serait commettre une faute grave, de nature à engager la responsabilité de la Compagnie (7).

Deuxième usage

84. — « Une Compagnie peut toujours refuser d'entrer en négociations avec un courtier.

« Lorsqu'une Compagnie refuse, après en avoir pris connaissance, une proposition présentée par un courtier, elle ne peut accepter la même proposition d'un autre courtier. Elle ne peut accepter d'un autre courtier l'assurance des mêmes risques que si les conditions de la proposition de cet autre courtier affectant la tarification ou la matérialité des risques, ou la nature des garanties, sont assez différentes pour que l'on puisse considérer qu'il ne s'agit pas de la même proposition. »

Nous avons déjà vu que, si une Compagnie peut toujours refuser d'entrer en négociations avec un courtier, elle ne peut le faire qu'en raison de la nature de l'affaire proposée. Toutefois si la personnalité du courtier intervient dans sa décision, elle doit alors refuser d'examiner sa proposition et la lui retourner immédiatement.

Enfin, nous verrons, en étudiant le droit à la commission sur les contrats de remplacement que la juris-

(7) Voir à ce sujet, le jugement très intéressant, rendu par le Tribunal de Commerce de Vervins, le 27 juillet 1911, qui applique cette idée au cas spécial de la concurrence entre agent et courtier. *Journ. des Ass.*, 1912, p. 170.

prudence s'attache beaucoup plus à l'esprit du contrat de remplacement qu'à sa lettre, et ici encore elle pourrait assimiler deux propositions pourtant différentes quant à leurs parties contractantes et quant à leur objet, si elle estimait qu'une confusion est possible entre elles ⁽⁸⁾.

2° AVERTIR LE COURTIER DE TOUT ÉVÉNEMENT SUSCEPTIBLE DE MODIFIER LE COURS DU CONTRAT ET LA COMMISSION.

85. — Les Compagnies ne se contentent pas de s'abstenir de toutes démarches ou de toutes compromissions qui pourraient ressembler à du détournement de clientèle ; elles doivent encore permettre aux courtiers de veiller à leurs intérêts en les prévenant de toutes manifestations de volonté de leur client, lorsqu'elles en ont été averties sans leur entremise ; ainsi que de tout événement susceptible de modifier le cours du contrat et le calcul de la Commission.

Ces obligations imposées aux Compagnies ne sont du reste que la traduction pratique des sentiments de probité commerciale qui président aux rapports des assureurs et des courtiers, auxiliaires précieux dont l'activité contribue pour une grande part à leur prospérité.

Aussi l'obligation pour la Compagnie d'assurance de prévenir le courtier de la résiliation, de l'expiration, du renouvellement, etc... du contrat initial a été

(8) Trib. Com. de la Seine, 12 mars 1925 ; Cour d'Appel de Montpellier, 14 décembre 1931.

depuis fort longtemps consacrée par les usages et la jurisprudence.

Premier cas : RÉSILIATION DE LA POLICE.

86. — Avant de résilier une police d'assurance, la Compagnie doit prévenir le courtier créateur de l'affaire, afin qu'il puisse veiller en temps utile à ses intérêts et à ceux de ses clients, soit en négociant une nouvelle assurance auprès de la même Compagnie, soit auprès d'un autre organisme.

Depuis le jugement et l'arrêt Poujade, la jurisprudence a sans cesse affirmé et sanctionné par des dommages-intérêts cette obligation.

Les faits étaient les suivants : la **Compagnie** qui assurait les clients de M. Poujade, courtier d'assurance, avait avisé par lettre recommandée, un certain nombre d'assurés qu'elle résiliait leurs contrats, et leur faisait savoir dans la même lettre, que moyennant une augmentation de prime, elle était disposée à reprendre leur assurance.

M. Poujade estima, avec raison, que la Compagnie en négligeant de le prévenir de ces résiliations et en s'entremettant directement avec ses clients, avait gravement manqué à ses engagements et aux usages de la profession.

Aussi, réclama-t-il des dommages-intérêts, tant pour le préjudice qui lui était causé, que pour les commissions dont il avait été privé.

Le Tribunal de commerce de la Seine, jugea le 2 janvier 1907, que ses prétentions étaient parfaitement légitimes et condamna la Compagnie à lui payer des

dommages-intérêts pour ne pas l'avoir prévenu des résiliations qu'elle notifiait à certains assurés avec lesquels elle avait contracté par l'intermédiaire de M. Poujade, ainsi que pour le préjudice qu'elle lui avait causé en traitant directement avec sa clientèle ; cette décision a été confirmée le 8 août 1908 par la Cour d'Appel de Paris ⁽⁹⁾.

Depuis cette importante décision, cette obligation n'a jamais été sérieusement contestée, et a été confirmée par le paragraphe 2 du dixième usage du courtage qui spécifie que :

« Toute Compagnie d'assurance qui résilie une police de son propre chef, pour quelque cause que ce soit, ou en reçoit dénonciation de son assuré, avertit sans délai le courtier créateur. »

Deuxième cas : EXPIRATION DE LA POLICE.

87. — Dans ce cas, il semble que le courtier soit à même de connaître les dates d'expiration des contrats qu'il a fait souscrire, et que c'est à lui qu'il appartient de prendre des dispositions pour prévoir le remplacement des polices en temps utiles.

Devoir de sauvegarde

Mais ici encore, l'usage veut également ainsi que l'exprime M. Saintelette ⁽¹⁰⁾, que le courtier qui a amené une clientèle à une Compagnie d'assurances soit **averti** par celle-ci avant l'expiration de l'assurance

(9) Voir CÉSAR-ANCEY, *Le courtage des Assurances terrestres*, p. 14 ; *La Prime*, 1^{er} février 1909.

(10) M. SAINCTELETTE, *Les Courtiers*, *Rec. Pér.*, 1906.

contractée, qu'elle tient la police à sa disposition pour qu'à l'aide de ce document, il en sollicite le renouvellement.

S'il est vrai que les courtiers ne sont pas les mandataires des Compagnies, il est certain qu'il se forme entre eux une convention tacite qui prend sa source dans l'usage et se justifie par l'obligation qu'assure la Compagnie de sauvegarder l'affaire qui lui a été confiée par le courtier ; aussi n'est-elle que très rarement transgressée.

La Cour d'appel de Paris, statuant sur un jugement du Tribunal de commerce du 20 octobre 1900, a estimé le 16 avril 1902 ⁽¹¹⁾, que : « Suivant un usage admis entre les Compagnies d'assurances et leurs courtiers, ceux-ci doivent être avertis par la Compagnie, avant l'expiration des assurances contractées par leur intermédiaire. A cet effet la Compagnie tient les polices à leur disposition pour qu'à l'aide de ces documents, ils puissent en solliciter le renouvellement ».

Non seulement une Compagnie ne doit pas faire perdre l'affaire en cours au courtier, en s'entremettant directement ou par intermédiaire avec le client, mais encore doit elle coopérer activement à sa conservation.

Si donc une Compagnie refuse de communiquer à son courtier la police renouvelable d'une assurance apportée par lui, elle commet une faute qui engage sa responsabilité, si ce refus a empêché le courtier de renouveler la police et permis à un concurrent de le supplanter.

(11) *Rec. Pér.*, 1902, p. 432.

88. — *Le neuvième usage* précise encore cette obligation « six mois au moins avant la date d'expiration d'une police, la Compagnie avise le courtier de cette expiration. »

Ainsi prévenu en temps utile, le délai de six mois paraît suffisant, le courtier peut et doit faire diligence pour renouveler cette affaire.

*Troisième cas : DONNER COMMUNICATION DE LA POLICE
ET DE SES AVENANTS.*

89. — *L'usage cinquième* complète l'obligation des assureurs en indiquant que « la Compagnie doit pendant le cours de l'assurance ou au moment du renouvellement de la police, donner communication en ses bureaux, de la police et de ses avenants, au courtier créateur ou au courtier muni d'une autorisation écrite de l'assuré, mais ne peut donner cette communication à d'autres. »

En effet il ne suffit pas que la Compagnie prévienne le courtier de l'expiration de la police, il faut encore qu'elle lui facilite la tâche en lui communiquant le contrat en cours, et le mette en mesure d'accomplir sa mission.

La Compagnie doit réserver cette communication au courtier titulaire et au courtier mandaté expressément à cet effet par l'assuré à l'exclusion de tout autre.

Cette obligation n'est du reste que l'expression du devoir de discrétion qui incombe à l'assureur.

Quatrième cas : DÉNONCIATION DE LA POLICE.

90. — Lorsque la police est dénoncée par le client pour son échéance normale, ou lorsque cette dénonciation accompagne un ordre de remplacement, la Compagnie doit sans délai en aviser le courtier créateur.

Cela résulte du paragraphe premier du dixième usage, et du paragraphe 2 du septième usage, et cette obligation découle de la précédente et se justifie pour les mêmes raisons.

Dixième usage : Paragraphe premier.

« Dans tous les cas où la police est dénoncée par l'assuré pour sa prochaine échéance la Compagnie en avise sans délai le courtier créateur. »

Septième usage : paragraphe 2.

« Quant l'ordre de remplacement contient dénonciation de la police pour son échéance, la Compagnie prévient le courtier sans délai, et en tous cas avant la délivrance de la police nouvelle. »

Cinquième cas : RÉDUCTION DU TAUX DE LA PRIME.

91. — Toujours pour les mêmes raisons de correction la Compagnie doit prévenir le courtier si elle est saisie d'une demande de réduction du taux de la prime et si elle croit devoir consentir un tarif nouveau

Sixième usage : paragraphe premier.

« La Compagnie saisie, en cours de contrat d'une demande de réduction du taux de la prime doit avant d'y donner suite aviser le courtier créateur. »

Sixième cas : MODIFICATION DU CONTRAT.

92. — Si l'assuré donne lui-même et directement à la Compagnie l'ordre de modifier son contrat, celle-ci ne peut y souscrire avant de prévenir le courtier créateur ⁽¹²⁾.

Quatrième usage : Paragraphe 2.

« Si l'assureur est requis par l'assuré lui-même de modifier le contrat, il ne peut le faire qu'en prévenant le courtier créateur. »

3° S'ABSTENIR DE TOUTE ENTREMISE DIRECTE AVEC LE CLIENT.

93. — Le courtier, comme tout commerçant, possède au regard de l'assureur et de ses confrères un véritable droit de propriété sur sa clientèle, et ce droit comme tout droit réel est exclusif et direct

Cet élément du fond de commerce qu'est la clientèle est particulièrement important dans le courtage d'assurance qui fait appel bien plus à la personnalité qu'à tout autre élément matériel.

Enfin les portefeuilles des courtiers qui atteignent des prix élevés, conservent toute leur valeur, en cas de cession puisque l'usage douzième indique que : « *La Compagnie est tenue à l'égard du cessionnaire aux mêmes obligations qu'à l'égard du cédant* ».

Aussi la lutte contre la concurrence déloyale tient une grande place dans les préoccupations des courtiers et de leurs organismes syndicaux.

(12) Cour d'Appel de Paris, 29 octobre 1929, *Rec. Pér.*, 1930, p. 49.

La concurrence déloyale

94. — A la différence de certains pays (Allemagne, Autriche, Pologne et certains cantons suisses), il n'existe en France aucune loi qui interdise d'une manière générale les faits de concurrence malhonnête ou simplement fautive, soit pour les réprimer pénalement, soit pour y attacher une sanction civile.

Croire cependant que le droit positif français couvre toute concurrence, même déloyale, serait une erreur. Il n'est pas permis de se conduire d'une manière dolosive, sous le fallacieux prétexte que tout ce qui n'est pas défendu par la loi est licite et autorisé par les Pouvoirs publics.

Le droit positif n'est pas contenu tout entier dans la loi ; celle-ci n'est pas l'unique source de droit et, à côté du droit légal, il existe tout un droit prétorien ou jurisprudentiel qui a son origine dans les décisions des Tribunaux. Précisément en ce qui concerne la concurrence déloyale ou illicite, le droit français, fondé sur les usages professionnels, est coutumier et jurisprudentiel.

Ce n'est d'ailleurs pas là sa seule caractéristique. Il en a une autre, qui consiste en ce qu'il n'est lui-même qu'une variété d'un droit jurisprudentiel plus général qui s'est peu à peu élaboré dans le domaine de la responsabilité civile. Plus spécialement il est une application particulière de la jurisprudence sur l'abus de droit. Aussi, en principe, la concurrence illicite ne donne lieu qu'à des sanctions civiles.

Et ce n'est pas seulement quand on agit dans une intention répréhensible que l'acte est fautif, mais aussi

quand on use de son droit ou de sa liberté d'une manière imprudente, maladroite ou imprévoyante.

Telle est la signification profonde à la fois morale et sociale, des articles 1382 et 1383 du Code civil, qui ont permis à la jurisprudence de construire la doctrine de la responsabilité civile.

Mais la « faute » qui est à la base de l'application de ces deux articles est une notion sociale, dépendant avant tout du milieu, des mœurs, des idées morales, du degré de civilisation et, s'il s'agit des faits professionnels, des usages et coutumes de la profession.

95. — La difficulté est de déterminer les cas « fautifs », les cas où l'on peut considérer la concurrence comme source de responsabilité civile. Il est possible pourtant de dégager de la jurisprudence le critère suivant : il y a concurrence déloyale ou illicite quand l'action de la Compagnie a pour conséquence de détourner la clientèle du courtier, et de le priver ainsi d'une rémunération qu'il pouvait espérer.

Cette conception essentiellement française de la concurrence illégitime présente un double avantage.

D'abord sur le terrain pratique, souple et évolutive, elle permet à la jurisprudence de la tenir en harmonie avec les idées, les mœurs, les usages commerciaux et professionnels : ensuite sur le terrain scientifique elle place la théorie de la concurrence dans son cadre normal, celui de la responsabilité civile, délictuelle ou quasi-délictuelle.

Enfin et c'est là son grand intérêt, elle a permis aux Syndicats professionnels des Courtiers d'élaborer eux-

mêmes avec l'aide de la jurisprudence, leur système de défense.

Il leur a fallu à l'intérieur même du Courtage d'assurances terrestres, développer le domaine des règles pratiques et des engagements contractuels, en fixant les usages professionnels au fur et à mesure qu'ils étaient constatés et en tenant compte de l'évolution de l'économie du courtage.

Tout manquement aux règles et coutumes, constatées, fixées, acceptées par le plus grand nombre, continues de tous, constituant alors une faute contractuelle sanctionnées par des dommages et intérêts.

Les Tribunaux ont pu, à partir de ce moment, s'appuyer sur ces textes et ces coutumes, même non rédigées, pour sanctionner avec la rigueur qu'ils méritent les faits de concurrence déloyale, autrement si difficile à déterminer et à proscrire.

C'est à ce but que répondent les usages généraux du courtage constatés par le Syndicat National des Courtiers d'assurances terrestres.

La règle générale

96. — *Le paragraphe premier de l'Usage Quatrième est ainsi rédigé :*

« Pendant le cours d'une police apportée par un courtier, la Compagnie ne peut soit par elle-même, soit par un de ses préposés, inspecteurs ou agents, solliciter l'assuré en vue de modifier, remplacer ou renouveler la police. »

En effet, il n'est pas admis qu'une Compagnie pro-

fite de la résiliation des polices, par exemple, pour pratiquer au préjudice du courtier, un détournement de clientèle.

La Jurisprudence

97. — Tout manquement à cette règle et aux divers autres usages est qualifié de concurrence déloyale ou de détournement de clientèle par la jurisprudence qui se montre très sévère en cette matière.

Nous en trouverons de très nombreux exemples ⁽¹³⁾ dans le chapitre relatif aux droits du courtier créateur.

D'une façon plus générale, chaque fois qu'une Compagnie manque à l'une quelconque de ses obligations, qu'il s'agisse de la neutralité, de la nécessité de prévenir le courtier de tout événement susceptible de modifier la prime ou le cours du contrat, de la remise des pouvoirs ou des avenants, elle commet un détournement de clientèle qui engage sa responsabilité envers le courtier créateur.

On peut dire que la règle générale qui interdit à la Compagnie toute entremise directe avec le client, toute sollicitation et toute concurrence déloyale, pourrait absorber toute la réglementation du courtage d'assurance terrestre, comme on peut dire que l'article

(13) Cour de Paris, 16 avril 1902, *Rec. Pér.*, 1902, p. 432 ; Cour de Paris, 8 août 1908, *Rec. Pér.*, 1908, p. 380 ; Cour de Paris, 26 avril 1929, *Rec. Pér.*, 1929, p. 333 ; Cour de Paris, 29 octobre 1929, *Rec. Pér.*, 1930, p. 49 ; Trib. Com. de la Seine, 11 avril 1932, *Rec. Pér.*, 1932, p. 121 ; Cour de Paris, 10 avril 1935, *Rev. Gén.*, 1935, p. 765.

Consulter A. CHIARISOLI : Propriété de la Clientèle du Courtier, ses droits contre les détournements et concurrence déloyale dont il serait victime. *Rec. Jur. Ass.*, 1935, p. 262.

1382, dont elle découle, est en train d'absorber tout le droit civil ⁽¹⁴⁾.

C'est là une tendance dangereuse, aussi nous refuserons-nous, à trop systématiser la jurisprudence qui nous est offerte, et nous contenterons-nous de rappeler quelques décisions très connues, qui du reste peuvent prendre place dans les différentes parties de ce travail.

Le Détournement de clientèle

98. — Alors qu'un courtier a amené un client à une Compagnie, celle-ci commet à son préjudice, un détournement de clientèle en traitant avec cet assuré une révision de police, *directement*, sans en aviser le courtier et sans faire figurer son nom sur les polices et avenants ⁽¹⁵⁾, a décidé la Cour de Paris le 29 octobre 1929.

Voici une partie de cet important arrêt confirmant un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 4 juin 1927 :

« Considérant que la Compagnie appelante ne méconnaît pas qu'elle s'est adressée directement par l'intermédiaire d'un de ses employés à l'un de ses assurés qui lui avait été amené par le courtier Biaujaud ;

Qu'elle a traité avec cet assuré une révision de police sans en aviser le courtier apporteur de l'affaire, et que, tant sur les polices que sur les avenants et les quittances de primes,

(14) L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile, par Henri MAZEAUD, Professeur à la Faculté de Droit de Lille. *Chronique D. H.*, 1925, p. 5.

(15) *Rec. Pér. Ass.*, 1930, p. 49 ; mêmes solutions, Cour de Paris, 26 avril 1929, *Rec. Pér.*, 1929, p. 333 ; Cour de Paris, 3 août 1892, *Jour. des Ass.*, 1892, p. 438.

Consulter *Le Courtage des Assurances Terrestres*, par CÉSAR-ANCEY, pp. 10, 22 et suivantes.

elle a négligé de faire figurer le nom du courtier, contrairement à ce qu'elle avait fait jusqu'alors ;

Considérant, que, ce faisant, elle a commis une faute par détournement de clientèle apportée par Biaujaud, qui était en droit de compter sur la rémunération attachée à sa qualité de courtier et à conserver le contact avec son client ;

Considérant que les premiers juges ont fait une exacte appréciation du préjudice qui a été causé, de ce fait à Biaujaud et qu'il convient en conséquence de confirmer leur décision ».

Commet aussi la même faute dont elle doit réparation, la Compagnie, qui après avoir résilié, comme elle en avait le droit, une police apportée par un courtier, se refuse à étudier la reprise de l'affaire sur des bases nouvelles proposées par le courtier, et traite directement avec l'assuré en dehors du courtier, et sans réserver ses droits ⁽¹⁶⁾.

Cette faute peut encore être reprochée à la Compagnie qui par l'intermédiaire de son agent modifie le contrat pendant sa durée normale, et signe directement avec l'assuré une nouvelle police à l'expiration du premier contrat ⁽¹⁷⁾.

(16) Trib. de Commerce de la Seine, 11 avril 1932.

(17) Cour de Paris, 10 avril 1935, *Revue Générale*, 1935, p. 765.

QUATRIEME CHAPITRE

LES DROITS DU COURTIER CREATEUR

LE PRINCIPE GENERAL

99. — Nous avons déjà vu que la commission trouve sa cause dans le bénéfice, tel que nous l'avons défini plus haut, procuré à la Compagnie.

Ce principe est absolu, il a été énoncé, confirmé et enrichi par une jurisprudence constante.

Chaque fois que l'activité du courtier a procuré un bénéfice à une Compagnie par la conclusion d'un contrat d'assurance, chaque fois que ce bénéfice a été maintenu ou augmenté, que ce soit par la conclusion d'un contrat de remplacement, ou encore dans l'hypothèse d'une tacite reconduction, etc..., ou d'un contrat modifié ou remplacé directement par la Compagnie, la commission sera due au courtier originaire ⁽¹⁾.

C'est ce qu'exprime d'une façon générale la troisième règle des usages généraux du courtage :

Troisième usage.

« Le courtier apporteur d'une police a droit à la commission non seulement sur la prime initiale mais

(1) Sur cette question, consulter PERRAUD-CHARMANTIER : « Du droit aux commissions, notamment sur les renouvellements et les développements de contrats. » *Rec. Jur. Ass.*, 1935, p. 129.

encore sur toutes les primes qui sont les conséquences des clauses de cette police.

Le droit à la commission dure aussi longtemps que l'assurance elle-même, notamment lorsque la police se continue par reconduction tacite ou expresse, ou lorsqu'elle est renouvelée ou remplacée directement par l'assuré auprès de la Compagnie.

Lorsque le remplacement est accordé à un nouveau courtier investi par l'assuré d'un ordre exclusif de remplacement accompagné de dénonciation régulière de la police pour sa date d'expiration ou pour l'échéance à laquelle elle peut être résiliée, le courtier créateur de la police a droit à la commission sur les primes apportées par lui jusqu'à l'époque pour laquelle la police est dument dénoncée.

Lorsque le remplacement est accordé à un nouveau courtier porteur d'ordre de remplacement accompagné d'une dénonciation régulière de la police à remplacer, le courtier créateur conserve son droit à la commission sur toutes les primes du nouveau contrat à concurrence du chiffre de celles qu'il a apportées.

Ces règles s'appliquent aussi bien dans le cas où la police apportée par le courtier a été placée dans le portefeuille de l'administration centrale de la Compagnie que dans celui où elle a été placée dans le portefeuille de l'un de ses agents. »

À la lumière de la jurisprudence et de cette règle, il nous faut maintenant étudier point par point toutes les hypothèses que l'examen de la pratique peut nous fournir, et les solutions seront valables aussi bien pour

les affaires apportées à la Compagnie qu'à celles apportées à l'agent général (usage onzième).

1° SUR LES CONTRATS RENOUVELÉS
PAR TACITE RECONDUCTION

100. — Ce cas ne présente aucune difficulté, étant renouvelé automatiquement par l'application de la clause de tacite reconduction, le contrat originaire revit pour une nouvelle période en conservant son plein et entier effet, et en entraînant la survie de toutes ses conséquences, y compris le paiement d'une nouvelle commission.

En effet, le contrat renouvelé n'est que la suite logique du contrat originaire. Le bénéfice procuré à la Compagnie par l'encaissement des primes nouvelles, est la cause du paiement de la nouvelle commission, et dans tous les cas de tacite reconduction, le courtier a droit à une commission correspondant au nouveau contrat ; tout au moins, dans l'hypothèse envisagée de la tacite reconduction sans modification de la police primitive.

La jurisprudence a maintes fois consacré ce principe suivant en cela l'équité, et les Compagnies pour la plupart y ont toujours souscrit. Les difficultés on pu se présenter seulement à l'occasion de contrat remplacé directement par la Compagnie, après entente avec l'assuré, ou d'augmentation des risques assurés, prévus ou non par la police ; aussi ces derniers cas feront l'objet d'une étude séparée.

Dans la limite de l'hypothèse envisagée, celle des

contrats renouvelés par tacite reconduction, le principe est absolu et ne souffre nulle dérogation.

Les Tribunaux décident donc depuis longtemps, et il n'y a peu d'exemple d'une jurisprudence aussi constante, que le courtier a droit à sa commission sur les contrats qui se continuent par tacite reconduction ou par le remplacement direct par l'assuré.

C'est aussi ce qu'exprime le paragraphe 2 du troisième usage qui a recueilli l'unanimité des opinions émises par les courtiers et les Compagnies: « *Le droit à la commission dure aussi longtemps que l'assurance elle-même, notamment lorsque la police se continue par reconduction tacite ou expresse, ou lorsqu'elle est renouvelée ou remplacée directement par l'assuré auprès de la Compagnie.* »

Dès 1915, il était déjà établi, que le courtier par l'intermédiaire duquel a été souscrite une police avec clause de tacite reconduction, a droit à la commission d'usage pour la nouvelle période mise en cours par suite du défaut de signification du désistement de la part de l'assuré, dans le délai imparti par ladite police (2).

Les droits du courtier créateur ont été plus récemment confirmés, soit qu'il s'agisse d'un contrat renouvelé par tacite reconduction, soit d'un contrat résilié et remplacé par la Compagnie, par un jugement du Tribunal civil de Marseille en date du 7 mars 1929.

Ce Tribunal a décidé que le courtier a droit à sa

(2) Trib. Com. Seine, 28 septembre 1915, *Rec. Pér. Ass.*, 1916, p. 330 ; même sens, Cour d'Appel de Lyon, 19 juin 1920, *Rec. Pér. des Ass.*, 1920, p. 317.

commission pour les périodes de prolongation du contrat provenant de tacite reconduction, et aussi pour les primes nouvelles lorsque la Compagnie après avoir résilié les polices, a repris les affaires moyennant des primes plus élevées.

Les contrats renouvelés par tacite reconduction, a estimé le Tribunal de Marseille, trouvant leur principe même et la raison de leur renouvellement dans le contrat originaire apporté à la Compagnie d'assurances par le courtier, celui-ci a droit à une nouvelle commission correspondant au nouveau contrat ⁽³⁾.

2° SUR LES CONSÉQUENCES DES CLAUSES DE LA POLICE INITIALE

101. — Lorsque la police originaire se développe, lorsque les augmentations de primes et donc de commissions, sont expressément prévues par la police, ou résultent de ses dispositions les droits du courtier profitent de tous les développements de l'affaire.

Lorsque les nouveaux bénéfices procurés à la Compagnie étaient en quelque sorte en germe dans le contrat, le courtier a un droit aussi absolu que dans le cas de tacite reconduction, aux nouvelles commissions, aux fruits de l'affaire.

C'est ce qu'exprime le paragraphe premier du troisième usage, quand il indique que le courtier créateur a droit à la commission sur « *toutes les primes qui*

(3) *Assureur-Conseil*, janvier 1932 ; *Le Droit et l'Assurance*, n° 201 ; même sens, Trib. Com. de la Seine, 11 avril 1932, *Rec-Pér.*, 1932, p. 121.

sont la conséquence des clauses de la police », et cela aussi longtemps que cette police restera en vigueur.

Mais si ce principe est clair, s'il a été souvent consacré par des magistrats soucieux des droits du courtier, son application est assez délicate et a donné lieu à de nombreuses difficultés.

Etudier dans quelle mesure un événement peut être prévu dans une clause souvent obscure de la police, nécessite un travail d'interprétation que les Compagnies aussi bien que les courtiers, n'ont pas toujours effectué avec toute l'objectivité nécessaire.

Premier cas : AUGMENTATION DE PRIMES RÉSULTANT DE CIRCONSTANCES PRÉVUES PAR LA POLICE.

102. — Il faut évidemment supposer que l'avenant modificateur a été présenté, soit par l'assuré, soit par un courtier autre que le courtier originaire ; s'il s'agissait de celui-ci aucune question ne se poserait.⁽¹⁾

En cette hypothèse, la jurisprudence depuis le fameux jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 12 mars 1925, est absolument formelle : chaque fois que l'équité le commande ; c'est-à-dire, chaque fois que le bénéfice procuré à la Compagnie persiste en raison d'un nouveau contrat ou en raison d'un développement du contrat initial, le courtier créateur doit toucher intégralement sa commission ⁽⁴⁾.

Un arrêt de la Cour d'Appel de Paris, du 13 juillet

(4) Trib. Com. de la Seine, 12 mars 1925 : Paisy contre Le Secours. *Rec. Pér.*, 1925, p. 199, voir note de M^e SAINTELETTE.

1927 confirmant un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 25 décembre 1922, décide aussi que si pendant le cours d'une police négociée par un courtier, qui rend obligatoire la déclaration des augmentations de risques, un second intermédiaire obtient de la Compagnie la délivrance d'une nouvelle police qui annule la première et enregistre les augmentations de risques survenus, les commissions reviennent en totalité, au premier courtier ⁽⁵⁾.

Cette décision qui mérite pleine approbation a été très chaleureusement accueillie dans le milieu du courtage français.

Si donc la police originale, stipule, comme c'était le cas dans ce procès, que l'assuré est tenu de déclarer à la Compagnie les augmentations de salaires et les modifications de son risque, et de payer les primes en résultant, les commissions relatives à ces primes sup-

(5) L'arrêt de la Cour de Paris, du 13 juillet 1927, était ainsi rédigé :

« La Cour considérant que la demande de Brun tend au paiement d'une commission sur une assurance dont il aurait été l'intermédiaire et passée entre Boye et la Compagnie d'Assurance l'Alimentation, le 9 juillet 1919. Considérant qu'il résulte nettement des éléments de la cause que cette assurance n'apparaît que comme la continuation d'une assurance précédente passée entre les mêmes parties le 5 avril 1913, mais par l'intermédiaire d'un autre courtier Leboissie : qu'en effet les modifications que le contrat nouveau apporte au premier, portait sur des augmentations de risques et de primes, par suite plus élevées, *ne sont que la suite logique et la conséquence des obligations de l'assuré résultant de son contrat original* résiliable à une date ultérieure, quelle que soit la forme donnée au contrat nouveau ; que Brun n'apparaît d'ailleurs ni comme courtier d'assurance, ni comme mandataire de la Compagnie ou lui ayant apporté un bénéfice quelconque, mais seulement comme courtier occasionnel entendant bénéficier du fait qu'une forme nouvelle et inutile d'ailleurs, puisqu'un avenant suffisant a été donné à un contrat en cours. Par ces motifs et ceux des premiers juges, *confirme* le jugement entrepris. »

plémentaires appartiennent incontestablement au courtier créateur de la police.

Plus récemment, le Tribunal de Commerce de Lyon, en date du 31 mai 1933 (6) a pleinement souscrit à l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 13 juillet 1927.

En effet, dans ses attendus il reprend les termes du jugement du 26 décembre 1922, et constate que dans l'espèce le courtier n'a pas établi un contrat nouveau, qu'il s'agit simplement d'un avenant modifiant les modalités d'un contrat d'assurances déjà existant (renonciation par l'assuré à tout recours contre le propriétaire de l'immeuble prévue par les clauses mêmes de la police).

Aussi décide-t-il que le courtier qui a proposé l'avenant modificateur et qui en la circonstance n'a été que le mandataire de l'assuré, n'a droit de la part des assureurs qui ont établi la police initiale, à aucune com-

(6) Tribunal de Commerce de Lyon, 31 mai 1933, *Rec. Pér.*, 1934, p. 86 :

« Le Tribunal...

« Attendu qu'il est d'usage, en matière de courtage d'assurance, que tout agent qui procure une affaire à une Compagnie d'Assurances a droit, comme rémunération de ses services à la totalité de la première prime et à un pourcentage sur les primes à échoir ; Attendu d'autre part, qu'il est de jurisprudence constante que le courtier d'assurances, par l'intermédiaire duquel une police d'assurance a été souscrite, a droit non seulement à la commission résultant de la prime initiale de ces contrats, mais à toutes commissions auxquelles pourra donner lieu ultérieurement tout développement de la prime initiale résultant de circonstances prévues par la police qu'il a créée, et cela, aussi longtemps que ladite police restera en vigueur (Arrêt de la Cour d'Appel de Paris, du 13 juillet 1927, confirmant le jugement du 26 décembre 1922, du Tribunal Civil de la Seine). Attendu qu'en l'espèce il ne s'agit pas, comme le prétend T..., d'un contrat nouveau, mais simplement d'un avenant modifiant les modalités d'un contrat existant. Qu'en effet la chose assurée reste sans changement. »

mission sur la majoration de primes que comporte l'avenant.

En effet, dans ce cas l'assuré ou un nouveau courtier saisi n'a pas la liberté de placer l'excès du risque à une Compagnie de son choix, aussi le bénéfice étant assuré à la Compagnie, indépendamment de toute initiative de l'assuré ou de son représentant, la commission supplémentaire appartient au courtier originaire.

Donc lorsque la police initiale fait une obligation à l'assuré de faire garantir les accroissements de risques pouvant survenir à la même Compagnie, l'avenant sera considéré comme le prolongement de la police initiale et en conséquence, seul le courtier créateur aura droit aux commissions sur les primes afférentes à l'avenant.

Un exemple très intéressant de cette jurisprudence nous est fourni par un jugement du Tribunal de Commerce de Bruxelles, du 27 novembre 1934 qui s'« analyse ainsi (7).

La commission d'un courtier d'assurance trouve sa source dans le bénéfice par lui apporté à la Compagnie d'assurances ; il s'ensuit que la commission lui est due, tant que le bénéfice continuera à être assuré à la Compagnie ; elle cesse d'être exigible dès que le contrat vient à terme, soit par son expiration normale, soit pour tout autre cause tirée, tant de la loi, que d'une stipulation contractuelle.

L'apporteur d'une affaire d'assurance a jusqu'à l'expiration du contrat, un droit acquis aux commis-

(7) *Revue Gén. des Ass.*, 1935, p. 904.

sions afférentes tant à la prime initiale qu'à toutes celles auxquelles peuvent donner lieu les développements ultérieurs de cette prime, d'après les prévisions de la police.

Si par l'intermédiaire d'un courtier une assurance automobile a été contractée portant sur toutes les voitures que l'assuré faisait circuler du jour de la conclusion du contrat, ainsi que sur celles qui seraient mises en circulation ultérieurement par lui ou ses successeurs, dans le cas où une nouvelle voiture est mise en circulation par l'assuré et que par l'intermédiaire d'un second courtier, cette nouvelle voiture est déclarée à la Compagnie et assurée par celle-ci, c'est au premier intermédiaire que revient la totalité des commissions.

Enfin, la Cour d'Appel de Paris, le 18 octobre 1935, couronne cette jurisprudence et confirme l'usage en décidant que si le courtier a droit à ses commissions sur le rajustement ou l'augmentation des polices qu'il a créées, c'est à la condition que ces développements de la police initiale résultent de circonstances expressément prévues par ces polices ⁽⁸⁾.

(8) *Revue Générale des Ass. Ter.*, 1935, p. 1060. Cour de Paris (7^e Ch.), 18 octobre 1935 : Société L... et C^{ie}, appelante contre Le Phénix Accidents :

« La Cour après en avoir délibéré,

Statuant sur l'appel d'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de la Seine, le 12 mai 1934 :

Adoptant les motifs des premiers juges, et y ajoutant :

Considérant que, sur le premier chef, refus de communication des polices, ce refus était justifié, en principe, puisque les Compagnies remettent aux courtiers le double des polices contractées par leur intermédiaire, qu'il en résulte que si le prédécesseur de L... et C^{ie} avait remis à leurs successeurs des archives complètes, ceux-ci auraient été en possession de ces doubles ; que par la suite, sur les instances de L... et C^{ie} la Compagnie Le

2° Cas : *Augmentation de Prime, résultant de circonstances non prévues par la police.*

103. — Si l'augmentation n'est pas la conséquence des clauses de la police, il est impossible à la Compagnie de refuser une commission au courtier apporteur d'un avenant modifiant la police initiale.

Et cela par application des principes généraux qui règlent le paiement de la commission, puisque le béné-

Phénix Accidents a fait, ainsi que le constate l'arbitre Sumien, les communications demandées de la manière la plus loyale, et que le retard apporté à ces communications n'a causé aucun préjudice aux appelants.

Considérant que sur le second chef, refus de verser au Cabinet L... et C^{ie}, les commissions de réajustement ou d'augmentation de polices d'assurances, il résulte de la jurisprudence et des usages en pareille matière que, si le courtier a droit à ces commissions sur les réajustements ou augmentations des primes, c'est à la condition que ces développements de la police résultent des circonstances expressément prévues par la police qu'il a créée ; que l'arbitre faisant application de ces principes a constaté, à juste titre, que les réajustements ou augmentations des polices litigieuses ne répondaient pas à ces conditions et que L... et C^{ie}, n'avaient de ce chef aucun droit à aucune commission.

Considérant que sur le troisième chef, on doit admettre avec l'arbitre, le principe de la réclamation de L... et C^{ie}, tant en remarquant que ceux-ci ont été singulièrement négligents en ne se préoccupant que très tardivement de la situation de leurs contrats résiliés, annulés ou dénoncés, et que la perte qui a pu en résulter pour eux, est loin d'être imputable à la seule Compagnie Le Phénix ; la somme de 500 francs allouée par les premiers juges après étude des polices litigieuses, devant être considérés comme une suffisante réparation.

Considérant qu'il échet de préciser, en outre, que si L... et C^{ie} prétendent que la Compagnie n'a mis fin à certaines polices en cours, que pour les reprendre soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres courtiers et qu'elle a obtenu ces résiliations de polices par les démarches de ses inspecteurs, L... et C^{ie} n'ont apporté tant à l'arbitre qu'à la Cour, aucune preuve à l'appui de ces imputations.

Par ces motifs :

Confirme le jugement dont est appel ; M^e Saintelette pour L... et C^{ie}.

Revue Générale des Assurances Terrestres, 1935, p. 1060. Note de M. Paul SUMIEN.

fice de l'avenant ne résulte pas des clauses du premier contrat (8 bis).

La Compagnie peut d'autant moins refuser la commission au courtier, que dans ce cas rien n'oblige l'assuré ou le courtier à s'adresser à elle. En face d'un refus le courtier n'aurait qu'à porter le risque nouveau à une autre Compagnie qui l'assurerait en établissant une deuxième police spéciale à ce risque.

3° Cas : Surprime pour risque anormal en assurance Vie :

104. — Il nous semble que le courtier apporteur devrait avoir droit à la commission sur la surprime pour risque anormal en assurance Vie.

En effet, le risque anormal peut être considéré comme un « vieillissement » et nous ne voyons aucune raison pour refuser la commission au courtier.

Mais la plupart des Assureurs refusent de commissionner le courtier sur la surprime en estimant que le risque anormal est dangereux, que le bénéfice est aléatoire, et qu'il appartient au courtier et à la Compagnie de supporter ce risque (9).

Quatrième cas : Rappel de Cotisations :

105. — Les rappels sont des compléments de la première prime jugée insuffisante, aussi la commission du courtier doit être calculée aussi bien sur la

(8 bis) Voir *supra*, n^{os} 132 et s.

(9) Sur cette question, consulter : *L'Argus*, n^{os} du 30 juillet 1933, du 6 août 1933 et du 13 août 1933.

cotisation initiale que sur les suppléments demandés par la suite.

Le courtier qui a procuré un contrat à un Syndicat de Garantie en matière d'assurances contre les accidents du travail a donc le droit à une commission établie non seulement sur la cotisation initiale, mais encore sur le ou les suppléments de cotisation perçus ultérieurement, en raison d'une insuffisance dans les premières prévisions de l'organisme de garantie ⁽¹⁰⁾.

3° SUR LES CONTRATS RENOUVELÉS OU REMPLACÉS DIRECTEMENT PAR L'ASSURÉ AUPRÈS DE LA COMPAGNIE

106. — Si le contrat arrivé à expiration est renouvelé directement par l'assuré auprès de la Compagnie, le droit du courtier créateur sur la commission est maintenu de la même façon que si le contrat avait été renouvelé par tacite reconduction.

Usage troisième, § 2.

« Le droit à la commission dure aussi longtemps que l'assurance elle-même, notamment lorsque la police se continue par tacite reconduction ou expresse, ou lorsqu'elle est renouvelée ou remplacée directement par l'assuré auprès de la Compagnie. »

En effet, les effets du renouvellement sont identiques à ceux produits par la tacite reconduction, aussi les droits du courtier créateur restent les mêmes, et sont consacrés par les Cours et Tribunaux qui esti-

(10) Cour d'Appel de Paris, 18 février 1932, *Rec. Pér.*, 1932, p. 480 ; même sens, Trib. Civil de la Seine, 12 novembre 1910, *Rec. Pér.*, 1911, p. 44.

ment que le renouvellement du contrat directement par l'assuré auprès de la Compagnie ne peut déposséder le courtier créateur de son droit à la commission qui lui est acquis par l'apport de la police initiale ⁽¹¹⁾.

Le contrat peut aussi être résilié pour une des raisons tirées de ses clauses ou de la loi, sans aucune intervention de l'assuré ou de la Compagnie.

Mais si cette première police est remplacée, sans l'intermédiaire du courtier initial, directement par l'assuré, le courtier créateur conserve sa commission sur le contrat de remplacement, conformément aux termes du § 2 du troisième usage.

107. — Le 28 décembre 1910, l'hypothèse du *remplacement direct* a fait l'objet des délibérations de la Cour d'Appel de Lyon qui a estimé que « la rémunération prévue dans un contrat de commission, intervenu entre un courtier et une Compagnie d'assurances, trouve sa cause, moins dans les démarches mêmes du courtier que dans le *bénéfice* qu'il procure à la Société à qui il conduit un client nouveau ». Il suit de là que la rémunération doit exister parallèlement au bénéfice, et ne cesser que si le bénéfice cesse lui-même pour une des raisons tirées des conventions ou de la loi, qui mettent fin aux obligations. Spécialement la commission est due au courtier tant que les clients procurés originairement par lui sont liés à la Société, et cette rémunération doit même être augmentée propor-

(11) Dans ce sens : Trib. Civil de Marseille, 7 mars 1929 ; Trib. Commerce du Havre, 7 novembre 1935, *Rec. Jur. Ass.*, 1935, p. 808 ; Justice de Paix Meknès, 30 octobre 1934, *Rec. Jur. Ass.*, 1935, p. 207.

tionnellement à l'augmentation des nouvelles primes consenties.

Vainement la Société objecterait-elle, a décidé la Cour, que les polices contractées par l'intermédiaire du courtier ont été résiliées par le fait de circonstances qu'elles n'a pas créées ; que de nouvelles polices ont été faites avec les assurés en dehors de l'intervention du courtier, bien qu'il ait été préalablement avisé ; que ces polices sont entièrement nouvelles dans leurs conditions et leurs étendues, que par suite le courtier ne saurait avoir droit de toucher une commission sur des contrats pour la réalisation desquels il ne s'est pas entremis. En effet, en supposant même que les conditions générales de la Société lui donnent le droit de résilier les anciennes polices, la clientèle originaire ne lui est pas moins acquise et cesser de verser à celui qui a procuré cette clientèle la rémunération convenue serait violer les obligations qui découlent du contrat de commission. Il importe peu que le bénéficiaire du contrat ait été étranger aux nouveaux accords avec les assurés, dès lors que le bénéfice qui résulte de ces nouveaux accords trouve son fondement dans son action antérieure ⁽¹²⁾.

108. — Enfin, lorsque la Compagnie, après avoir résilié les polices, a repris les affaires moyennant des primes plus élevées, le courtier a droit à une commission sur les primes nouvelles, c'est ce qu'a décidé le Tribunal de Commerce de Lyon le 11 décembre 1919,

(12) Cour d'Appel de Lyon, 28 décembre 1910, *Répertoire des Assurances*, 1912, 1920, p. 139.

en s'appuyant sur l'arrêt de la Cour de Lyon du 28 décembre 1910, et en indiquant que « lorsque la police a été résiliée par la Compagnie et reprise par elle moyennant une prime supérieure, le courtier a droit à sa commission sur les primes nouvelles encore bien qu'il soit resté étranger aux nouveaux accords de la Compagnie avec l'assuré, dès lors que ces accords trouvent leur fondement dans son action antérieure. »

(¹³) La Cour de Lyon a pourtant infirmé ce jugement le 19 juin 1920 (¹⁴).

Mais il ne faut pas donner à cet arrêt une portée générale, il a été dicté, en effet, par certaines considérations particulières à la cause et au courtier demandeur (¹⁵).

C'est bien plus la décision du Tribunal de Commerce de Lyon qui nous éclaire, et nous savons par l'usage troisième qu'il n'est pas contesté actuellement que le courtier a droit à la commission sur toutes les primes qui sont la conséquence de la police initiale.

4° SUR LES CONTRATS REMPLACÉS PAR UN AUTRE COURTIER QUE L'APPORTEUR DE LA POLICE INITIALE

109. — L'assuré, soit que sa police soit arrivée à expiration, soit qu'il l'ait dénoncée pour une date régulièrement prévue, peut désirer en faire effectuer

(13) Trib. Commerce de Lyon, 11 décembre 1919, *Rec. Pér.*, 1920, p. 235.

(14) Cour d'Appel de Lyon, 19 juin 1920, *Rec. Pér. Ass.*, 1920, p. 317.

(15) Voir note de M^e SAINTELETTE dans le *Rec. Pér. des Ass.*, 1920, p. 317.

le remplacement par un autre courtier qui pourra évincer le courtier créateur.

Mais faut-il encore que la volonté de l'assuré se manifeste formellement à la Compagnie, ainsi que l'indiquaient les Représentants Syndicaux des Courtiers, dans une lettre célèbre du 8 novembre 1922 ⁽¹⁶⁾.

« Tout courtier d'une police ne peut être dépossédé des commissions y afférentes que lorsque ledit contrat étant arrivé à une époque où l'assuré est en droit de le résilier, celui-ci donne à un nouvel intermédiaire un mandat ferme et exclusif de toute autre intervention et encore à la condition que ce mandat spécifie l'ordre de remplacement du contrat initial, c'est-à-dire l'établissement d'une nouvelle police portant un numéro différent. »

Cette idée a été reprise dans le § 1^{er} du septième usage, qui stipule que « *La Compagnie ne peut accepter de remplacer une police en cours qu'à la demande de l'assuré ou sur la proposition d'un courtier muni d'un ordre l'habilitant à cet effet.* »

Enfin, s'appuyant sur une longue pratique et une jurisprudence constante ⁽¹⁷⁾, les paragraphes 3 et 4

(16) Publiée dans l'*Assureur-Conseil*, 1932, p. 42.

(17) Le 25 mars 1914, la Cour d'Appel de Lyon a jugé que si une police d'assurance a été souscrite à une Compagnie par l'intermédiaire d'un courtier, moyennant une commission annuelle de tant pour cent allouée à celui-ci, sauf réduction ou annulation définitive du contrat, ce courtier cesse d'avoir droit à la commission si l'assuré, usant de la faculté de résiliation inscrite dans la dite police, a *dénoncé son contrat*. Il importe peu que cet assuré ait ensuite fait garantir les mêmes risques à la même Compagnie par un autre courtier, du moment où c'est bien de son chef que la résiliation du premier contrat a eu lieu : une Compagnie ne pouvant être astreinte pour continuer la commission au premier courtier, à refuser cette commission au second et à risquer ainsi de voir le renouvellement de l'assurance lui échapper. *Jour. des Ass.*, 1914, p. 255.

du troisième usage nous indiquent que le courtier créateur ne peut être dépossédé de ses commissions que dans les cas très précis où ses droits ont été parfaitement respectés.

Usage Troisième :

§ 3 : « Lorsque le remplacement est accordé à un nouveau courtier investi par l'assuré d'un ordre exclusif de remplacement accompagné de dénonciation régulière de la police pour sa date d'expiration ou pour l'échéance à laquelle elle peut être résiliée, le courtier créateur de la police a droit à la commission sur les primes apportées par lui jusqu'à l'époque pour laquelle la police est dument dénoncée.

§ 4 : « Lorsque le remplacement est accordé à un nouveau courtier porteur d'un ordre de remplacement non accompagné d'une dénonciation régulière de la police à remplacer, le courtier créateur conserve son droit à la commission sur toutes les primes du nouveau contrat à concurrence du chiffre de celles qu'il a apportées. »

Suivant que la police a été ou non dénoncée régulièrement, nous sommes dans l'une ou l'autre des hypothèses prévues par les paragraphes 3 et 4 que nous allons étudier séparément.

Premier cas : La Police a été régulièrement dénoncée

110. — Dans cette hypothèse, le courtier créateur conserve son droit à la commission sur les primes apportées par lui jusqu'à l'époque pour laquelle la police est dénoncée, mais la Compagnie est libérée à son égard de toute autre obligation, si ce n'est de le

prévenir de cet événement, car ainsi que l'a dit la Cour de Lyon le 25 mars 1914, elle ne peut risquer de voir le renouvellement de l'assurance lui échapper.

Et cela est parfaitement conforme au principe général qui gouverne toute la matière et suivant lequel la commission trouve sa cause dans le bénéfice procuré à la Compagnie, puisque dans le cas présent le bénéfice apporté par le courtier créateur vient à être supprimé.

Deuxième cas : La Police n'a pas été régulièrement dénoncée :

111. — Dans ce cas, bien que la police soit remplacée sur l'ordre formel du client, le courtier créateur conserve son droit à la commission sur toutes les primes du nouveau contrat, mais à concurrence seulement du chiffre de celles qu'il a apportées.

Cela s'explique, par ce que le bénéfice initial procuré à la Compagnie se poursuit et qu'elle ne saurait par une décision arbitraire prise de son propre chef, priver le courtier de sa rémunération.

112. — Si le principe de ces règles était depuis longtemps admis, il importait qu'il ne subsistât aucune ambiguïté sur la manifestation de volonté de l'assuré.

Là encore les usages du courtage nous apportent de précieuses indications appelées à réduire les contestations qui peuvent se produire entre courtiers et compagnies, heureusement très rares par suite de la

correction qui régit les rapports des Compagnies et de leurs collaborateurs à la production.

**5° SUR LES CONTRATS DONT LA PRIME OU LE RISQUE
ONT ÉTÉ RÉDUITS**

113. — Il ne peut être contesté que la Compagnie puisse réduire les capitaux assurés en dehors des cas prévus par les Conditions Générales des polices, par un accord direct avec l'assuré.

Cependant le courtier ne doit pas subir les conséquences de cette décision, à laquelle il n'a pas pris part et les commissions sur les primes totales qu'il a apportées lui restent acquises.

Mais si la part de risque, que la Compagnie retrace de sa garantie, est placée par ses soins auprès d'autres Assureurs, qui lui alloueront les commissions correspondantes, il ne subira aucun préjudice, et par conséquent la première Compagnie sera en droit de lui refuser le paiement du complément de ses commissions.

Ce cas est simple, et ne peut soulever aucune difficulté, d'autant plus qu'il correspond à un usage particulier de la profession, ainsi constaté.

114. — *Usage Sixième. § 2 :*

« Lorsqu'un courtier a procuré à une Compagnie le bénéfice d'une police pour plusieurs années consécutives, la Compagnie peut toujours en cours de contrat, et en dehors des cas prévus par les conditions générales, réduire de son propre gré sa participation

dans cette assurance, si l'assuré y consent, mais elle doit continuer à commissionner le courtier sur les primes totales que celui-ci a apportées, à moins qu'elle ne prouve que ledit courtier a fait garantir par un autre assureur la part de risque dont elle s'est allégée. »

C'est ainsi que le Tribunal de Commerce de la Seine a jugé le 28 novembre 1913 ⁽¹⁸⁾, que lorsque dans un traité entre une Compagnie et un courtier il est dit que les annulations et les réductions d'une assurance influenceront sur la commission, la clause ne s'applique pas aux résiliations faites d'un *commun accord* entre assureur et assuré, et dans ce cas, *celles-ci ne sont pas opposables* au courtier.

6° SUR LES CONTRATS RÉSILIÉS AVANT LA DATE PRÉVUE

115. — Nous allons étudier maintenant les droits du courtier créateur, dans le cas où la Compagnie et l'assuré décident d'un commun accord de résilier la police en cours en dehors des époques et des cas prévus par les Conditions Générales.

Il semble résulter de deux arrêts de la Cour d'Appel de Paris que si une Compagnie accepte de résilier purement et simplement un contrat en cours et prive ainsi le courtier des avantages qu'il lui accordait, elle commet une faute et peut être condamnée à la réparation du préjudice subi ⁽¹⁹⁾.

(18) *Jour. des Ass.*, 1914, p. 552.

(19) Cour d'Appel de Paris, 25 février et 3 mars 1920, *Rec. Pér.*, 1920, p. 552.

116. — Nous avons du reste déjà vu que s'il y a simple réduction du risque ou de la prime, par suite d'un accord direct entre l'assureur et l'assuré, le courtier ne supporte pas les conséquences d'une modification à laquelle il est resté étranger (Usage sixième. § 2).

Ce principe doit s'appliquer de la même façon dans l'hypothèse où il n'y a pas seulement réduction mais suppression totale de la prime, et le courtier peut prétendre aux commissions sur la ou les primes totales qui auraient été versées.

Il semble en effet acquis en jurisprudence que le droit à la commission survit à la résiliation de la police ⁽²⁰⁾, mais dans toutes les espèces citées si la Compagnie avait résilié la police, elle avait par la suite contracté avec l'assuré une nouvelle police.

Il est du reste difficile de préciser si les Tribunaux ont voulu consacrer le droit à la commission sur la police résiliée, bien qu'ils aient estimé que le fait de résilier une police en dehors des cas prévus constituait une faute et que le courtier devait être dédommagé de ses conséquences.

7° SUR LES CONTRATS DE REMPLACEMENT SUBSTITUÉS A DES CONTRATS RÉSILIÉS AVANT LA DATE PRÉVUE

117. — S'il ne peut être rien changé aux droits

(20) Trib. Com. Seine, 2 janvier 1907, *Rec. Pér.*, 1907, p. 121 ; Cour d'Appel de Paris, 8 août 1908, *Rec. Pér.*, 1908, p. 338 ; Trib. Com. Seine, 16 mai 1913, *Jour. Ass.*, 1917, p. 100 ; Trib. Com. Seine, 12 mars 1925, *Rec. Pér. Ass.*, 1925, p. 139 ; Trib. Civ. Tarascon, 6 mars 1931, *La Prime*, 15 mai 1931 ; Cour d'Appel de Paris, 10 avril 1935, *La Prime*, 15 juin 1935.

acquis du courtier créateur, peut-il encore prétendre toucher la commission correspondant aux primes du contrat de remplacement.

Le Contrat de Remplacement

118. — Il faut d'abord définir le contrat de remplacement qui peut être modifié par rapport au contrat initial dans son objet et dans ses parties, et pour apprécier si le courtier se trouve en présence d'un contrat remplaçant le contrat initial résilié, sans son intermédiaire, en dehors des époques et des cas prévus, il faut considérer plus l'esprit de l'opération que son apparence objective.

1° Dans son Objet.

119. — Il faut s'attacher bien plus à l'intention des parties qu'aux formules employées, c'est du moins ce qu'a décidé la Cour d'Appel de Montpellier le 19 décembre 1932, en consacrant dans les termes suivants les droits du courtier créateur :

« Il n'est pas exact, a dit la Cour, de soutenir que la police du 27 février 1927 est un contrat nouveau et distinct de celui du 10 décembre 1908, que la provision de 65 francs est la même dans les deux cas, que le minimum de la prime annuelle est fixé à 250 francs dans les polices ; que l'objet de l'assurance est le même dans les deux contrats ; qu'ainsi la nouvelle police n'est, dans l'esprit des parties contractantes, que la continuation de l'ancienne ; que par suite il n'y a pas à s'attacher servilement au sens littéral des termes « remplace et annule » employés par

les parties, mais qu'il faut considérer plutôt qu'elle a été leur commune intention, qu'il n'est pas douteux que les parties, pour bien marquer leur intention de continuer les effets de l'ancienne police, l'ont renouvelée sans en modifier les clauses essentielles. » ⁽²¹⁾

2° Dans ses parties contractantes :

120. — Le Tribunal de Commerce de la Seine a jugé, le 12 mars 1925 ⁽²²⁾, que lorsqu'un courtier a apporté à une Compagnie un contrat d'assurance et qu'au cours de ce contrat la Société assurée vient à céder son exploitation à une nouvelle Société, qui n'est en réalité que l'émanation directe de la première, la Compagnie qui accepte de résilier la police et d'en faire une nouvelle par l'intermédiaire d'un second courtier sans réserver les droits du courtier créateur de la police originaire, commet une faute et doit être tenue de réparer le préjudice qu'elle a causé au courtier primitif en le privant des commissions sur lesquelles il était en droit de compter.

La Commission sur le contrat de Remplacement

121. — Il est bien entendu que dans notre hypothèse, le contrat de remplacement a été souscrit directement par l'assuré auprès de la Compagnie, et notre but est d'étudier les droits du courtier créateur sur ce contrat.

En effet, la solution serait différente, si le contrat

(21) Cour d'Appel de Montpellier, 14 décembre 1932, *Revue Générale Ass. Ter.*, 1933, p. 98.

(22) *Rec. Pér. Assurances*, 1925, p. 139.

de remplacement avait été souscrit par un courtier muni d'un ordre exclusif de l'assuré.

Dans ce cas, il appartient à la Compagnie ainsi saisie de prévenir immédiatement le courtier créateur pour lui permettre de veiller utilement à ses intérêts (usage quatrième et septième) et nous avons vu que la Compagnie qui n'agirait pas ainsi serait passible de dommages-intérêts envers le courtier évincé.

Mais encore une fois, il ne s'agit ici que d'étudier le droit à la commission sur le contrat de remplacement souscrit après résiliation du contrat initial en dehors des époques et des cas prévus, et par suite d'une entente directe entre l'assureur et l'assuré.

122. — Il n'est pas permis aux Compagnie de profiter de la résiliation d'une police pour étudier directement son remplacement avec l'assuré et de retirer ainsi au courtier le bénéfice des commissions.

La jurisprudence nous apporte de nombreuses décisions sanctionnant les droits du courtier, sur le contrat de remplacement, et appliquant cette règle d'équité suivant laquelle la rémunération du courtier trouve sa cause dans le bénéfice qu'il a apporté à la Compagnie et que cette rémunération ne doit cesser que si le bénéfice cesse lui-même pour une des raisons tirées des conventions de la loi qui mettent fin aux obligations des parties.

Aussi il a été jugé à Bruxelles, devant le Tribunal de Commerce de cette ville, qu'une Compagnie à laquelle un courtier a apporté des polices d'une certaine durée, résiliables annuellement, ne saurait pri-

ver le courtier de ses commissions, en résiliant ces polices, et en les remplaçant par des contrats identiques pour la période restant à courir. Le courtier a droit, en pareil cas, à ses commissions sur les polices nouvelles qui ne sont en réalité que la continuation des précédentes. ⁽²³⁾

La Jurisprudence récente

123. — Elle consacre d'une façon particulièrement énergique, conformément à l'usage et à l'équité, le droit du courtier créateur sur les contrats de remplacement.

Le 6 mai 1931, le Tribunal Civil de Tarascon a fait une très exacte application des principes tels qu'une jurisprudence constante les avait dégagés en prononçant le jugement suivant, qui a été confirmé par la Cour d'Appel d'Aix, le 3 juin 1932.

« Attendu qu'il est de principe admis par une jurisprudence certaine que la commission d'un courtier d'assurances trouve sa cause moins dans les démarches de celui-ci que dans le *bénéfice* qu'il a procuré à la Compagnie à qui il conduit son nouveau client, il s'ensuit que la commission lui est due tant que le bénéfice continue à être assuré à ladite Compagnie, et qu'elle ne doit cesser que lorsque le contrat vient à son terme, soit par son expiration normale, soit pour toute autre cause tirée de la loi ou d'une stipulation du contrat lui-même.

(23) Trib. Commerce Bruxelles, 5 janvier 1929, *Rec. Pér.*, 1930, p. 527 ; même sens : Cour d'Appel de Paris, 8 août 1908, *Rec. Pér.*, 1908, p. 380 ; Trib. Com. Seine, 16 mai 1913, *Jour. des Ass.*, 1917, p. 100 ; Trib. Com. Seine, 12 mai 1925, *Rec. Pér. Ass.*, 1925, p. 139.

Attendu que la police n° était résiliable chaque année au gré seul des assurés, moyennant un préavis d'un mois avant le 1^{er} avril, point de départ de l'année ; que c'est cependant le 30 septembre 1927, que, *sans que cette clause ait joué, la police est résiliée d'un commun accord et remplacée par une police identique ne contenant d'autres modifications* qu'une élévation du taux de la prime et la possibilité de résilier le contrat au gré des deux parties ; que déjà au cours de l'assurance, par avenants, on avait étendu le risque et élevé les primes sans pour cela considérer que la police ancienne fut modifiée au point de cesser ses effets, qu'il n'est pas douteux que la police a pu être résiliée, mais il n'en est pas moins certain que le courtier ne pouvait être privé de sa commission alors qu'un nouveau contrat était passé continuant le premier et que le bénéfice que C... avait assuré au sieur A... continuait à lui être acquis ; que celui-ci a donc commis une violation de ses engagements en refusant de tenir compte au sieur C... de ses commissions pour la période de continuation du contrat sous une nouvelle police, ne faisant que continuer la police originaire » (24).

124. — Plus récemment encore, la Cour d'appel de Paris a consacré définitivement l'usage qui veut que le courrier originaire conserve son droit à la commission aussi longtemps que le risque demeure assuré à la même Compagnie, et qui interdit aux assureurs de se mettre en rapport directement avec l'assuré. Par un arrêt du 10 avril 1935, elle a confirmé un jugement très bien motivé du Tribunal de Commerce de la Seine du 25 février 1933 (25), qui contenait notamment l'attendu suivant, analysant d'une façon

(24) *La Prime*, 15 mai 1931.

(25) *La Prime*, 15 juin 1935.

parfaite le fondement des droits du courtier créateur :

« Attendu que rien ne s'oppose — les conventions et les usages étant ainsi faits — à ce que la rémunération de Roseron (courtier) dure aussi longtemps que les relations entre les parties, puisque c'est lui qui en a été l'auteur et que R... (agent régional) n'a pas pu démontrer le contraire ; que si sur cette affaire, la rémunération se prolonge particulièrement longtemps il n'y a là rien de choquant, et qu'il le serait bien plus que R... bénéficiât, sans bourse délier du travail antérieur de Roseron ; que d'ailleurs les courtiers d'assurance n'étant rémunérés que par des ristournes sur primes dont la durée est tout aléatoire, il est simplement normal que certaines affaires durent longtemps, les dédommageant d'autres qui leur ont coûté les mêmes peines et ont pris fin rapidement ».

Voici donc la partie de l'important arrêt du 10 avril 1935 qui fixe les règles que doivent suivre les Compagnies saisies d'une demande de résiliation, de modification ou de remplacement en cours de contrat.

Il résulte de ce texte, que si les Compagnies faisaient droit à ces diverses demandes sans passer par l'intermédiaire du courtier, elles devraient malgré tout lui payer la commission.

« Considérant que Roseron a apporté la preuve que courtier d'assurances libre, il a apporté à la Compagnie X... un certain nombre d'affaires qu'elle a acceptées et pour lesquelles une police a été signée par l'assureur, la Compagnie X... et par l'assuré.

Considérant que de ce chef, il a eu droit à une commission qui, pour chaque contrat et pendant toute sa durée, de-

vait lui être payée, soit par l'agent général de la Compagnie, soit, à défaut, par la Compagnie elle-même, en tous cas payée entre ses mains, même si la convention passée entre la Compagnie et son agent général laissait en définitive à la charge de celui-ci le paiement total ou partiel de la commission ;

Considérant que, parmi les affaires portées à la Compagnie X... par Roseron, figurait la police Logut qui lui a donné droit à la commission litigieuse, parce que R... nommé par la Compagnie X... comme Directeur régional à Lyon, et aux engagements duquel elle est tenue de faire honneur quand, de son assentiment, ils ont été pris en son nom — ce qui est le cas dans la cause puisqu'elle a signé la Police — lui a promis une commission de dix pour cent sur le montant de la prime nette du contrat n° 36.498 souscrit par M. Logut ;

Considérant que l'usage veut que le courtier originaire ait droit à la commission aussi longtemps que le risque demeure assuré à la même Compagnie ;

Considérant que l'usage interdit à la Compagnie d'assurance de se mettre, soit par elle-même, soit par ses agents, directement en rapport avec l'assuré amené par un courtier, pour modifier le contrat pendant son cours ou signer une nouvelle police à l'expiration de la précédente ;

Considérant que l'usage veut encore que si à l'expiration du contrat, la Compagnie signe directement avec l'assuré une nouvelle police, elle continue à devoir au courtier la commission sur la police ainsi renouvelée ;

Et adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : confirme le jugement entrepris ».

Formules d'Ordre de Remplacement et de Mandat

125. — Nous avons vu que lorsqu'un courtier soumet à une Compagnie le remaniement d'une affaire qui a été négociée à l'origine par un autre courtier, la Compagnie ou son agent doit exiger un ordre de

remplacement, afin de protéger les droits du courtier.

La forme employée pour la rédaction de ce pouvoir importe peu si la volonté de l'assuré se manifeste sans ambiguïté.

Pourtant cet ordre restera dans la plupart des cas, la seule preuve écrite des relations existant entre l'assuré et le courtier, aussi celui-ci doit apporter à la rédaction de cette pièce le plus grand soin et y introduire toutes les précisions utiles.

La formule suivante que nous empruntons à l'ouvrage de M. César Ancey : « Le courtage des Assurances terrestres », convient parfaitement dans le cas de remplacement de police.

Monsieur le Directeur

ou Monsieur l'Agent Général de la Compagnie X...

Je vous prie de délivrer à M. X..., à qui je donne pour cela mandat, à l'exclusion de tout autre intermédiaire, une police conforme à la proposition qu'il vous déposera et qui annulera toutes autres polices ou propositions par moi souscrites ou déposées à ce jour.

Veuillez agréer...

126. — D'après le même auteur, lorsqu'il s'agira du remaniement d'un risque important ou du placement d'une affaire nouvelle pouvant présenter quelques difficultés, les intérêts du courtier seront mieux sauvegardés par la rédaction ci-dessous.

« Je constitue pour mon mandataire à l'exclusion de tout intermédiaire, M. X..., courtier d'assurances, demeurant à, à l'effet de régulariser mes polices actuellement en cours (si c'est une affaire nouvelle : à l'effet d'établir les contrats nécessaires pour garantir contre l'incendie mon

risque sis à...) ; en conséquence dresser les plans des locaux et dépendances, vérifier les chiffres et déclarations portés dans mes polices, les modifier ou les compléter en tant que de besoin, rédiger en mon nom toutes propositions, les proposer à toutes Compagnies d'assurances, rédiger toutes polices, annulant au besoin toutes celles précédemment souscrites par moi, en un mot faire tout ce qui sera généralement nécessaire pour me garantir efficacement contre l'incendie pour le (ou les) risque susdit au mieux de mes intérêts, promettant l'avoir pour agréable et le ratifier au besoin. »

Cette seconde formule précise la mission confiée au courtier, et en décrit les difficultés ; mais elle élargit singulièrement la responsabilité du courtier ; aussi les Tribunaux n'hésiteraient pas à condamner sévèrement la révocation intempestive d'un tel mandat.

Enfin, si la formule adoptée n'est pas écrite en entier de la main de l'assuré, la signature doit être précédée des mots « Lu et Approuvé ». ⁽²⁶⁾

8° SUR LES CONTRATS APPORTÉS A L'AGENCE GÉNÉRALE DE LA COMPAGNIE

127. — La situation du courtier qui apporte une affaire au siège d'une Compagnie d'assurances est la même que celle du courtier apporteur au siège d'une agence régionale.

(26) Note de M. J. JUHEL-RENOY, Docteur en Droit, Avocat à la Cour. *La Prime*, 20 juin 1914. — Voir CÉSAR-ANCEY, *Le Courtage des Assurances Terrestres*, p. 91.

Ce n'est là que l'application d'une règle de droit, puisque l'Agent mandataire de la Compagnie engage celle-ci activement et passivement, les droits du courtier, qu'il s'agisse du courtage dans les agences ou du courtage au siège principal, restent les mêmes.

Usage onzième.

« Lorsqu'un courtier a apporté une affaire à l'agent général d'une Compagnie, les obligations de l'agent à l'égard de ce courtier sont les mêmes que celles de la Compagnie qu'il représente, et cela sans qu'il y ait à distinguer, si l'agent a pris le risque en totalité, ou s'il en a pris simplement une partie. »

Les obligations de l'agent sont de deux sortes.

En premier lieu, il doit tenir compte des droits du courtier créateur, tels que nous venons de les définir, et en second lieu il doit respecter toutes les règles et usages qui régissent les rapports des courtiers et des Compagnies d'assurances, et s'abstenir de toutes sollicitations ou démarches qui pourraient constituer un détournement de clientèle.

Le Courtage dans les Agences

128. — S'il n'y a pas de difficultés pour connaître les droits du courtier et les obligations de l'agent, la question du paiement de la commission est assez délicate, et il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'un courtier libre de tout lien contractuel ou de subordination, ou d'un courtier employé par l'agent.

1° *Par un courtier libre.*

129. — Le courtier libre, auquel l'agent général

d'une Compagnie a remis un bon de commission, en rémunération de l'affaire qu'il a apportée, serait en droit de poursuivre l'exécution de cet engagement, à la fois contre l'agent signataire du bon et la Compagnie qui répond des actes de son agent, comme ayant profité de l'apport de la police, a décidé la Cour d'Appel de Paris le 10 avril 1935. ⁽²⁷⁾

2° *Par un courtier attaché à une agence.*

130. — Dans cette hypothèse, la Cour d'Appel de Lyon et le Tribunal Civil de Grenoble ont rendu des décisions contraires à celle de la Cour d'Appel de Paris.

Il est d'usage — a dit la Cour de Lyon, le 10 novembre 1932 — que les Agents Généraux rémunèrent de leur propre commission les courtiers qui leur apportent des affaires. ⁽²⁸⁾

Il s'ensuit que le courtier n'a d'actions pour ce qui lui est dû, que contre l'agent général et qu'il est

(27) *La Prime*, 1^{er} juillet 1935.

(28) *Revue Générale des Assurances Terrestres*, 1933, p. 107.

« Note de M. PICARD, qui écrit : « Aucun lien de droit n'existe en effet entre la Compagnie d'Assurance et les sous-agents, démarcheurs ou courtiers employés par l'agent général (SUMIEN, *Traité Théorique et Pratique des Assurances Terrestres*, 3^e éd., n° 619 ; E.-H. PERREAU, *Manuel Juridique et Pratique de l'Agent d'Assurances*, 2^e éd., p. 147 ; MOULIN SAINT-JUST, *Le Statut Juridique des Agents d'Assurances*, 1930, p. 120). Dès lors, pour les commissions qui lui sont dues, le courtier ne peut s'adresser qu'à l'agent général à qui il a apporté des contrats et qui est son seul débiteur.

L'arrêt laisse entendre que le successeur de l'agent pourrait être éventuellement tenu du paiement de ces commissions, mais la cession d'un portefeuille n'entraîne pas le transfert des dettes, à moins qu'une clause spéciale ne les mette à la charge du cessionnaire. »

sans recours contre la Compagnie à laquelle il ne se trouve rattaché par aucun lien de droit.

Il en est ainsi, a ajouté la Cour de Lyon, alors même que les bons de commissions remis au courtier étaient établis sur du papier portant l'en-tête de la Compagnie et que celle-ci, au moment du départ de son agent, lui a retenu diverses sommes pour le paiement éventuel des commissions qui pourraient être réclamées par le courtier.

Plus satisfaisante est la décision du Tribunal Civil de Grenoble, qui a estimé, le 15 novembre 1923, que la commission de courtage *est une charge de l'agence*; attendu a dit le Tribunal, « que dans les cas de révocation des premiers agents, on ne saurait maintenir à leur charge cette obligation à des paiements échelonnés puisqu'ils cessent de participer au bénéfice de l'opération corrélative, que cette charge passe donc sur les épaules des nouveaux agents généraux investis sur contre-partie de « l'emolumentum » résultant de l'activité du courtier créancier.

Attendu que vainement on arguerait contre cette solution de l'axiome « *res inter alios acta* », traduit par l'article 1165 du Code civil, qu'il s'agit là d'une charge du portefeuille, laquelle passe aux détenteurs successifs de ce portefeuille et devrait être acquittée par la Compagnie elle-même, dans le cas où elle ne nommerait pas des agents généraux à la place des agents révoqués.

131. — On ne peut plus nettement que le Tribunal de Grenoble faire une application de la maxime « *Ubi*

emolumentum ibi onus », qui gouverne toute notre matière, et pour notre part nous souscrivons pleinement à cette décision.

Dans ce cas, la commission semble être une charge de l'agence et toutes ses modalités sont gouvernées par les mêmes règles que celles qui régissent les rapports des Courtiers et des Compagnies.

9° SUR LES AVENANTS DÉLIVRÉS A LA DEMANDE
D'UN NOUVEAU COURTIER

132. — D'après l'usage huitième « *la Compagnie peut délivrer des avenants à la demande d'un courtier autre que le courtier créateur de la police, et sans que le courtier qui les demande ait à produire un ordre de l'assuré.* »

Sous le bénéfice de nos observations précédentes, la délivrance des avenants à une police en cours ne peut modifier les droits acquis du courtier créateur.

Aussi lorsque les avenants délivrés à la demande du second courtier entraînent des augmentations de primes, augmentations prévues et déterminées par les clauses du contrat initial, le courtier créateur bénéficie des commissions afférentes à ces avenants. ⁽²⁹⁾

133. — S'il n'en est pas ainsi, si les avenants ne concernent pas des développements de l'assurance expressément prévus par la police, l'intervention du nouvel intermédiaire a pour effet de lui assurer une

(29) Voir : Le Code de la Concurrence. *La Prime*, 15 avril 1937.

(30) Voir *supra*, n^{os} 102 et s.

commission calculée évidemment sur les augmentations de primes réalisées par son entremise.

134. — Enfin, l'usage huitième n'autorise la Compagnie à délivrer au nouveau courtier des avenants à une police en cours, sans lui demander la preuve de son mandat, que si cette délivrance ne peut donner lieu à aucune révélation de sa part, sur les termes, clauses et conditions générales de la police. S'il n'en est pas ainsi la Compagnie s'expose à violer les prescriptions de l'usage cinquième, qui lui interdit de donner communication de la police et de ses avenants à d'autres qu'au courtier créateur ou au courtier muni d'une autorisation écrite de l'assuré.

135. — Ajoutons que si, d'après l'usage étudié, la Compagnie n'est pas tenue d'informer le courtier créateur de l'intervention du second courtier, dont l'action ne peut en aucun cas diminuer ses droits résultant de la police primitive ; la plupart des assureurs ne s'abritent pas derrière cette règle et informent par courtoisie le courtier apporteur du contrat initial.

CONCLUSION

Nous avons particulièrement insisté au cours de ce travail sur l'indépendance absolue dont jouit le Courtier d'Assurances terrestres, qui n'est lié à l'égard de ses clients et à l'égard des Compagnies d'Assurances par aucun mandat général.

C'est cette liberté absolue qui lui permet d'assumer, pour la satisfaction des intérêts quelquefois opposés des assurés et des assureurs, ses multiples fonctions d'intermédiaire, de conseiller et de défenseur.

Après avoir décrit dans la première partie de cet ouvrage les rapports qui unissent Courtiers et assurés, dans la seconde nous avons exposé toutes les modalités du droit à la commission après avoir étudié le principe général qui préside à sa naissance.

C'est dans ce principe que réside l'originalité du Courtage d'Assurances terrestres ; c'est son application toujours plus stricte qui a permis l'épanouissement des droits du Courtier créateur en un système complet dont nous nous sommes efforcé de dégager les différents aspects.

Un Congrès international du Courtage se tiendra à Paris du 7 au 10 juillet^e ; il réunira les Courtiers de très nombreux pays et montrera la place que tient le Courtage dans l'activité sociale et économique de la nation.

Parmi les questions soumises aux congressistes figurent celles du Statut Professionnel et de l'Enseignement du Courtage, parce que si les Courtiers sont ennemis de tout contrôle vexatoire, ils réclament néanmoins les garanties de stabilité, de capacité et d'honorabilité qui leur permettront de remplir mieux encore que par le passé leurs fonctions auprès des assurés et des assureurs.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE
Maurice PICARD.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLÉTY.

APPENDICE

RÉGLEMENTATION RELATIVE A L'ENCAISSEMENT DES QUITTANCES
ET A LA PRISE D'EFFET AUTOMATIQUE DES CONTRATS *acceptée par l'Assemblée Plénière des Compagnies d'Assurances contre l'INCENDIE les 28 mai, 28 juin, 2 juillet et 18 novembre 1935, modifiée conformément à l'additif adopté le 5 avril 1937* (1).

Les Compagnies conservent l'entière liberté de confier ou non aux courtiers l'encaissement des quittances au comptant ou annuelles.

Quand elles jugeront devoir leur donner cette marque de confiance, elle s'engagent à adopter la réglementation suivante :

Quittances au comptant

Le courtier aura la faculté en déposant une proposition de demander, dans les termes ci-contre (annexe 1) une lettre d'acceptation préalable à la délivrance de la police. Il devra joindre à la proposition, le texte intégral des conditions particulières de la police.

S'il ne demande pas cette lettre, il n'encourt aucune responsabilité, mais l'assuré ne sera couvert qu'à partir du moment où, la police étant signée, il aura versé le montant de la prime.

Au cas où le courtier obtient que cette lettre lui soit délivrée, l'assuré est immédiatement garanti, sous les règles ci-après :

(1) *Assureur Conseil*, avril 1937.

L'assuré, par dérogation à l'article 4 des Conditions Générales des polices, sera couvert, sans contestation possible, dès la remise de cette lettre au courtier. Elle sera libellée dans les termes ci-contre (annexe II).

En compensation, le courtier s'engage à accepter les conditions de règlement ci-après :

a) Si la police établie postérieurement est rendue non signée avant la date de prise d'effet, l'affaire sera annulée purement et simplement ;

b) Si la police rentre signée, le courtier doit, dans le délai de deux mois à partir de la remise de la lettre d'acceptation (ou la date de l'effet différé le cas échéant) effectuer le paiement à la Caisse de la Compagnie, de la prime au compant, faute de quoi il en devient personnellement débiteur.

Dans le cas où par suite d'événements imprévus, le courtier ne pourrait, après réception de la lettre d'acceptation, obtenir de son client le règlement de la prime, il s'engage à remettre immédiatement et au plus tard dans un délai de deux mois, la lettre d'acceptation à la Compagnie.

Au moment où la lettre d'acceptation est rendue à la Compagnie, l'assuré cesse d'être garanti, si le courtier est tenu de lui verser une indemnité forfaitaire.

Cette indemnité qui, dans aucun cas, ne pourra être inférieure à 20 francs, sera d'un vingtième de la prime annuelle qui aurait été payée par l'assuré, si la lettre a été rendue à la Compagnie dans un délai de 15 jours francs, à compter du jour où elle a été confiée. Elle sera d'un dixième de la prime si la lettre a été rendue entre le trentième jours et l'expiration du délai.

c) Si la police est rentrée non signée après la date assignée pour sa prise d'effet, le courtier est redevable à la compagnie des mêmes indemnités que celles prévues au paragraphe b ci-dessus. La Compagnie lui délivrera une quittance spécifiant que cette somme est reçue à titre d'indemnité.

d) En cas d'assurance nécessitant l'intervention de plus de

quatre co-assureurs, les délais de règlement ci-dessus seront portés à trois mois.

*Quittances annuelles ou à terme
et quittances au comptant*

Les courtiers qui demandent qu'on leur confie des quittances s'engagent à régler ces quittances aux Compagnies, pour les quittances annuelles, dans le délai de deux mois, à dater de l'échéance (pour les quittances au comptant ce délai court de la date d'effet de la police).

A l'expiration du délai de deux mois, si les circonstances exceptionnelles n'ont pas permis au courtier de procéder à l'encaissement des quittances, les Compagnies auront la faculté, sur la demande écrite du courtier, de prolonger le délai ci-dessus.

Faute d'accord entre l'assureur et le courtier, au sujet de cette prolongation, l'assureur devra mettre en demeure le courtier par lettre recommandée, d'effectuer le règlement dans un délai de huit jours ou de lui rendre la quittance confiée. Passé ce délai de huit jours francs, le courtier devra à la compagnie le montant de la quittance et la Compagnie aura la faculté d'en poursuivre le recouvrement par toutes voies de droit.

Si le courtier fait partie du Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres, l'assureur devra, en même temps, mettre au courant de la situation le Comité de Direction dudit Syndicat.

La présente réglementation ne sera applicable que dans les rapports entre les Compagnies et les courtiers qui auront pris l'engagement écrit de s'y conformer. Elle deviendrait caduque *de plano* à l'égard de tout courtier qui viendrait à manquer à l'une des obligations en découlant.

ANNEXE I

Nom et adresse du Courtier.

PROPOSITION D'ASSURANCE INCENDIE

Compagnie :

Assuré :

Adresse :

Risque :

Effet :

Durée :

Je soussigné, demande la garantie du risque à la date du et prends les engagements prévus dans l'accord intervenu entre l'Assemblée plénière des Compagnies d'Assurances contre l'Incendie et le Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres, en date des 28 mai, 28 juin, 2 juillet et 18 novembre 1935, complété le 5 avril 1937.

Ci-joint, texte intégral des conditions particulières de la police.

Paris, le

Signature du Courtier..

ANNEXE II

MODÈLE DE LETTRE D'ACCEPTATION

Compagnie :

Paris, le

Monsieur (Nom du Courtier) :

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous informer que notre Compagnie accepte la totalité ou une part de.....
de l'affaire X

risque situé à
pour une durée de
aux cluses et conditions de la proposition signée par vous,
N°, et ce, conformément à l'accord intervenu entre
l'Assemblée Plénière des Compagnies d'Assurances contre
l'Incendie, et le Syndicat National des Courtiers d'Assurances
Terrestres, en date des 28 mai, 28 juin, 2 juillet et 18 no-
vembre 1935, complété le 5 avril 1937.

En conséquence, et pour cette affaire seulement, la Com-
pagnie renonce à l'application de l'article 4 des Conditions
Générales.

La présente acceptation n'est valable que pour une durée
maximum de deux mois à dater de ce jour.

Veuillez agréer

SPÉCIMEN D'ORDRE A OBTENIR DU CLIENT
LE PLUS SOUVENT POSSIBLE

Paris, le

MESSIEURS,

Je vous confirme mon accord pour l'établissement d'une
police d'assurance contre l'incendie, sur les conditions parti-
culières de laquelle je suis d'accord et qui est destinée à
garantir

Je m'engage à payer la prime correspondant à cette assu-
rance, ou une provision correspondante, dès réception de
votre avis que les risques sont couverts par les Assureurs,
et ce, sans attendre la signature des contrats qui aura lieu
dès leur centralisation par vos soins.

Veuillez agréer

BIBLIOGRAPHIE

- ANCEY. — « Le courtage des Assurances Terrestres ».
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — « Traité du Mandat ».
- BONNEVILLE DE MARSANGY. — « Jurisprudence des Assurances ».
- HÉMARD. — « Traité théorique et pratique des Assurances Terrestres ».
- PERREAU. — « Manuel Juridique et Pratique des Agents d'Assurances ».
- SEGUIN. — « Le Courtier d'Assurances Terrestres ».
- SIMONIN. — « Jurisprudence des Assurances ».
- SUMIEN. — Traité théorique et pratique des Assurances Terrestres et de la Réassurance ».

PERIODIQUES

- | | |
|----------------|---|
| Argus | L'Argus des Assurances. |
| Ass. Cons. | L'Assureur Conseil. — « Bulletin officiel du Syndicat National des Courtiers d'Assurances Terrestres. » |
| D.P. et D.H. | Dalloz. — « Recueils Périodique et Hebdomadaire ». |
| Gaz. Pal. | La Gazette du Palais. |
| Jour. des Ass. | Le Journal des Assurances. |
| | La Prime. |
| Rec. Jur. | Le Recueil Juridique de l'Assurance. |
| Rec. Per. | Le Recueil Périodique des Assurances. |
| Rev Gén. | La Revue Générale des Assurances Terrestres. |

TABLE DES USAGES GENERAUX DU COURTAGE

	N ^{os}
Les Usages Généraux du Courtage.....	53
Le Texte des Usages	54

USAGES CITÉS

Premier Usage	83
Deuxième Usage	77-84
Troisième Usage	99
» » § 1	101
» » § 2	100-106
» » § 3	109-110
» » § 4	109-111
Quatrième Usage § 1	96-
» » § 2	92-121
Cinquième Usage	89-134
Sixième Usage § 1	91-
» » § 2	113-116
Septième Usage § 1	109
» » § 2	90-121
Neuvième Usage	88
Huitième Usage	132
Dixième Usage § 1	90
» » § 2	86
Ouzième Usage	99-127
Douzième Usage	93 °

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

Chapitre préliminaire. — LES GARANTIES D'HONORABILITÉ EXIGÉES DES COURTIER.....

	5
1. La loi du 10 février 1931.....	5
2. Garanties exigées des demandeurs ou courtiers....	6
4. La loi s'applique-t-elle aux courtiers d'assurances occasionnels?	7
5. Distinction entre le courtier inscrit au registre du commerce et le courtier possesseur de la carte d'identité	8

PREMIÈRE PARTIE

LE COURTIER DANS SES RAPPORTS AVEC L'ASSURE

	11
6. <i>Chapitre premier. — LE COURTIER N'EST PAS LE MANDATAIRE DE L'ASSURÉ</i>	13
10. Le courtier n'est pas un gérant d'affaire.....	16
11. L'assureur conseil	17
12. <i>Chapitre II. — NATURE DU CONTRAT QUI INTERVIENT ENTRE LE COURTIER ET L'ASSURÉ</i>	19
13. 1 ^{er} cas : <i>Le client signe la police</i>	20
15. 2 ^e cas : <i>Le client ne signe pas la police</i>	21
17. <i>Le contrat de vérification de police</i>	24
18. <i>Le courtier mandataire commun</i>	25
19. <i>Le mandat du courtier</i>	26

20. *Chapitre III. — CONSÉQUENCES DU REFUS DE SIGNER*

LA POLICE	29
23. Rupture de la mission confiée au courtier.....	31
24. <i>Les différentes thèses de la jurisprudence</i>	31
25. 1° La rupture de mandat.....	32
27. 2° La résiliation d'un contrat de louage de service	33
28. 3° La faute génératrice de responsabilité civile.	33
29. Cas particulier de l'assurance vie.....	34
31. Le montant des dommages et intérêts.....	36
32. Premier système	36
33. Deuxième système	37
37. Troisième système ou système forfaitaire.....	40
38. L'application de l'article 1794 du Code civil.....	41
41. Toute personne capable de signer la police peut être condamnée	44
42. La déontologie des courtiers.....	45

Chapitre IV. — LA RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

DU COURTIER	47
43. La règle générale.....	47
44. <i>La jurisprudence</i>	48
45. 1 ^{er} cas : Primes trop élevées.....	49
46. 2 ^e cas : Compagnies insolubles	52
48. 3 ^e cas : Instructions mal suivies	53
49. 4 ^e cas : Imprudence du courtier.....	53
50. 5 ^e cas : Négligence du courtier.....	53
51. Evaluation du préjudice.....	54

DEUXIÈME PARTIE

52. LE COURTIER DANS SES RAPPORTS AVEC LA COMPAGNIE D'ASSURANCES	57
53. <i>Les usages généraux du courtage</i>	58
54. <i>Le texte des usages</i>	58
<i>Constatation des usages du courtage d'assurances terrestres</i>	60

<i>Chapitre premier. — LE COURTIER N'EST PAS LE MAN-</i>	
DATAIRE DE LA COMPAGNIE.....	65
55. <i>Le rôle du courtier</i>	65
56. Mettre les parties en présence.....	67
57. Terminer l'affaire	68
59. Inefficacité des déclarations faites par l'assuré au courtier et non transmises régulièrement à la Compagnie	71
61. Encaisser la prime.....	74
62. 1 ^{er} cas : Remise de la quittance datée.....	74
63. 2 ^e cas : Remise de la quittance non datée....	78
64. <i>Situation juridique du courtier</i>	79
 <i>Chapitre II. — LA COMMISSION</i>	
65. <i>Naissance du droit à la commission</i>	81
67. <i>Cause de la commission</i>	83
68. <i>La Jurisprudence</i>	84
70. <i>Le fondement de la commission</i>	86
71. <i>Le paiement de la commission</i>	87
72. <i>L'escompte de la commission</i>	88
74. <i>La remise des commissions</i>	91
75. 1 ^o La Jurisprudence	91
76. 2 ^o Le décret du 6 avril 1930	92
 <i>Chapitre III. — LA LIBERTÉ ET LA NEUTRALITÉ DE LA</i>	
COMPAGNIE	95
77. <i>La liberté de la Compagnie</i>	95
78. <i>La liberté du courtier</i>	96
79. <i>La neutralité de la Compagnie</i>	97
81. <i>Les obligations de la Compagnie</i>	99
82. 1 ^o Traiter les courtiers apporteurs d'une même affaire dans les mêmes conditions	100
83. Pluralité d'apporteurs	100
85. 2 ^o Avertir le courtier de tout événement suscep- tible de modifier le cours du contrat et la com- mission	103

86.	1 ^{er} cas : Résiliation de la Police	104
87.	2 ^e cas : Expiration de la Police	105
89.	3 ^e cas : Donner communication de la Police et de ses avenants	107
90.	4 ^e cas : Dénonciation de la Police	108
91.	5 ^e cas : Réduction du taux de la prime	108
92.	6 ^e cas : Modification du contrat	109
93.	3 ^o S'abstenir de toute entremise directe avec le client	109
94.	<i>La concurrence déloyale</i>	110
96.	La règle générale	112
97.	La jurisprudence	113
98.	Le détournement de clientèle	114
 <i>Chapitre IV. — LES DROITS DU COURTIER CRÉATEUR</i>		117
99.	<i>Le principe général</i>	117
100.	1 ^o Sur les contrats renouvelés par tacite recon- duction	119
101.	2 ^o Sur les conséquences des clauses de la police initiale	121
102.	1 ^{er} cas : Augmentation de prime résultant de circonstances prévues par la police	122
103.	2 ^e cas : Augmentation de prime résultant de cir- constances non prévues par la police ..	127
104.	3 ^e cas : Surprime pour risque anormal en assu- rance vie	128
105.	4 ^e cas : Rappels de cotisations	128
106.	3 ^o Sur les contrats renouvelés ou remplacés di- rectement par l'assuré auprès de la Compa- gnie	129
109.	4 ^o Sur les contrats remplacés par un autre cour- tier que l'apporteur de la police initiale....	132
110.	1 ^{er} cas : La police a été régulièrement dé- noncée	134
111.	2 ^e cas : La police n'a pas été régulièrement dénoncée	135

113.	5° Sur les contrats dont la prime ou le risque ont été réduits.....	136
115.	6° Sur les contrats résiliés avant la date prévue.	137
117.	7° Sur des contrats de remplacement substitués à des contrats résiliés avant la date prévue.	138
118.	Le contrat de remplacement.....	139
119.	1° Dans son objet.....	139
120.	2° Dans ses parties contractantes.....	140
121.	La commission sur le contrat de remplace- ment	140
123.	La jurisprudence récente.....	142
125.	Formules d'ordre de remplacement et de mandat	145
127.	8° Sur les contrats apportés à l'agence générale de la Compagnie.....	147
128.	Le courtage dans les agences.....	148
129.	1° Par un courtier libre.....	148
130.	2° Par un courtier attaché à une agence..	149
132.	9° Sur les avenants délivrés à la demande d'un nouveau courtier	151
	CONCLUSION	153
	APPENDICE	155
	BIBLIOGRAPHIE	161
	TABLE DES USAGES GÉNÉRAUX DU COURTAGE.....	162

IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE
-:- DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE -:-
- PARIS
